

DÉPARTEMENT DES ARDENNES

MARBY

Elaboration CARTE COMMUNALE



1 – Rapport de Présentation

Dossier de Consultation en date du :

Marby, le
Le Maire

DOMAINE D'INTERVENTIONS : Urbanisme & Paysage / Environnement / Maîtrise foncière & gestion du patrimoine / Cartographie







SOMMAIRE

PREAMBULE	5
CADRE JURIDIQUE.....	6
LA CARTE COMMUNALE VERITABLE DOCUMENT D'URBANISME	7
CONTENU DU DOSSIER DE CARTE COMMUNALE	8
CONTEXTE D'ELABORATION DE LA CARTE COMMUNALE DE MARBY	9
OBJECTIFS DE LA COMMUNE	9
I. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	10
1.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE.....	11
1.1.1. Situation et Site	11
1.1.2. Situation Administrative.....	13
1.2. ANALYSE ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE	15
1.2.1. Morphologie naturelle	15
1.2.2. Composante paysagère	18
1.2.3. Occupation du sol	20
1.2.4. Patrimoine naturel et Biodiversité	21
1.3. ANALYSE URBAINE.....	30
1.3.1. Flux	30
1.3.2. Morphologie, évolution et typologie urbaine.....	31
1.3.3. Patrimoine historique, archéologique et touristique.....	37
1.4. ANALYSE SOCIO-DEMOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE	38
1.4.1. Démographie.....	38
1.4.2. Habitat	39
1.4.3. Emploi et déplacement.....	40
1.4.4. Activités économiques et agricoles	41
1.5. ANALYSE DES EQUIPEMENTS.....	50
1.5.1. Equipements publics et les réseaux.....	50
1.5.2. <i>Défense contre l'incendie</i>	52
1.6. RISQUES ET CONTRAINTES REGLEMENTAIRES	54
1.6.1. Risque naturel et technologique.....	54
1.6.2. <i>Servitude d'utilité publique</i>	55
II. OBJECTIFS D'AMENAGEMENT	56
2.1. CONSTATS ET ENJEUX	57
2.2. OBJECTIFS COMMUNAUX	59
2.3. PERSPECTIVES D'EVOLUTION ET DE DEVELOPPEMENT	60
III. DISPOSITIONS DE LA CARTE COMMUNALE.....	61



3.1.	JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS	62
3.2.	LA SUPERFICIE DES ZONES	63
3.3.	JUSTIFICATION DU ZONAGE.....	66
3.4.	IMPACT DE L'URBANISATION SUR LES TERRES AGRICOLES.....	70

PREAMBULE

Cadre juridique

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000 et **la loi Urbanisme et Habitat** du 2 juillet 2003, introduisent une nouvelle démarche pour l'aménagement du territoire, offrant aux communautés territoriales des « outils » de réflexion et de gestion fondés sur le droit d'occupation des sols. Ces lois traduisent la volonté de promouvoir un développement des aires urbaines plus cohérent, plus durable et plus solidaire. Pour répondre à ces objectifs, la loi SRU a apporté dans le domaine de l'urbanisme, de l'habitat et des déplacements, des réformes profondes.

Elle invite notamment les municipalités à intégrer dans leurs politiques de développement les notions de ville durable et de démocratie participative. Afin de mieux concilier le développement urbain, la prise en compte des besoins et de la population, l'utilisation économe de l'espace et une meilleure cohérence entre planification urbaine spatiale, environnement, économie, déplacements et habitat, la loi SRU a rénové le code de l'urbanisme en profondeur.

La loi portant engagement national pour l'environnement dite « Grenelle 2 » du 12 juillet 2010 est un texte d'application et de territorialisation du Grenelle Environnement et de la loi Grenelle 1. Elle décline, chantier par chantier, secteur par secteur, les objectifs entérinés par le premier volet législatif du Grenelle Environnement. En matière d'urbanisme, l'objectif est de favoriser un urbanisme économe en ressources foncières et énergétiques. La loi Grenelle 2 modifie de manière substantielle le code de l'urbanisme. A ce titre, elle définit clairement dans le code de l'urbanisme les plans et programmes qui nécessitent une évaluation environnementale, dans les conditions prévues par la directive 2001/42/ CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001.

La loi de modernisation de l'agriculture et de la pêche (loi LMAP) du 27 juillet 2010 comporte plusieurs dispositions visant à inscrire l'agriculture dans un développement durable du territoire. La priorité est donnée à l'objectif de réduction de la consommation des espaces agricoles, au moyen de plusieurs instruments réglementaires et fiscaux. **Une commission départementale de la consommation des espaces agricoles (CDCEA)**, présidée par le Préfet, doit être consultée pour certaines procédures et autorisations d'urbanisme au regard de l'objectif de réduction de la consommation des espaces agricoles. Ainsi, cette commission émet un avis sur les projets de cartes communales (article L.124-2 du code de l'urbanisme).

Article L.110 du code de l'urbanisme

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Chaque collectivité publique en est le gestionnaire et le garant dans le cadre de ses compétences. Afin d'aménager le cadre de vie, d'assurer sans discrimination aux populations résidentes et futures des conditions d'habitat, d'emploi, de services et de transports répondant à la diversité de ses besoins et de ses ressources, de gérer le sol de façon économe, de réduire les émissions de gaz à effet de serre, de réduire les consommations d'énergie, d'économiser les ressources fossiles d'assurer la protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la biodiversité notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques, ainsi que la sécurité et la salubrité publiques et de promouvoir l'équilibre entre les populations résidant dans les zones urbaines et rurales et de rationaliser la demande de déplacements, les collectivités publiques harmonisent, dans le respect réciproque de leur autonomie, leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace. Leur action en matière d'urbanisme contribue à la lutte contre le changement climatique et à l'adaptation à ce changement. »

Article L.121-1 du code de l'urbanisme

« Les schémas de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme et les cartes communales déterminent les conditions permettant d'assurer, dans le respect des objectifs du développement durable :

1° L'équilibre entre :

- a) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;
- b) L'utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- c) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquable ;

2° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale *dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;*

3° La réduction des émissions de gaz à effet de *serre, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques, et la prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.*

La carte communale véritable document d'urbanisme

Depuis ces nouvelles lois (articles L.124 et suivants du code de l'urbanisme), les carte communales se substituent aux anciennes **Modalités d'Application du Règlement d'Urbanisme (MARNU)** et ont le même objet : préciser localement les conditions d'application du règlement d'urbanisme. Elle constitue un véritable document d'urbanisme qui délimite les zones constructibles et les zones non constructibles et, comme le MARNU, sans mise en place de règlement spécifique. **Les cartes communales** sont des documents d'urbanisme dont peuvent se doter les communes non couvertes par un Plan Local d'Urbanisme (PLU). La carte communale est l'expression de la volonté du législateur de marquer son intérêt pour les petites communes dans le cadre d'une réforme d'ampleur touchant l'urbanisme. Ces collectivités sont ainsi considérées, avec des moyens et des outils appropriés, comme des institutions responsables et de la maîtrise de leur territoire.

Conformément à l'article L. 124-1 du code de l'urbanisme, les communes qui ne sont pas dotées d'un plan local d'urbanisme peuvent élaborer, le cas échéant dans le cadre de groupements intercommunaux, une carte communale (précisant les modalités d'application des règles générales d'urbanisme prises en application de l'article L. 111-1) permettant de **suspendre la règle de constructibilité limitée**. Ainsi, les permis de construire sont délivrés sur le fondement du **Règlement National d'Urbanisme (RNU)** défini par le code de l'urbanisme.

Depuis la loi Urbanisme et Habitat, ces communes peuvent utiliser le **Droit de Prémption Urbain (DPU)** en vue de la réalisation d'un équipement ou d'une opération d'aménagement et permettant également d'avoir un suivi du marché immobilier sur la commune.

La loi SRU a également rendu obligatoire la **démocratie participative** à l'élaboration des documents d'urbanisme. Une **enquête publique** est donc rendu **obligatoire** pour chaque document d'urbanisme, et se tiendra après l'arrêt du projet pour recueillir les avis, requêtes, doléances des habitants. Ces requêtes seront ensuite étudiées au cas par cas en formulant une réponse favorable ou négative, le cas échéant devant être justifiée et motivée.

La carte communale va pouvoir délimiter les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas admises, sauf pour :

- la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre ou la restauration des bâtiments dont l'essentiel des murs porteurs subsiste ;
- l'adaptation, le changement de destination (transformation en habitation par exemple), la réfection ou l'extension des constructions existantes ;
- la réalisation des constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs, à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

La carte communale va permettre de gérer et d'organiser :

- les difficultés rencontrées du fait de l'application au cas par cas du RNU ;
- l'émergence d'un projet (agricole, artisanal...) ;
- la préservation d'une zone agricole, d'un élément de paysage ou d'un patrimoine architectural de qualité.

Contenu du dossier de carte communale

D'après l'article R.124-1 du code de l'urbanisme, « *La carte communale comprend un rapport de présentation et un ou plusieurs documents graphiques ... Les documents graphiques sont opposables aux tiers* ».

1. Le rapport de présentation (article R.124-2 du code de l'urbanisme)

Le rapport de présentation est un document à la fois analytique et prospectif qui est non opposable aux tiers. Il évalue les incidences prévisibles des orientations de la carte communale sur l'environnement et expose les modalités retenues pour sa préservation et sa mise en valeur. Il comprend :

- une **analyse de l'état initial de l'environnement** et expose les prévisions de développement, notamment en matière économique et démographique ;
- une **explication des choix retenus**, notamment au regard des objectifs et des principes définis aux articles L.110 et L.121-1, pour la définition des secteurs constructibles ;
- une **évaluation des incidences des choix de la carte communale sur l'environnement** et expose la manière dont la carte prend en compte le souci de sa préservation et de sa mise en valeur.

Lorsque la carte communale doit faire l'objet d'une **évaluation environnementale**, le rapport de présentation :

- expose les **prévisions de développement**, notamment en matière économique et démographique et décrit l'articulation de la carte avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés à l'article L.122-4 du code de l'environnement avec lesquels elle doit être compatible ou qu'elle doit prendre en considération ;
- **analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution** en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre de la carte ;
- **analyse les incidences notables probables** de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement et expose les conséquences éventuelles de l'adoption de la carte sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L.414-4 du code de l'environnement ;
- **Expose les motifs de la délimitation des zones**, au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, et, le cas échéant, les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique de la carte ;
- Présente les **mesures envisagées pour éviter, réduire** et, si possible, **compenser**, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre de la carte sur l'environnement ;
- Rappelle que la carte fera l'objet d'une **analyse des résultats de son application**, notamment en ce qui concerne l'environnement, au plus tard à l'expiration d'un délai de six ans à compter de son approbation ou de sa révision. Il définit des critères, indicateurs et modalités qui devront être retenus pour suivre les effets de la carte sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;
- Comprend un **résumé non technique** des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

2. Les documents graphiques (article R.124-3 du code de l'urbanisme)

Les documents graphiques sont opposables aux tiers. Leurs aspects synthétiques les rendent lisibles et accessibles par tous de façon immédiate.

- Ils indiquent les secteurs où les constructions sont autorisées et ceux où les constructions ne sont pas autorisées ;
- Ils peuvent préciser qu'un secteur est réservé à l'implantation d'activités ;
- Ils peuvent délimiter les secteurs dans lesquels la reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre n'est pas autorisée.

Contexte d'élaboration de la carte communale de Marby

L'ensemble du territoire communal de MARBY est concerné par le RNU et par le principe de constructibilité limitée, fixant les cas et conditions dans lesquels une demande de permis de construire peut être refusée ou être accordée. Ces règles générales d'urbanisme permettent d'apprécier, au cas par cas, si un terrain peut être constructible ou non, pour édifier une construction ou réaliser un lotissement.

Les contraintes pesant sur le territoire communal, liées notamment à la présence d'une activité agricole principalement d'élevage prépondérante sur l'ensemble de la commune et à proximité des zones urbaines, mais aussi la volonté d'accueillir de nouvelles familles pour relancer une dynamique communale, lutter contre le vieillissement de la population et pour répondre à une demande existante, les possibilités d'urbanisation nouvelle, dans le simple cadre d'application de la règle de constructibilité limitée, ne répondent plus au besoin de la commune.

Aussi, afin de satisfaire les besoins en matière d'habitat et d'activités, et d'organiser de façon cohérente le développement de la commune, le Conseil Municipal a prescrit en date du 18 mars 2014 l'élaboration d'une carte communale.

En effet, la carte communale est un outil adapté à la gestion de la commune de MARBY compte tenu de sa taille, de sa démographie et de son évolution. Un tel document d'urbanisme permettra aux élus de définir un cadre précisant le développement urbanistique qu'ils souhaitent pour leur commune.

La carte communale est un véritable document d'urbanisme et doit, à ce titre, respecter les grands principes d'aménagement que sont :

- ° L'**équilibre** entre le développement de l'urbanisation et la protection des espaces naturels, agricoles, forestiers et paysagers ;
- ° La **mixité** sociale et urbaine ;
- ° L'**utilisation économe** des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux ;
- ° La **préservation** de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et des écosystèmes ;
- ° La **sauvegarde** du patrimoine naturel et urbain ;
- ° La **réduction** des nuisances ;
- ° La **prévention** des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Objectifs de la commune

Les objectifs de la commune sont les suivants :

- Préserver le cadre de vie et mettre en valeur le territoire communal ;
- Clarifier les possibilités de constructions sur la commune ;
- Maîtriser l'urbanisation future.

Fort de ses atouts (cadre de vie et paysage environnant de grande qualité, proximité des grands axes de communications et d'un pôle de service : Maubert-Fontaine, etc.) et conscient de ses faiblesses (commune ne disposant pas de commerces, ni de services, vieillissement de population, etc.) la commune souhaite maîtriser son développement urbain et souhaite ouvrir des zones constructibles pour de nouvelles zones habitables principalement sur le hameau de Narinseaux sur des terrains communaux idéalement placés et à proximité de la RD 8043.

La commune de MARBY pense atteindre un développement optimum à hauteur d'une population communale d'environ 100 habitants d'ici les dix ans à venir. Elle souhaiterait relancer l'évolution de la commune par la détermination de terrains constructibles pour éviter que la commune ne meure à terme et estime la surface foncière nécessaire à son développement d'environ 1 hectare pour y arriver.

I. ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE

1.1.1. Situation et Site

La commune de Marby est une commune rurale du Nord-Ouest du Département des Ardennes, en région Champagne-Ardenne. Elle fait partie de l'arrondissement de Charleville-Mézières, du canton de Rumigny et de la Communauté de Communes Ardennes Thiérache.

Région Champagne-Ardenne



Département des Ardennes

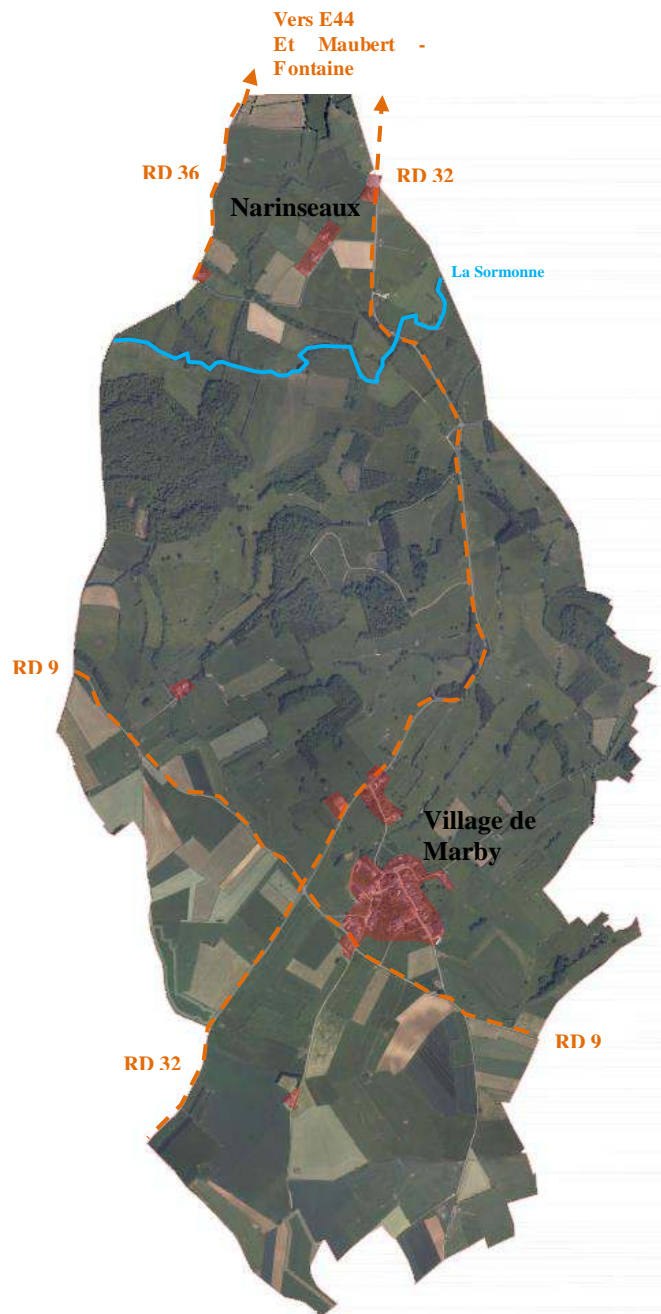


La commune se situe à mi-chemin (environ 30 km) entre les communes de Hirson dans l'Aisne à l'Ouest et de Charleville-Mézières à l'Est, Préfecture du département des Ardennes. Marby est proche des principaux axes de communications, la RD 8043 - E44 (axe Nord-Lorraine) passe juste au Nord finage communal et le futur échangeur de l'A304 de Tremblois-les-Rocroi est à 10 km au Nord-Est. La commune est également proche de Maubert-Fontaine, pôle de service en limite communale Nord.

Le territoire s'inscrit principalement dans l'unité paysagère de la Dépression Ardennaise marquée par un couloir situé entre les Crêtes Préardennaises au Sud et le Massif Ardennais au Nord. Elle est marquée par le passage de la rivière de la Sormonne, affluent de la Meuse en rive gauche et prenant naissance à Rocroi à 18 km au Nord de Marby.

La commune fait partie du récent Parc Naturel Régional des Ardennes et se compose d'un village principal au Centre-Sud du finage communal et de quelques constructions éclatées (Ferme d'Ecle et hameau de Narinseaux).





Espace urbanisé (Village + hameaux + bâtiments agricoles)
 Routes Départementales

Espace naturel (espace agricole inclus)
 Rivière la Sormonne

D'une superficie de 7,35 km², la commune de Marby compte 66 habitants¹ en 2014 (Population légale 2011 ; Chiffre INSEE disponible au 1^{er} janvier 2014) pour une densité de 9 habitants au km².

L'accès à la commune se fait principalement par la RD 9 pour le village ou bien les RD 32 et 36 rejoignant Maubert-Fontaine au Nord. Les RD 32 et RD 9 se rejoignent à quelques centaines de mètres du village à l'Ouest, ce dernier étant en retrait des routes principales.

Le réseau hydrographique est composé d'une rivière, la Sormonne, et de plusieurs ruisseaux gravitant autour, prenant pour certains leurs sources au pied du village dans sa partie Nord. Ce réseau a engendré une topographie chahutée et offrant de douces ondulations.

Le territoire est marqué par une prépondérance d'espaces prairiaux témoignant d'une activité d'élevage encore très importante sur la commune.

La topographie du finage oscille entre 214 mètres (à l'Est de la commune) et 298 mètres (dans la partie Sud de la commune) ; le village se situe aux alentours des 280 mètres.

Les espaces urbanisés (groupements bâtis avec jardins inclus et toutes les constructions de différents usages) représentent 2% du territoire communal, soit 14,36 hectares contre 98 % (720,64 hectares) d'espace naturel dans son ensemble (territoire agricole inclus). Ils se répartissent sur le village de Marby, mais aussi de fermes isolées ou petits hameaux : Ferme d'Ecle, ferme de Thiaumont et hameau de Narinseaux.

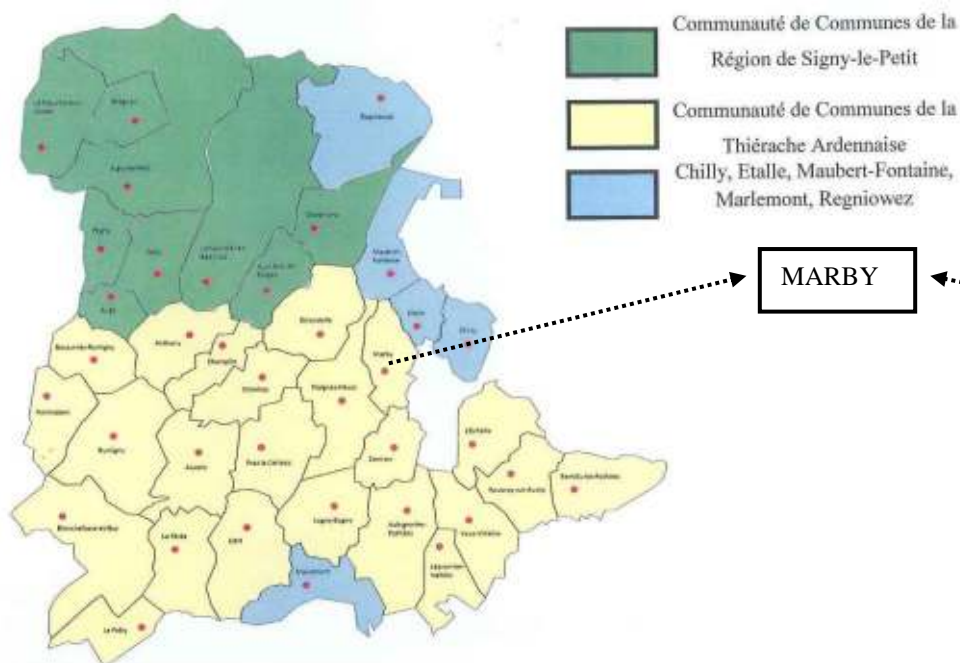


¹ D'après le recensement de la population de 2011 de l'INSEE, le chiffre pris en compte est la population municipale. Le concept de population municipale correspond désormais à la notion de population utilisée usuellement en statistiques. En effet, elle ne comporte pas de double compte : chaque personne vivant en France est comptée une seule fois. A la différence, la population totale, qui prend en compte les doubles comptes, s'élève à 69 sur la commune en 2011.

1.1.2. Situation Administrative

Marby fait partie de la **Communauté de Communes Ardennes Thiérache (CCAT)**, Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI).

Le schéma départemental de coopération intercommunale, suite à l'obligation faite par la loi prévoyait une nouvelle définition du périmètre du territoire. Le 23 avril 2013, le Préfet des Ardennes a signé un arrêté portant création au 1^{er} janvier 2014 d'une nouvelle Communauté de Communes. Ainsi, les Communautés de Communes de la Thiérache Ardennaise, de la Région de Signy-le-Petit et les communes de Chilly, Etalle, Marlemont, Maubert-Fontaine et Regniowez donneront naissance à la **Communauté de Communes « Ardennes Thiérache »**. Cette dernière regroupera ainsi 37 communes pour une population de 10 036 habitants. Son siège social est à Maubert-Fontaine.



Source : <http://www.thierache-ardennaise.com/>



La commune est également incluse en totalité à l'intérieur du **Parc Naturel Régional des Ardennes**. Créé le 21 décembre 2011, le Parc occupe environ 116 000 hectares du département des Ardennes, soit 22 % du département englobant 91 communes. Le Parc est régi par une charte 2011-2023 mise en œuvre par le syndicat mixte, organisme public responsable de l'aménagement et de la gestion du Parc.

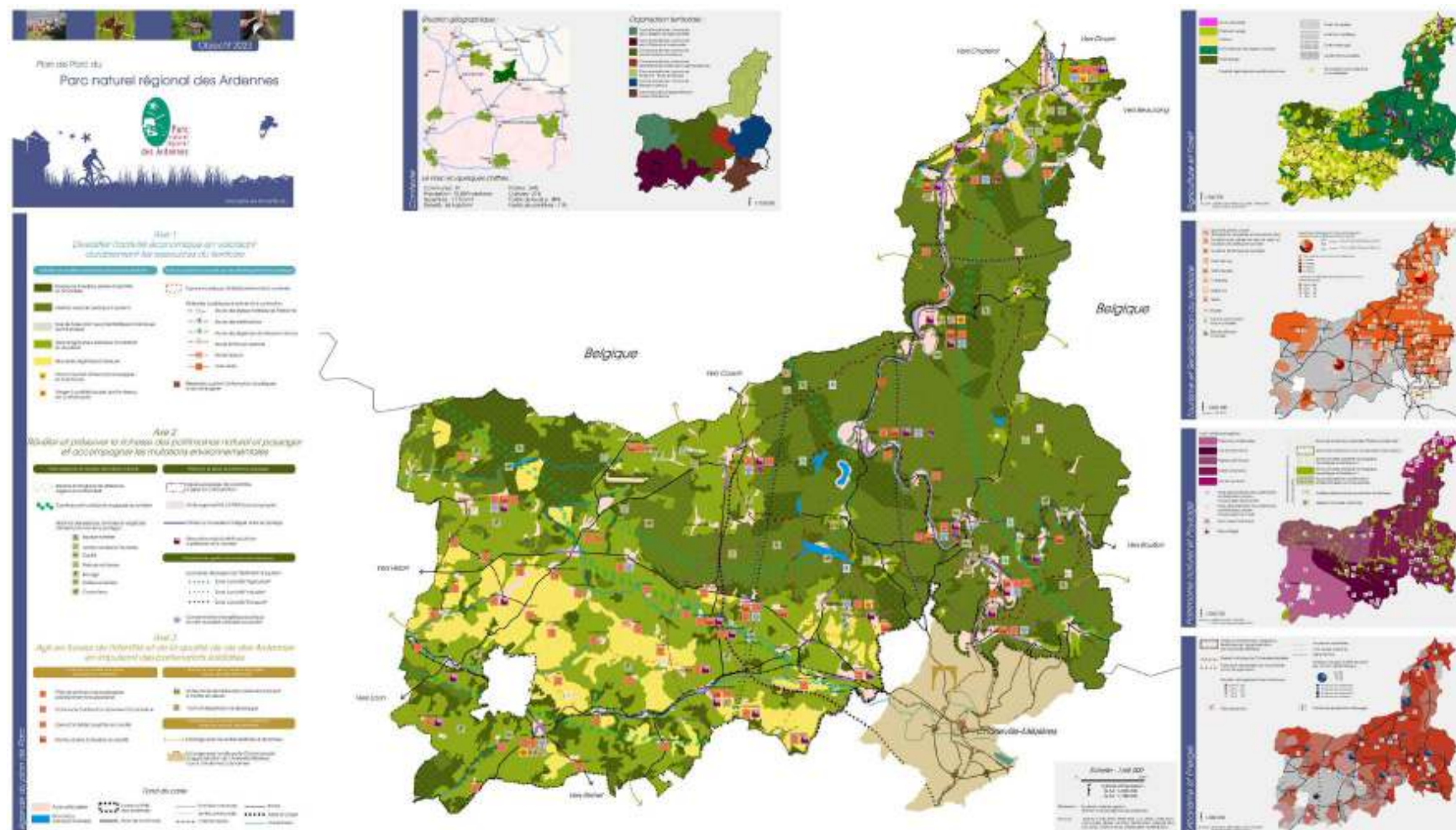


Source : <http://www.parc-naturel-ardennes.fr/>

La charte du Parc définit les domaines d'intervention du syndicat mixte et les engagements de l'Etat et des collectivités territoriales permettant de mettre en œuvre les orientations et les mesures de protection, de mise en valeur et de développement du territoire qu'elle détermine. La charte comporte notamment deux pièces à prendre en considération à l'occasion de l'élaboration, de la révision ou de la modification d'un document de

planification spatiale (SCOT, etc.) ou de documents d'urbanisme (PLU, Cartes Communales, etc.) à savoir :

- Le dossier « **OBJECTIF 2023** » : rapport comprenant les orientations et les mesures de protection, de mise en valeur et de développement envisagées pour les douze années à venir et notamment les principes fondamentaux de protection des structures paysagères sur le territoire du Parc.
- Le **Plan de Parc** qui lui est associé : transcription cartographique des orientations et mesures inscrites dans la charte, dont les dispositions s'imposent en termes de compatibilité aux documents d'urbanisme.



Source : <http://www.parc-naturel-ardennes.fr/>

Le Plan de Parc fait apparaître un continuum et corridor écologique à conforter sur la commune de Marby, mais aussi met en avant la nécessité de se doter d'un document d'urbanisme. Une zone d'agriculture extensive à maintenir et à soutenir est également identifiée, au même titre qu'une route balcon avec des points de vue d'intérêt paysager.

1.2. ANALYSE ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

1.2.1. Morphologie naturelle

Le territoire de Marby s'inscrit principalement **dans l'unité géographique et géologique de la Dépression Ardennaise** d'après l'Atlas régional des Paysage

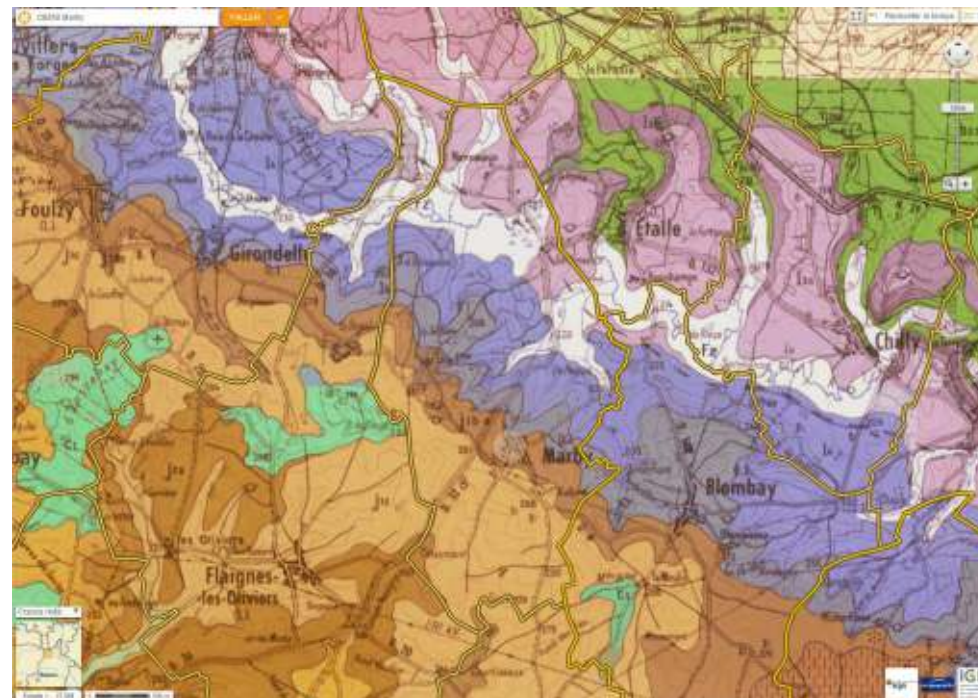
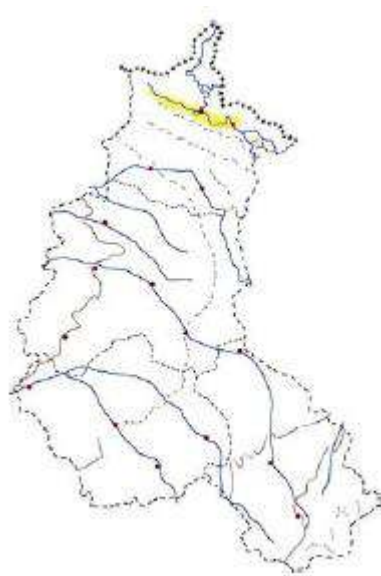
Ce paysage est un couloir situé entre les Crêtes Préardennaises au Sud et le Massif Ardennais au Nord. Insérée entre deux massifs, la Dépression a une topographie chahutée sur ses limites Nord et Sud et s'aplanit au centre en douces ondulations. Elle est marquée par le passage de la rivière de la Sormonne, qui a déposé des alluvions argileux porteurs de sols hygromorphes.

Le paysage du val de Sormonne (Dépression Ardennaise), présent dans la partie Nord de Marby, constitue un couloir fermé de prairies et de parcelles cultivées, et ponctuées de haies et de vergers. Ce val s'est creusé dans le Lias, en limite du Massif ardennais.

Le village de Marby est établi en haut de cette dépression offrant de magnifiques points de vue sur la vallée de la Sormonne. Structuré autour d'un cœur d'îlot et d'une rue principale, les fermes accolées laissent de larges usoirs entre la rue et la façade. Ces façades sont généralement construites en calcaire jaune.

La partie Sud de la commune, correspondante aux parties hautes du territoire, font l'objet de mises en culture de céréales et d'oléagineux. Cette utilisation en terre labourable contraste avec les forêts et herbages traditionnels.

La topographie du finage oscille entre 214 mètres (à l'Est de la commune) et 298 mètres (dans la partie Sud de la commune) ; Le village se situant aux alentours des 280 mètres. Les Bois d'Eclaumont et Vivier d'Ecle sont disposés au cœur de la dépression induite par le passage de la Sormonne.



Source : Géoportail



Village de Marby au loin depuis la vallée de la Sormonne



Le Sud de la commune marquée par une succession de faible amplitude de terres labourables



Parorama sur la depression ardennaise marqué par des bois et des espaces prairiaux

Le réseau hydrographique est composé d'une rivière, la Sormonne, et de plusieurs ruisseaux (ruisseaux du Pré, de Parfondru, etc.) rejoignant la rivière.

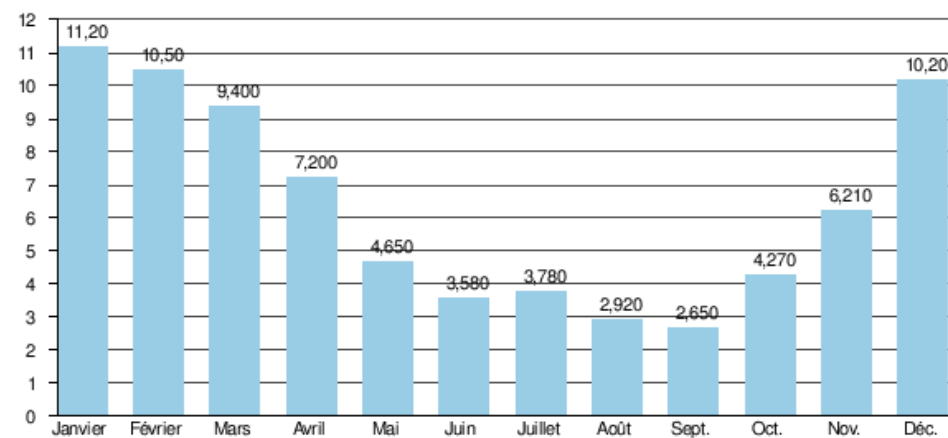


Passage de la Sormonne dans la partie Nord du finage communale

La Sormonne présente des fluctuations saisonnières de débit, avec des hautes eaux d'hiver portant le débit mensuel moyen à un niveau situé entre 9,4 et 11,2 m³/s, de décembre à mars inclus (avec un maximum en janvier), et des basses eaux d'été assez prolongées, de juin à la mi-octobre, avec une baisse du débit moyen mensuel atteignant 2,65 m³ au mois de septembre.

Débit moyen mensuel (en m³/s)

Station hydrologique : Belval
(données calculées sur 40 ans)



Source : Banque Hydro – station B5572010 – La Sormonne à Belval - <http://www.hydro.eaufrance.fr/>

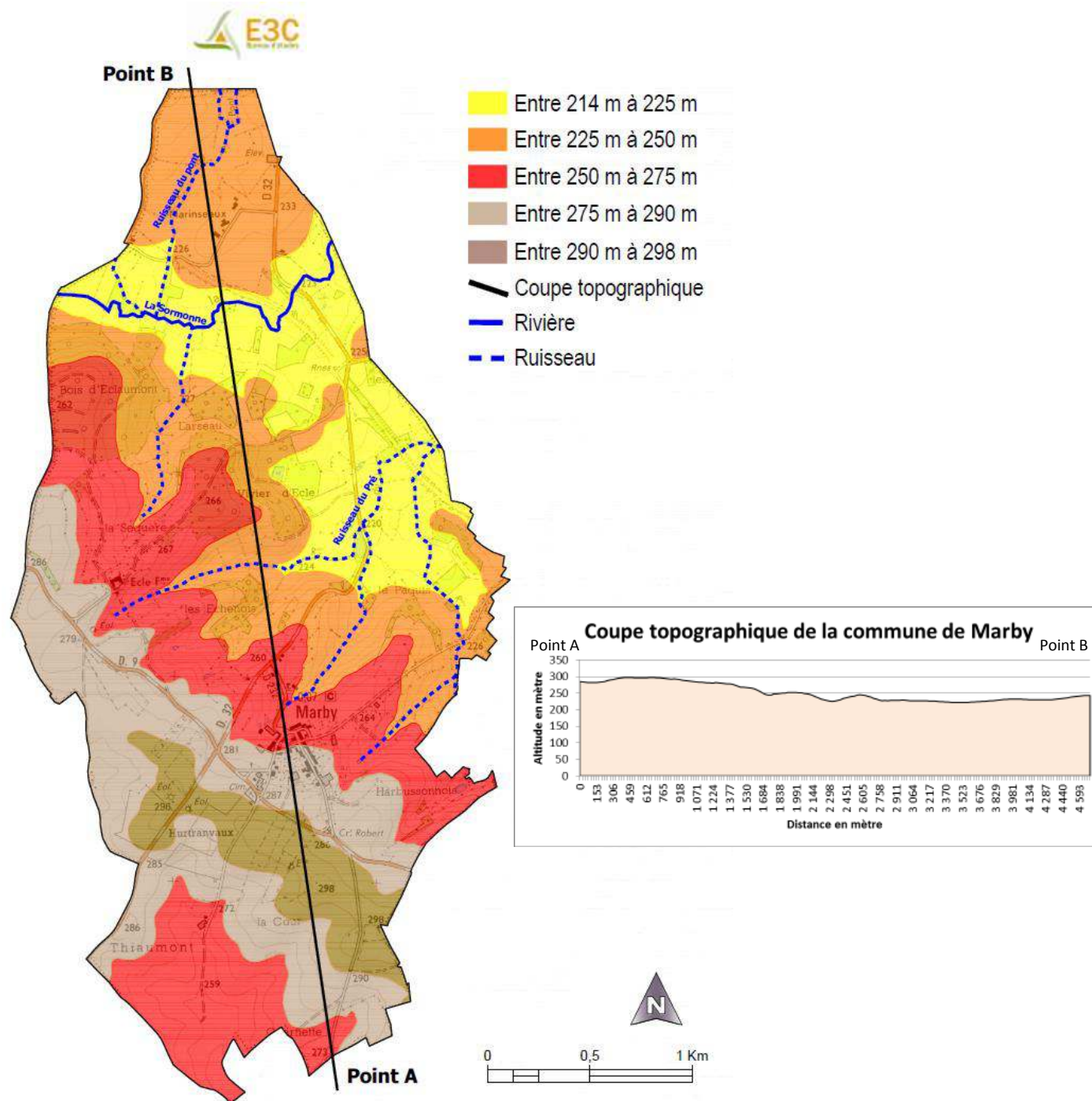
La commune appartient au SDAGE Rhin Meuse. En vertu des dispositions de l'article L. 124-2 du code de l'urbanisme, le projet de Carte Communale doit être compatible avec ce dernier. Le SDAGE est consultable à l'adresse suivante : http://www.eau2015-rhin-meuse.fr/dce/site/outils_docs_sdage.php

Suite à l'Etat des lieux de 2005, 12 questions importantes correspondent aux grands enjeux d'une gestion équilibrée de la ressource en eau ont été mises en évidence. Ces questions importantes intègrent à la fois les aspects nationaux et ceux qui relèvent d'une coordination internationale. Le chapitre « Orientations fondamentales et dispositions » du SDAGE aborde ces questions à travers 6 grands thèmes : Eau et santé / Eau et pollution / Eau nature et biodiversité / Eau et rareté / Eau et aménagement du territoire / Eau et gouvernance.

Les questions importantes issues de l'Etat des lieux sont traitées à travers ces 6 thèmes selon la répartition suivante :

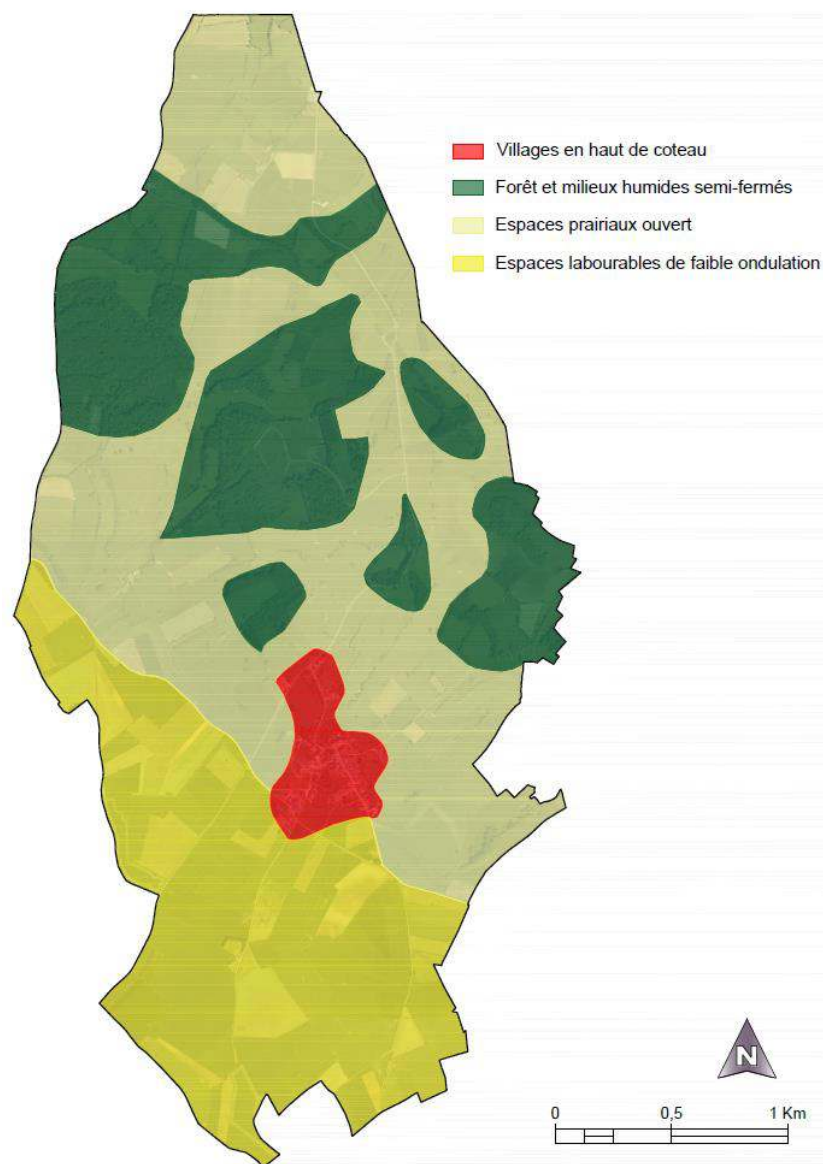
Question importante de l'état des lieux	Thème(s) du SDAGE où la question est abordée
1. Pollutions classiques : pas de pause pour l'épuration	Thème n°2 : Eau et pollution Thème n°5 : Eau et aménagement du territoire
2. Pollutions diffuses : changer nos pratiques	Thème n°2 : Eau et pollution Thème n°5 : Eau et aménagement du territoire
3. Equilibres écologiques : à retrouver absolument	Thème n°3 : Eau, nature et biodiversité Thème n°5 : Eau et aménagement du territoire
4. Nouveaux polluants : un défi pour notre santé	Thème n°1 : Eau et santé Thème n°2 : Eau et pollution
5. Bouches d'épuration : atteindre le zéro défaut	Thème n°2 : Eau et pollution
6. L'eau ressource épuisable : il faut un équilibre entre les usages	Thème n°4 : Eau et rareté Thème n°5 : Eau et aménagement du territoire
7. Ressources artificialisées de l'après-mine : à restaurer durablement	Thème n°1 : Eau et santé Thème n°2 : Eau et pollution Thème n°5 : Eau et aménagement du territoire
8. Eaux sans frontières : pour une véritable gestion commune avec nos voisins	Thème n°6 : Eau et gouvernance
9. Patrimoine de nos équipements : à gérer dans le temps	Thème n°6 : Eau et gouvernance
10. Financement de la politique de l'eau : un rééquilibrage nécessaire	Thème n°6 : Eau et gouvernance
11. Eau et territoire : donner sa place à l'eau et à l'environnement et les rapprocher des citoyens et des décideurs	Thème n°5 : Eau et aménagement du territoire Thème n°6 : Eau et gouvernance
12. Information et sensibilisation : un moyen d'impliquer les citoyens et les jeunes dans les politiques d'aménagement des eaux	Thème n°6 : Eau et gouvernance

Source : SDAGE Rhin Meuse



1.2.2. Composante paysagère

La composante paysagère de Marby s'inscrit donc dans la Dépression Ardennaise.



L'analyse des perceptions visuelles à partir des différents sites existants sur la commune détermine une organisation du ban communal en quatre grandes composantes paysagères :

- **Les espaces prairiaux ouverts** : les successions de vallons couverts d'herbe créent des paysages d'une grande unité où les lignes de crêtes se croisent pour dévoiler la répétition et l'étendue de ce territoire. Les haies, seulement présentes en secteurs enherbés, sont situées spontanément là où la topographie crée de petits accidents qui ne permettent pas le passage des engins agricoles et le long des clôtures. Ces structures végétales semblent résulter d'un non-entretien d'espace plutôt que d'une volonté d'action.
- **Les forêts et milieux humides semi-fermés** : Les ripisylves révèlent le passage de petites rivières. On peut constater que dans les fonds de vallées les plus humides, ces dernières ont tendance à s'élargir au détriment des pâturages voisins. Ce développement est un indice quant à l'évolution agricole et donc paysagère de ce secteur, où la pression foncière diminue, provoquant une exploitation plus extensive des espaces les moins productifs. Les micro-boisements de peupliers se répandent régulièrement le long des cours d'eau et dans les fonds les plus humides. Les forêts quant à elle couvrent les sommets des coteaux. Elles constituent souvent la fin de l'horizon qu'elles ferment par une teinte plus foncée. Elles sont constituées de frênes et d'aulnes dans les secteurs humides et de chênes, charmes et érables sur les coteaux et plateaux.
- **Les espaces labourables de faible ondulation** : ils font l'objet de mises en cultures de céréales et d'oléagineux qui contrastent particulièrement avec l'ensemble herbagé. Avec une parcellaire très régulier et dénué de toute verticale végétale, ces secteurs, suffisamment vaste, donnent l'impression d'une alternance de paysages et on observe une tendance à la banalisation des secteurs de faibles variations topographiques.
- **Le village** : il est installé dans les parties hautes des coteaux, perpendiculairement à la pente. Ils créent ainsi des surfaces qui suivent les variations de topographie et s'installent parfaitement dans le site. Le bâti est d'une grande régularité, avec des façades en calcaire jaune ou en brique rouge sur la commune et des toits à deux pans en ardoise. Les maisons sont construites côte à côte et créent de longs alignements réguliers. Il s'y dégage une unité de construction faites de grandes maisons anciennes le plus souvent accolées qu'il semble nécessaire de préserver d'une urbanisation récente plus éparse et hétérogène dans ses formes, matériaux et couleurs.



Boisement du Vivier d'Ecle légèrement surélevé en dépression ardennaise



Grande culture sur le plateau



Espaces prairiaux en fond de vallée plate



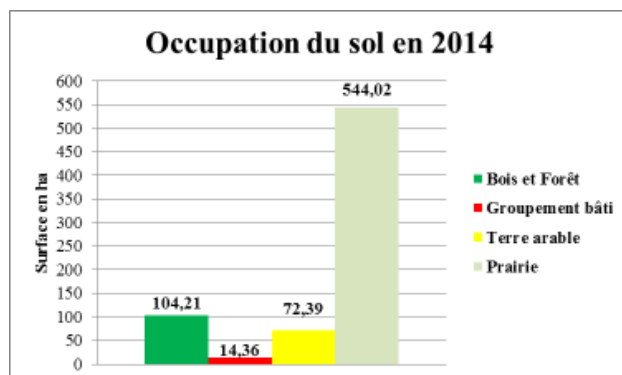
Village dominant la vallée de la Sormonne et présence de forêts sur les coteaux



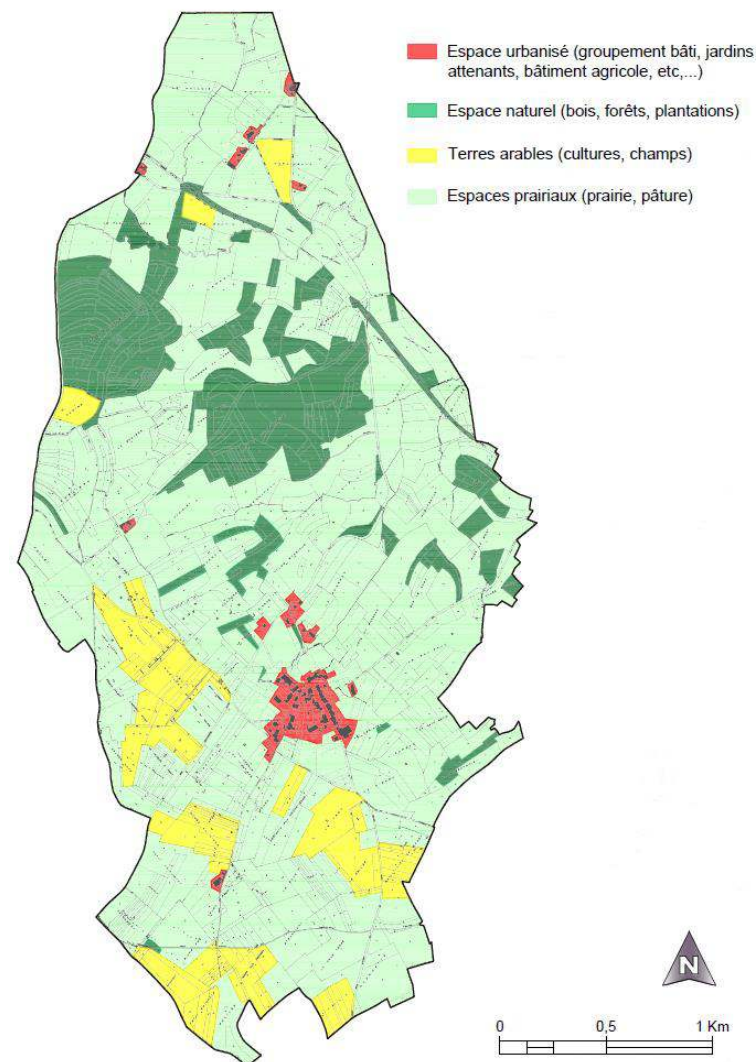
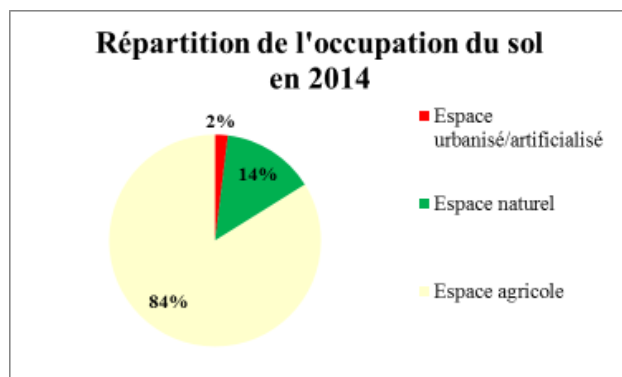
Alignement des constructions dans le village

1.2.3. Occupation du sol

La morphologie du relief, mais aussi la nature des sols, va conditionner l'utilisation du sol. Les différentes composantes paysagères couplées à une analyse parcellaire permettent de mettre en évidence une occupation du sol bien distincte sur le territoire communal. Les espaces prairiaux sont les principales occupations que l'on rencontre sur le finage communal.



L'occupation du sol s'organise en trois grandes entités : les espaces urbanisés et/ou artificialisés, les espaces naturels (bois, forêts, étang, etc.) et les espaces agricoles.



La DREAL Champagne Ardenne ne recense une Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type 1 sur le territoire communal.

Le Parc Naturel Régional des Ardennes : La commune fait partie d'un PNR qui est un gage de qualité en terme de protection et de préservation de l'environnement. Le Parc réalise des inventaires de ses richesses naturelles. Il sensibilise les habitants, les élus, les décideurs et les usagers à leur prise en compte dans leurs actions quotidiennes ou leurs projets d'aménagement. Il s'attache à maintenir la diversité biologique de ses milieux, à préserver et valoriser ses variétés domestiques locales, ses ressources naturelles, ses sites remarquables et fragiles.

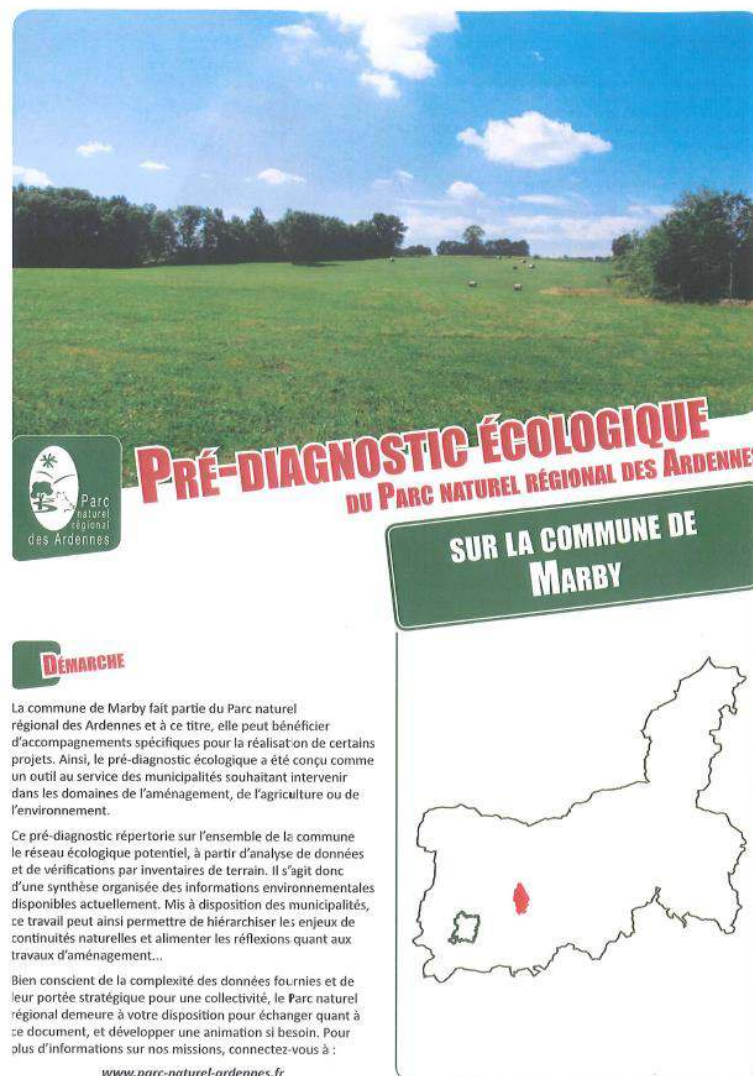
Marby s'inscrit dans le Val de Sormonne. Paysage constitué d'un large couloir où s'assemblent prairies et parcelles de cultures, ponctuées de haies et de vergers, notamment sur les piémonts. A proximité des cours d'eau, dans ce cadre champêtre, les constructions des villages sont souvent alignées de part et d'autre d'une rue principale aux larges usoirs. De nombreuses espèces indicatrices de la présence d'une mosaïque bocagère sont identifiées telles la Chevêche d'Athéna ou la Pie grièche écorcheur.



Source : <http://www.parc-naturel-ardennes.fr/>

Les éléments suivants sont issues du Porter à Connaissance du PNR des Ardennes dans le cadre de l'élaboration de la Carte Communale de Marby

1.2.4. Patrimoine naturel et Biodiversité



PRÉ-DIAGNOSTIC ÉCOLOGIQUE
DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES ARDENNES

SUR LA COMMUNE DE MARBY

DÉMARCHE

La commune de Marby fait partie du Parc naturel régional des Ardennes et à ce titre, elle peut bénéficier d'accompagnements spécifiques pour la réalisation de certains projets. Ainsi, le pré-diagnostic écologique a été conçu comme un outil au service des municipalités souhaitant intervenir dans les domaines de l'aménagement, de l'agriculture ou de l'environnement.

Ce pré-diagnostic répertorie sur l'ensemble de la commune le réseau écologique potentiel, à partir d'analyse de données et de vérifications par inventaires de terrain. Il s'agit donc d'une synthèse organisée des informations environnementales disponibles actuellement. Mis à disposition des municipalités, ce travail peut ainsi permettre de hiérarchiser les enjeux de continuités naturelles et alimenter les réflexions quant aux travaux d'aménagement...

Bien conscient de la complexité des données fournies et de leur portée stratégique pour une collectivité, le Parc naturel régional demeure à votre disposition pour échanger quant à ce document, et développer une animation si besoin. Pour plus d'informations sur nos missions, connectez-vous à :

www.parc-naturel-ardennes.fr

ENJEUX NATURELS...

La dispersion de la faune et de la flore nécessite l'instauration de trames verte et bleue*, y compris en dehors des zones naturelles protégées. En phase avec les orientations régionales du SRCE*, les collectivités sont juridiquement tenues d'assurer la préservation et la remise en bon état de leur réseau écologique*.

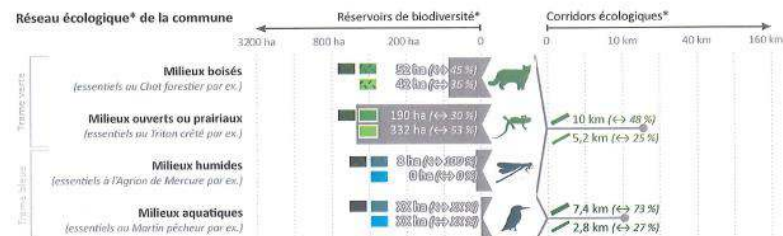
A Marby, le réseau écologique est globalement satisfaisant, bien que potentiellement fragmenté par les infrastructures routières (a). Il est constitué par :

- Une trame verte* en grande partie réservoir de biodiversité moyen. La mosaïque de prairies et de forêt au nord du territoire bénéficie des effets positifs procurés par les lisières (b), certaines haies (c) et les ripisylves (d). Une ZNIEFF* couvre une partie du territoire au nord prouvant un potentiel écologique fort (e). Au sud, ce sont les cultures à potentiel écologique faible qui dominent (f) mais quelques prairies forment un réseau assez bien connecté.
- Une trame bleue* représentée par plusieurs cours d'eau (la Sormonne et ses affluents) tous ayant un potentiel écologique jugé fort. Un réseau de mares assez de se situe sur les prairies du sud de la commune (g). Il se poursuit quelque peu vers le nord, autour des cours d'eau. Une zone humide au potentiel écologique avéré a été relevée (h).



Réseau écologique* :

- à potentiel moyen* ou plus (623 ha)
- à potentiel faible* (129 ha ↔ 17 %)
- ▨ Obstacles* potentiels



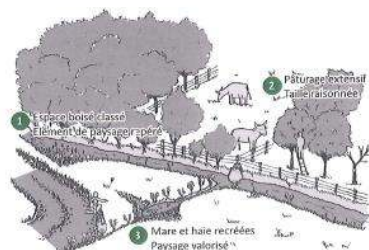
Voir légende ci-contre / (↔ xx %) : par rapport à l'ensemble des milieux de même nature / XX : absence de données / * : voir définitions au dos.

COMMENT BIODIVERSIFIER ?

Face à des enjeux de productivité, certains habitats naturels sont en déclin, tels les mares, les vergers traditionnels, les prairies ou les haies. Ils participent pourtant grandement à assurer des équilibres naturels, agricoles, forestiers, hydrauliques ou piscicoles. Aussi, il importe que les collectivités agissent :

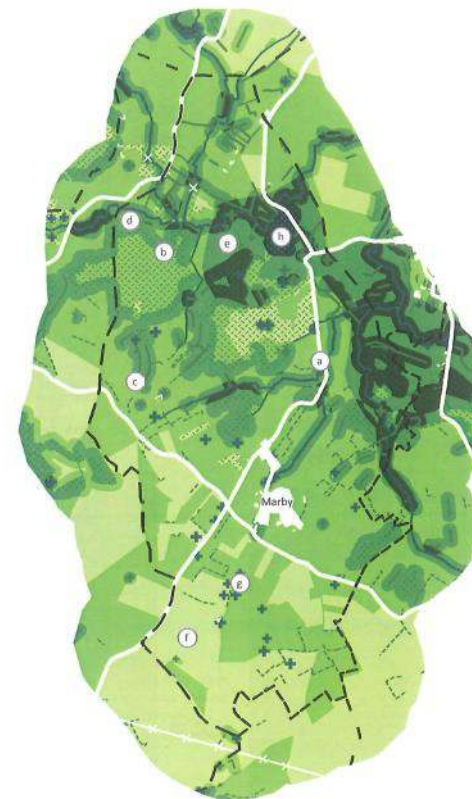
- 1 en déterminant, en concertation avec les propriétaires et les gestionnaires, des mesures réglementaires adéquates à la protection des milieux les plus fragiles ;
- 2 en faisant la promotion des techniques qualitatives d'entretien : coupes sélectives, tailles raisonnées, maintien de bois mort, protection des berges, pâturage extensif ou fauchage tardif par exemple ;
- 3 en aménageant des continuités écologiques* aux endroits stratégiques, tout en créant de nouvelles fonctions à ces lieux : récréative, pédagogique, paysagère...

Pour vous accompagner à mener ces actions, le Parc naturel régional des Ardennes se tient à votre disposition.



PNR des Ardennes - Missions - environnement - 6 - aménagement - Juin 2014

CARTE DU RÉSEAU ÉCOLOGIQUE



Réservoirs de biodiversité* à potentiels avérés*, forts*, moyens*, faibles* :

- relatifs à la trame verte (forêts, prairies...)
- relatifs à la trame bleue (sauris, lacs...)
- en milieux boisés
- en milieux humides

Corridors écologiques* à potentiels forts*, moyens*, faibles* :

- relatifs à la trame verte (haies, bosquets...)
- relatifs à la trame bleue (ripières, mares...)
- en milieux ruraux (arborescences...)

Obstacles potentiels au réseau* :

- zone défavorable*
- ▨ linéaire défavorable*
- ▨ ponctuel défavorable*
- Limite communale

Sources : *PSN - BD Ortha IRC* - 2010 / BD Forêt* - 2009 / BD Topo* - 2009 / RPS* - 2013 / *AE - RDE* - 2013

PNR des Ardennes - Missions - environnement - 6 - aménagement - Juin 2014

3/4

DÉFINITIONS

Rappel du Code de l'environnement : « Les continuités écologiques constituent la trame verte et bleue comprenant :

- des réservoirs de biodiversité, espaces dans lesquels la biodiversité est la plus riche ou la mieux représentée et où les habitats naturels peuvent assurer leur fonctionnement en ayant notamment une taille suffisante ;
- des corridors écologiques assurant des connexions linéaires, discontinues ou ponctuelles entre des réservoirs de biodiversité, offrant aux espèces des conditions favorables à leur déplacement et à l'accomplissement de leur cycle de vie. »

« Les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques se rattachent à l'une des sous-trames suivantes :

- milieux boisés,
- milieux humides,
- milieux ouverts,
- cours d'eau...

« Les collectivités territoriales et leurs groupements compétents prennent en compte les Schémas régionaux de cohérence écologique (SRCE) lors de l'élaboration ou de la révision de leurs documents d'aménagement de l'espace ou d'urbanisme ». Ce document-cadre fixe des orientations d'actions élaborées à l'échelle régionale, à décliner localement.

Validé en novembre 2011 par un comité représentatif des acteurs locaux, le diagnostic cartographique du réseau écologique du PNR des Ardennes a conduit :

- à considérer l'existence des milieux naturels parmi les continuités écologiques,
- à préciser que les cœurs de nature définis dans la Charte du PNR des Ardennes - à savoir les Zones naturelles d'intérêts écologiques, faunistique et floristique de type 1 (ZNIEFF1), les Zones spéciales de conservation (ZSC), les Réserves naturelles nationales (RNN), les Arrêtés préfectoraux de protection de biotope (APPB) et les Réserves biologiques domaniales (RBD) - sont des réservoirs de biodiversité plus ou moins effectifs selon leur évolution depuis les démarches d'inventaires réalisés.

La méthodologie appliquée pour la réalisation de ce pré-diagnostic est le résultat de la collecte et du traitement de données, issues d'organismes partenaires. Ces informations ont été vérifiées partiellement par des inventaires de terrain. Aussi, ce pré-diagnostic reste un premier document d'analyse, à enrichir en fonction des projets portés par la municipalité.

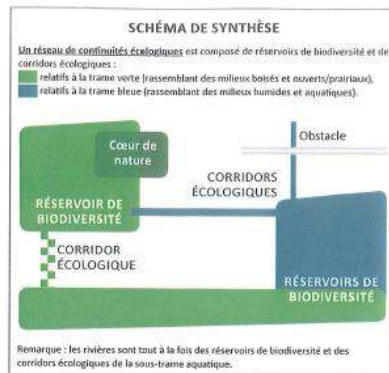
Les potentiels de réservoirs de biodiversité relatifs à chaque trame ont été déterminés grâce à l'analyse multicritère présentée dans le tableau ci-dessous.

Notes	Critères d'analyse de la Meuse, de la Semois et des zones > 50 ares (forêts, prairies, tourbières, plans d'eau...)
3	Si RNN, APPB, RBD, habitat patrimonial ou habitat d'espèces patrimoniales
si non 3	Si ZSC
si non 3	Si ZNIEFF1 ou liste 2 (voir L.234-17 du Code de l'environnement)
si non 0	Si autre zone
+2	Si zone humide
+1	Si eau de qualité
+1	Si en forêt à dominante feuillue (hors peupleraie), prairie permanente ou vergers
+1	Si à 50 m d'une lisière feuillue pluristratifiée ou d'un corridor vert d'une nature = 2
+1	Si à 50 m d'une berge non artificialisée riche ou d'un corridor bleu d'une nature = 2
≥ 3	Potentiel élevé de réservoirs
= 2	Potentiel fort de réservoirs
= 1	Potentiel moyen de réservoirs
= 0	Potentiel faible de réservoirs

*TC: Trame concernée

Les obstacles potentiels au réseau écologique ont été classés selon le tableau ci-dessous.

Obstacles zonaux	Obstacles linéaires	Obstacles ponctuels
Bâtiments, postes de transformation, carrières en cours d'exploitation, zones à vocation urbaine	Routes départementales ou > 2000 véh/jr, parcs à gibier, lignes électriques, voies ferrées	Pylônes, éolennes, barrages



Les potentiels de corridors écologiques relatifs à chaque trame ont été déterminés grâce à l'analyse multicritère présentée dans le tableau ci-dessous.

Notes	Critères d'analyse des autres rivières, des haies (forêts bordées > 50 m de long et < 25 m de large) et des sites < 50 ares (bosquets, arbrassés, mares...)
2	Si étagé ou cours d'eau permanent non artificialisé avec ripisylve, banc de sable ou roselière et pas d'invasives
si non 1	> Potentiel fort de réservoir/corridor bleu
si non 1	Si étagé ou cours d'eau permanent non artificialisé (non empierré, non bétonné, non consolidé)
si non 0	> Potentiel moyen de réservoir/corridor bleu
si non 0	Si autres étagé ou cours d'eau permanent
2	Si bosquet, haie feuillue/mixte continue et pluristratifiée (> 10 m de large), falaise, ancienne ca rière, arbrassé ou escarpement rocheux
si non 1	Si bosquet ou haie continue et arbustive (< 10 m de large) ou haie continue ou pluristratifiée
si non 0	Si autres bosquet ou haie
+2	Si connecté par des tampons de 50 m à 2 réservoirs forts
+1	Si connecté par des tampons de 50 m à 1 réservoir fort ou 2 réservoirs moyens
> 2	Potentiel fort de corridor vert
= 2	Potentiel moyen de corridor vert
< 2	Potentiel faible de corridor vert

*TC: Trame concernée

MÉTADONNÉES

Le PNR des Ardennes se tient à votre disposition, si vous souhaitez en savoir davantage sur les enjeux des milieux naturels et agricoles. Pour votre information, il est déconseillé d'installer des panneaux de signalisation, de panneaux ou d'enseignes, et ne sont pas nécessairement libres d'accès et/ou gratuites. Ceci explique les restrictions d'usage des cartes fournies.

Natura 2000 : L'objectif de ce réseau est d'assurer la pérennité ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des milieux naturels et des espèces animales et végétales considérés comme rares ou menacés à l'échelle européenne, et qualifiés d' « intérêt communautaire ». Tout plan ou projet soumis par ailleurs à une procédure d'autorisation administrative susceptible d'affecter un site Natura 2000 de manière significative doit faire l'objet d'une évaluation appropriée de ses incidences sur ce site. On distingue deux types :

- **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** pour la conservation des habitats naturels et des habitats d'espèces figurant aux annexes I et II de la Directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992, dite Directive Habitats;
- **Zones de Protection Spéciales (ZPS)** pour la conservation des habitats des espèces d'oiseaux figurant à l'annexe I de la Directive 79/409/CEE du Conseil du 2 avril 1979, dite Directive Oiseaux, ainsi que les espèces migratrices non visées à cette annexe et dont la venue est régulière.

Sur la commune : Il n'existe aucune zone Natura 2000 sur le territoire communal. Néanmoins, on recense la présence de la ZPS FR2112013 Plateau ardennais localisée notamment sur la commune voisine d'Etalle. Cette ZPS est distante de 1,5 km des limites communales Nord-Est de Marby et de 3,5 km du village, au niveau du plateau forestier de la Forêts Domaniale des Potées sur le pendant Nord de la Dépression Ardennaise.

Ce site a une superficie totale de 75 665 ha réparti sur 78 communes des Ardennes. Les classes d'habitats du site sont couvert à 66 % par des forêts caducifoliées, 20 % par des forêts de résineux, 4 % par des Forêts mixtes et 4 % par des prairies semi-naturelles humides et 2 % par des terres arables (le reste landes, marais, autres terres et eaux douces intérieures représentent 1 % chacun). Le site est donc principalement localisé sur des forêts.

Aucune menace, pression et activités ayant une incidence négative sur le site venant de l'extérieur du territoire classé n'est recensée d'après le formulaire standard de Données du site Natura 2000, disponible sur le site internet INPN (Inventaire National du Patrimoine Naturel) : <http://inpn.mnhn.fr>

Compte tenu de la nature du site, de son positionnement par rapport à la commune et des enjeux du site répertoriés, il apparaît que la Carte Communale de Marby n'aura aucun impact sur ce site en cas d'ouverture à l'urbanisation modérée.

Conformément aux dispositions des articles R.121-14 et R.121-14-1 du code de l'urbanisme, un examen au cas par cas de l'autorité environnementale est nécessaire afin d'établir si le projet de Carte Communale devra ou non comporter une évaluation environnementale. En effet, le site se trouve sur une commune limitrophe de Marby.



Source : Géoportail

 ZPS Plateau ardennais



Source : Géoportail

 ZNIEFF de type 1

ZNIEFF : La Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) est un outil de connaissance du patrimoine naturel du territoire. Elle identifie scientifiquement des secteurs possédant des richesses naturelles à protéger et à mettre en valeur. La ZNIEFF n'est pas une protection du milieu naturel, elle donne une information quant à la qualité biologique des sites naturels. On distingue deux types de ZNIEFF :

- **Type I** : d'une superficie généralement limitée, définies par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional ;
- **Type II** : grands ensembles naturels riches et peu modifiés, ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Elles peuvent inclure une ou plusieurs zones de type I.

Sur la commune : **ZNIEFF de type I Prairies de la vallée de la Sormonne entre Etalle et Laval-Morency**

Ses limites correspondent au lit majeur de la rivière et à une partie des coteaux surplombant la vallée de la Sormonne de la commune de Laval-Morency jusqu'à « Narinseaux » au Nord de la commune de Marby.

Cette ZNIEFF de près de 330 hectares regroupe des prairies oligotrophes, des prairies pâturées plus mésophiles, une rivière de plaine coulant sur des dalles schisteuses et plus localement des groupements marécageux. (description aux pages suivantes)

INVENTAIRE DU PATRIMOINE NATUREL DE LA REGION CHAMPAGNE-ARDENNE

Prairies de la vallée de la Sormonne entre Etalle et Laval-Morency

L'inventaire du Patrimoine naturel dénommé inventaire des Zones naturelles d'intérêt écologique, floristique et faunistique (Znieff) a notamment pour but de vous aider à connaître et à mieux gérer les richesses naturelles de votre commune. Cet inventaire national, initié en 1982 par le Ministère chargé de l'Environnement, a été financé en Champagne-Ardenne par l'Etat et le Conseil Régional. Il a été actualisé et complété entre 1997 et 2003.

La nature constitue une richesse qui contribue à la qualité de notre vie quotidienne ; elle peut constituer un atout pour le développement économique de notre région. Les zones naturelles inventoriées dans les Znieff sont comparables aux monuments et aux oeuvres d'art. Comme tout patrimoine, elles doivent être protégées et entretenues pour être transmises intactes ou restaurées aux générations futures.

Une Znieff est une zone de superficie variable dont la valeur biologique élevée est due à la présence d'espèces animales et végétales rares et (ou) à l'existence de groupements végétaux remarquables. Elle peut présenter également un intérêt particulier d'un point de vue paysager, géologique ou hydrologique par exemple.

Votre commune est concernée par une ou plusieurs des 814 Znieff de la région Champagne-Ardenne. Nous vous présentons ici celle dite des **prairies de la vallée de la Sormonne entre Etalle et Laval-Morency**.

Une zone naturelle est souvent un milieu fragile et menacé. Compte-tenu de l'intérêt que présente le Patrimoine Naturel pour chacun d'entre nous, nous vous remercions des actions qu'il vous sera possible d'initier en vue de sensibiliser à cet important problème le plus large auditoire.

Communes d'Etalle, Chilly, Bombay et Marbre

Département des Ardennes

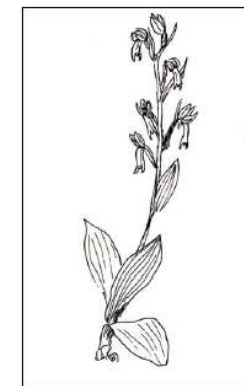
Prairies de la vallée de la Sormonne entre Etalle et Laval-Morency

Znieff n° 210020124

Une végétation prairiale d'un grand intérêt

La vallée de la Sormonne et de son affluent, le ruisseau de Parfondrue, constitue une Znieff de près de 330 hectares entre les communes de Laval-Morency à l'est et d'Etalle à l'ouest. Elle regroupe des prairies fauchées et pâturées, une rivière de plaine coulant sur des dalles schisteuses (mais qui traverse la dépression calcaire du Lias) et plus localement des groupements marécageux.

Les prairies appartiennent à deux grandes catégories : les prairies mésophiles et les prairies oligotrophes. Elles sont généralement fauchées au printemps et pâturées par la suite. Elles peuvent être considérées comme semi-primitives dans le sens où leur flore, extrêmement riche et variée, contient de nombreuses plantes qui ne supportent pas l'épandage régulier d'engrais chimiques ou animaux. Les graminées prairiales dominent la flore où se remarquent certaines espèces rares ou en régression comme la pédiculaire des bois, l'ophioglosse, le sélin à feuilles de carvi, le nard raide, le silaïs des prés et des orchidées, notamment l'orchis grenouille (très rare et menacé de disparition dans toute la Champagne-Ardenne), l'orchis des sphaignes présent en France uniquement dans le Nord des Ardennes et protégé au niveau régional, l'orchis tacheté, l'orchis mâle, la platanthère des montagnes et la platanthère à deux feuilles.

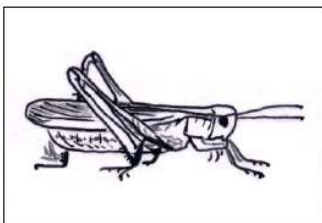


Le coeloglosse vert est une minuscule orchidée encore nommée orchis grenouille. Elle est propre aux prairies humides sur sols maigres, calcaires ou acides et supporte mal l'épandage d'engrais. Elle est très rare et en voie de disparition dans toute la région.

Une faune remarquable

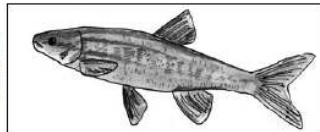
La faune de ce site est moins bien connue que la flore : Les papillons, libellules, sauterelles et criquets sont bien représentés, avec trois espèces rares et menacées en Champagne-Ardenne : un criquet, le criquet ensanglanté, une sauterelle, le conocéphale des roseaux et un papillon, le nacré de la sanguisorbe. Les populations de ces différents animaux connaissent une régression rapide dans les Ardennes du fait de la disparition constante des milieux qui leur conviennent.

Le criquet ensanglanté est un criquet chanteur : la stridulation du mâle est produite par le frottement des tibias des pattes postérieures sur les extrémités des élytres (ailes antérieures dures). Leur chant, doux et caractéristique, est constitué de « déclics » émis à intervalles réguliers (également par les femelles en cas d'alerte). Sa couleur varie du vert au brun et la femelle est souvent tachée de rouge pourpre, d'où son nom de criquet ensanglanté. Les mâles volent très bien, alors que les femelles sont grandes et peu mobiles. Ce criquet fréquente exclusivement les milieux humides.



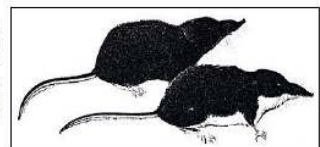
Dans la faune piscicole se remarquent notamment le chabot, la truite fario, le vairon et la loche franche.

Le vairon est un petit poisson au corps allongé, aux flancs argentés, au ventre blanc et au dos gris-vert avec des raies transversales foncées. Espèce d'accompagnement de la truite, il fréquente les ruisseaux et rivières aux eaux oxygénées et froides.



De nombreux rapaces fréquentent la Znieff : épervier, buse, faucon crécerelle, hibou moyen-duc, chouette hulotte, chouette effraie... Le martin pêcheur a été observé le long de la Sormonne. La pie-grièche grise et la pie-grièche écorcheur nichent sur le site (en relation avec le réseau de haies). Des vanneaux huppés y stationnent en hiver. La musaraigne aquatique, protégée en France, a également été contactée sur le site

La crossope ou musaraigne aquatique est un petit insectivore bien adapté à la vie semi-aquatique qui fréquente surtout les prairies humides, à proximité des rivières. Elle se nourrit essentiellement de larves d'insectes et d'autres invertébrés. Inscrite sur la liste rouge des mammifères menacés de Champagne-Ardenne



ZNIEFF n° 210020124

1/4

Source : DREAL Champagne-Ardenne

Une protection et une gestion possibles

L'existence d'une Znieff ne signifie pas qu'une zone doive être protégée réglementairement : cependant il vous appartient de veiller à ce que vos documents d'aménagement assurent sa pérennité ; il conviendrait à ce titre que la zone soit inscrite en zone Np (zone naturelle patrimoniale) au plan local d'urbanisme (PLU).

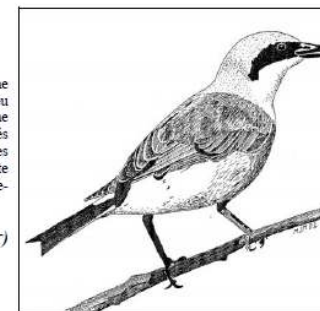
Pour maintenir l'intérêt écologique et biologique du site, il serait bon d'éviter certaines pratiques qui sont de nature à remettre en cause ce même intérêt, ici en l'occurrence le drainage, le labourage, l'épandage massif d'engrais, d'herbicides et autres pesticides. Par contre d'autres pratiques, essentiellement la fauche et le pâturage extensif qui maintiendraient en bon état la flore prairiale sont conseillées.

Un intérêt pour la commune

Le maintien en état d'une telle zone présente pour votre commune un intérêt biologique majeur avec la conservation d'un patrimoine devenu très rare dans le département des Ardennes. Il présente aussi un intérêt ethnologique avec la conservation simultanée d'un biotope (autrefois très répandu) et de son mode de gestion traditionnel. Ce site présente également un intérêt paysager non négligeable, de même qu'un intérêt cynégétique.

La pie-grièche écorcheur est répandue dans une grande partie de l'Europe, mais disparaît peu à peu en même temps que son biotope bocager. Elle niche dans les buissons, haies, broussailles et fourrés bordant de vastes espaces découverts comme les prairies. Elle est protégée et inscrite sur la liste rouge des oiseaux menacés de Champagne-Ardenne.

(Dessin de Jean-Marie MICHELAT)



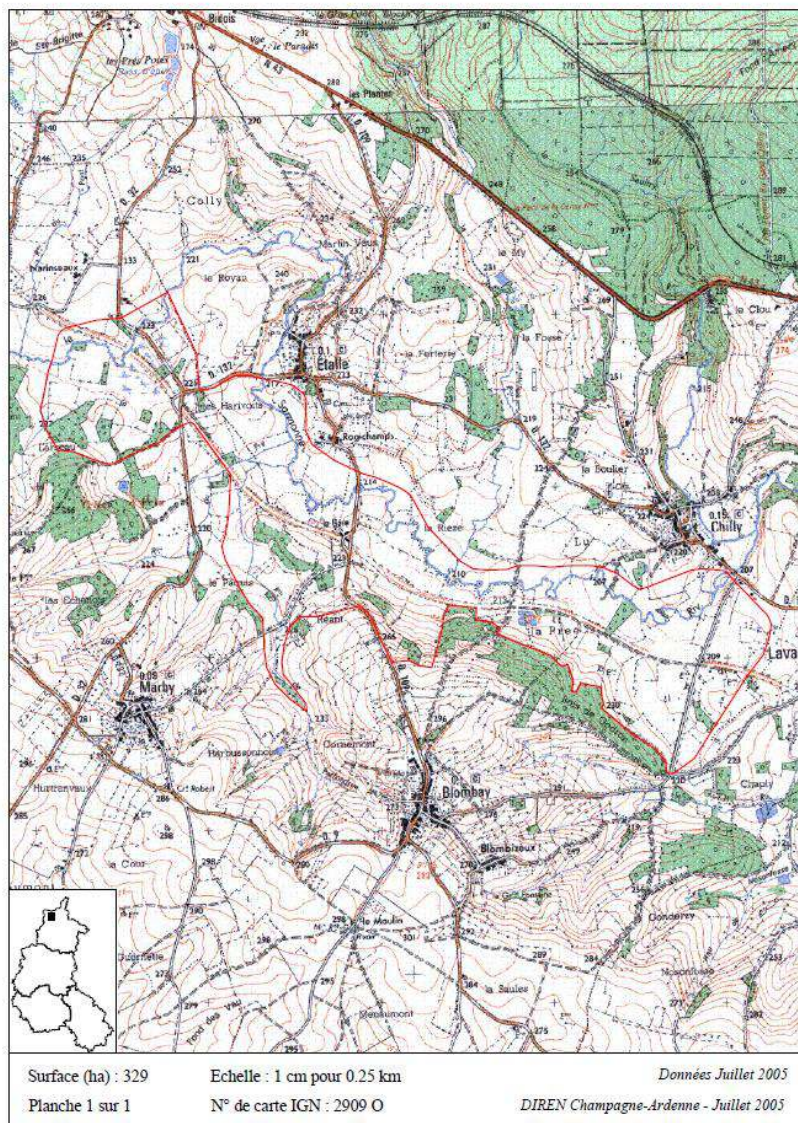
ZNIEFF n° 210020124

1/4

Source : DREAL Champagne-Ardenne

FICHE ZNIEFF - 210020124

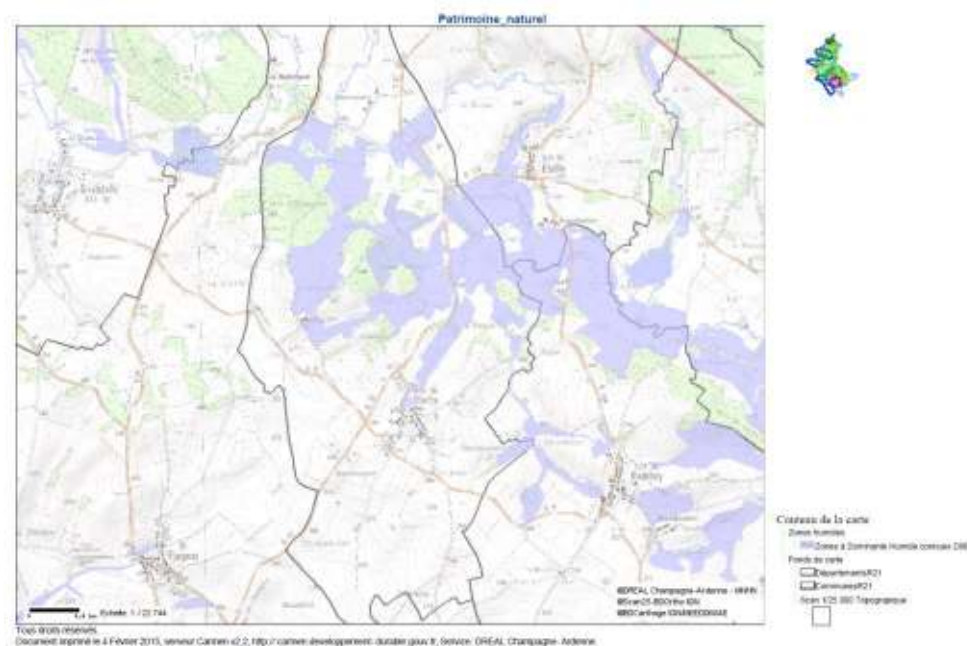
PRAIRIES DE LA VALLEE DE LA SORMONNE ENTRE ETALLE ET LAVAL-MORENCY



Source : DREAL Champagne-Ardenne

Zone Humide : Les zones humides sont des zones de transition entre milieu terrestre et le milieu aquatique : prairies inondables, tourbières, etc. Elles se caractérisent par la présence d'eau douce, en surface ou à très faible profondeur dans le sol. Cette position d'interface explique que les zones humides figurent parmi les milieux naturels les plus riches au plan écologique (grande variété d'espèces végétales et animales spécifiques). Elles assurent aussi un rôle dans la gestion de l'eau, avec la régulation des débits des cours d'eau et l'épuration des eaux.

Sur la commune : La DREAL Champagne-Ardenne, dans le Porter à Connaissance de l'Etat, mentionne la présence de zone à dominante humide sur la commune. Aucune de zone humide issue du SDAGE Seine-Normandie ou au de critère de la loi sur l'eau n'est recensé.



Source : PAC de l'Etat

Les milieux forestiers : Les milieux forestiers revêtent différentes fonctions écologiques. La forêt intervient en particulier sur trois points concourant à la préservation des milieux naturels et subnaturels :

- La protection des sols

La forêt concourt au maintien des sols grâce au système racinaire des végétaux et au couvert, l'érosion naturelle des terrains en friche ou pentus étant accentuée par les précipitations parfois importantes. Elles permettent donc de réduire les aléas mouvement de terrain.

- La prévention des crues et épuration de l'eau

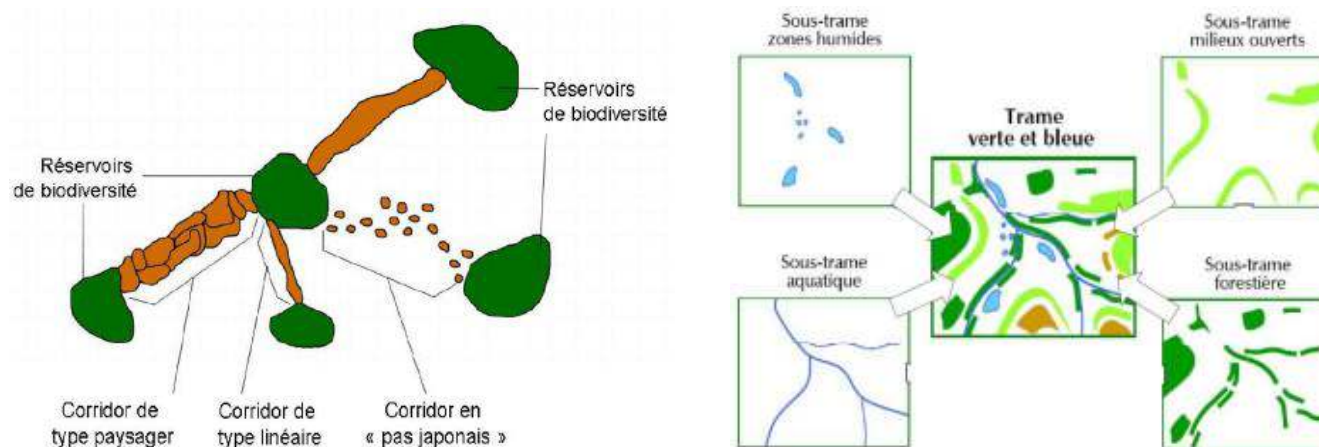
Les ripisylve (abords de cours d'eau végétalisés) jouent un rôle important dans le maintien des berges et dans la régularisation des débits d'eau (les boisements alluviaux ralentissent les déplacements de l'onde de crue). De plus, elles jouent le rôle épurateur de l'eau (le système racinaire de la ripisylve, la fonge et les bactéries qui y sont associés (symbiotes ou non) constituent une pompe épuratrice pour certains polluants (phosphates et nitrates d'origine agricole ou urbaine, radionucléides, etc.). La préservation et l'entretien des ripisylves sont donc indispensables.

- La protection des habitats, des espèces animales et végétales

Les milieux forestiers, milieux boisés, sont des milieux de vie indispensables à de nombreuses espèces (animales et végétales). Elles font partie d'un ensemble d'espaces vitaux : ripisylves, prairies, landes, étangs, tourbières, etc. Ils servent d'espaces de réservoirs de biodiversité.

Trame verte et bleue : la trame verte et bleue est un réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les Schéma Régionaux de Cohérence Ecologique (SRCE) – actuellement en cours d'élaboration sur la Région Champagne-Ardenne – ainsi que par les documents de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs groupements. Elle constitue un outil d'aménagement durable du territoire. Elle contribue à l'état de conservation favorable des habitats naturels et des espèces et au bon état écologique des masses d'eau.

Continuité écologique : Une continuité écologique est un ensemble connecté de **réservoirs de biodiversité** et de **corridors écologiques** constituant la Trame verte et bleue. Les corridors relient fonctionnellement entre eux différents habitats vitaux pour une espèce ou groupe d'espèce (habitats, sites de reproduction, de nourrissage, de repos, de migration, etc.) présent dans les réservoirs de biodiversité. Dans les faits, les continuités écologiques sont des massifs boisés interconnectés, des haies ou linéaires d'arbres isolés, des rivières et leurs ripisylves, des bandes enherbées, des friches, des fossés, des murets en pierres, des ensembles de prairies, de pelouses, des réseaux de mares, etc.



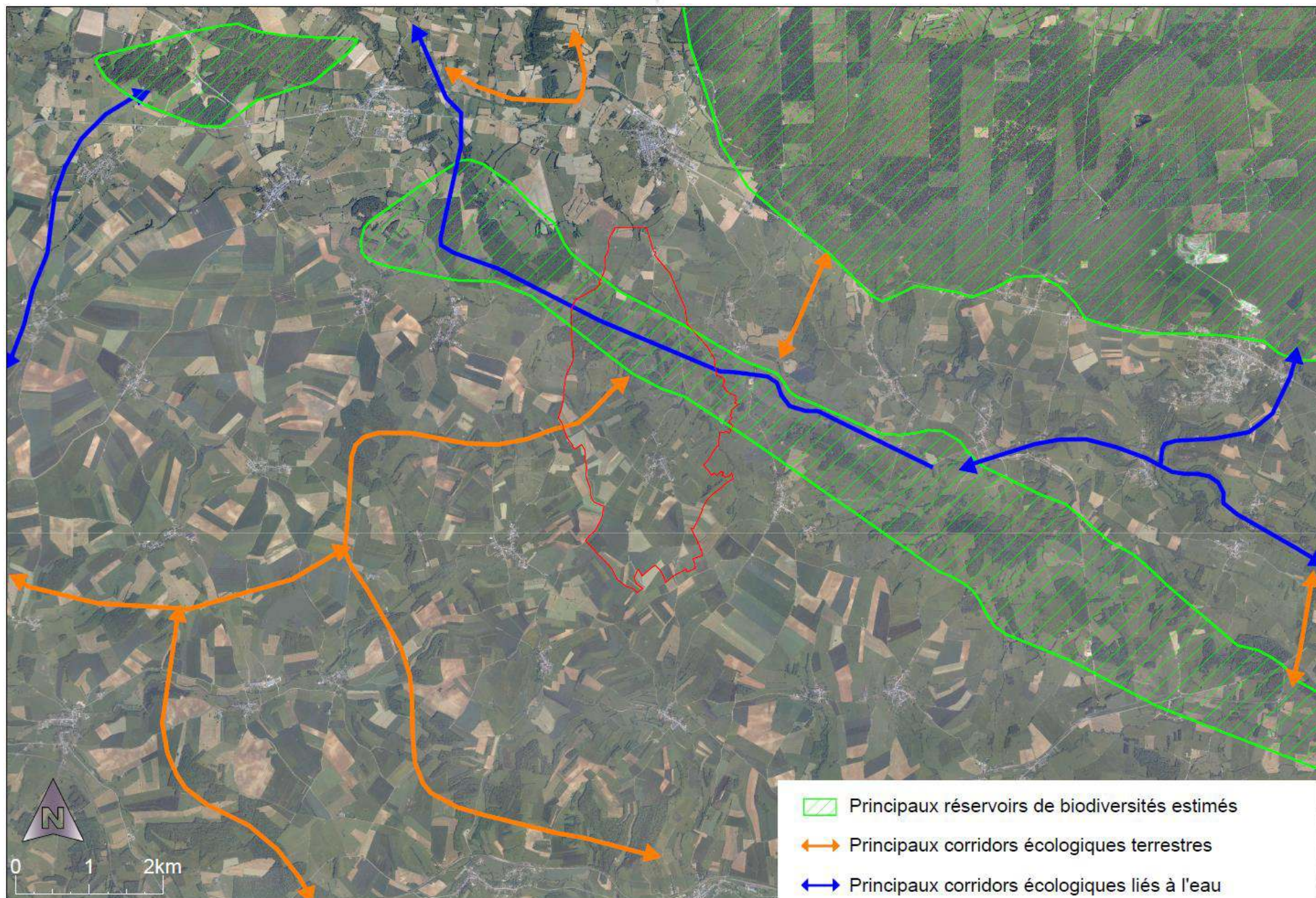
Source : DREAL Champagne-Ardenne

A partir de l'identification de ces milieux, il nous est possible de superposer les différentes sous-trames écologiques pour tenter de faire ressortir les potentiels réservoirs de biodiversités sur, et à proximité de la commune, ainsi que les liens qui peuvent exister entre eux (corridors).

La carte page suivante reprend ce travail effectué à une échelle supracommunale, aux pourtours du territoire communal de Marby permettant d'estimer les potentiels liens que l'on peut retrouver sur le territoire en terme de réseau écologique. Précisons que cette analyse, dans le cadre de la Carte Communale, est une possible déclinaison de la Trame Verte et Bleue sur la commune. Des études plus poussées permettraient une identification et une analyse plus précises.

Ainsi, sur la commune, on note la présence d'un véritable réservoir de biodiversité correspondant au passage de la Sormonne et ses pourtours au cœur de la dépression ardennaise. La rivière y joue d'ailleurs le rôle de corridor écologique.

Notons la présence d'un corridor écologique terrestre estimé reliant la vallée de la Sormonne aux Crêtes Préardennaises sous forme de boisement en « pas japonais ». Le cœur de la commune de Marby peut être considéré comme un carrefour car on note également un corridor écologique terrestre rejoignant la vallée de la Sormonne au plateau forestier ardennais entre les communes d'Etalle et de Chilly



1.3. ANALYSE URBAINE

1.3.1. Flux

Marby se situe à mi-chemin (environ 30 km) entre les communes de Hirson dans l'Aisne à l'Ouest et de Charleville-Mézières à l'Est, Préfecture du département des Ardennes. La commune est proche des principaux axes de communications, la RD 8043 - E44 (axe Nord-Lorraine) passe juste au Nord du finage communal et le futur échangeur de l'A304 de Tremblois-les-Rocroi est à 10 km au Nord-Est. La commune est également limitrophe de Maubert-Fontaine, pôle de service de l'intercommunalité en limite communale Nord.

L'accès à la commune se fait principalement par la RD 9 pour le village ou bien les RD 32 et 36 rejoignant Maubert-Fontaine au Nord. Les RD 32 et RD 9 se rejoignent à quelques centaines de mètres du village à l'Ouest, ce dernier étant en retrait des routes principales.

Les flux de circulation peuvent se dissocier en trois réseaux distincts :

- Le réseau primaire correspond aux routes départementales permettant de desservir le territoire à échelle extra-communale ;
- Le réseau secondaire correspond aux routes et voies communales, rues des villages, chemin carrossable permettant de relier le réseau primaire et d'assurer la circulation à l'intérieur des villages et de la commune pour notamment rejoindre les hameaux ;
- Le réseau tertiaire correspond aux chemins agricoles ou forestiers, permettant de lier les réseaux internes des villages et hameaux à son environnement et de quadriller le territoire communal.



Carrefour entre la RD 32 et la RD9



Rue du Cimetière



1.3.2. Morphologie, évolution et typologie urbaine

Marby est une commune rurale. Elle se compose d'un village, d'un hameau (Narinseaux) et de deux fermes isolées (Ecle et Saint Rémy). Le village de Marby se localise dans la moitié Sud de la commune, tandis que le hameau de Narinseaux se trouve tout au Nord du finage, proche de Maubert-Fontaine. (voir carte page 11 pour localisation)

Le village de Marby

Le village de Marby est caractéristique des villages ruraux d'élevage : regroupé, dense et ouvert sur son environnement agricole qui l'entoure. Il est implanté en haut de coteau de la Dépression Ardennaise, dominant la vallée et offrant de magnifique panorama. De ce fait, il est facilement perceptible de loin. Néanmoins, les boisements mitoyens du village, ainsi que les plantations d'arbres de jardins et de vergers qui l'accompagnent, l'insèrent parfaitement dans le paysage.



Vu sur le village depuis le Nord de la commune

Historiquement, le village s'est implanté autour de l'église puis le long de deux rues principales : Grande Rue et la Rue du Cimetière. Les constructions sont pour la plupart accolées les unes aux autres respectant un parfait alignement par rapport à la voirie. Les voiries principales dessinent un « A » autour duquel viennent se « coller » les constructions. On ne dénombre du coup aucun espace libre (dent creuse) entre les constructions.

L'urbanisation d'après-guerre est inexistante sur le village, ce qui permet de garantir son charme et sa typicité. En effet, le village a réussi à préserver la qualité du bâti ancien, véritable patrimoine de la commune, en évitant l'implantation de construction récente dénotant souvent en terme de formes, matériaux, couleurs, implantations avec le bâti ancien. On constate que cette urbanisation d'après-guerre s'est faite en retrait du village vers le Nord, à proximité de 2 anciennes constructions isolées du village. Ainsi, 4 maisons de type pavillon ont vu le jour, plus 1 en cours de construction, engendrant une urbaine éparse et diffuse.



Alignement des constructions « accolées » les unes aux autres le long de la voirie



Constructions de type pavillonnaire et en cours de réalisation à l'écart du village le long de la RD 32



On peut également noter que les constructions sont toujours accompagnées d'une parcelle de jardins en fond de terrain, difficilement visible depuis l'espace public, garantissant une intimité. Cette organisation permet notamment de préserver un espace « tampon » entre l'urbain et le monde agricole qu'il semble nécessaire de préserver et de s'en inspirer si un développement urbain devait se faire sur le village. La commune a également œuvré pour des aménagements en entrée de village.



Aménagement paysager en entrée de village au Nord

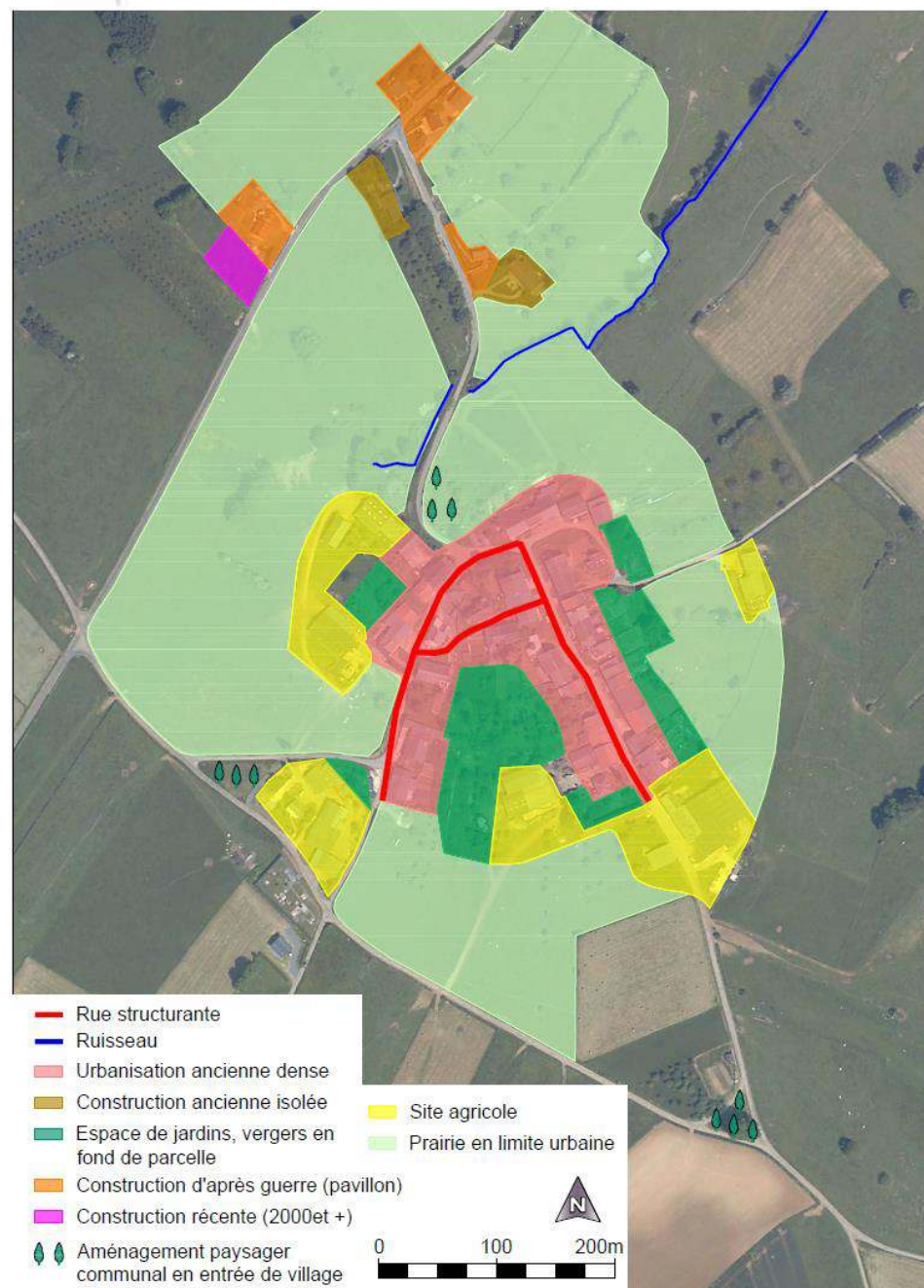
Enfin, signalons que les exploitations agricoles toujours en activité, quadrillent et encerclent le village à ses quatre extrémités. Le développement urbain se voit donc très fortement limité.



Exploitation agricole en Entrée Sud-Est



Exploitation agricole en Entrée Sud-Ouest



Le hameau de Narinseaux

Le hameau de Narinseaux se localise au Nord du finage communal, à proximité du bourg de Maubert-Fontaine. Il est traversé par la RD 32 et par une route communale. Il est composé de deux sites agricoles, dont un à cheval entre les deux communes et de 3 maisons anciennes isolées. Ce hameau est relativement éclaté entre les différentes constructions existantes.



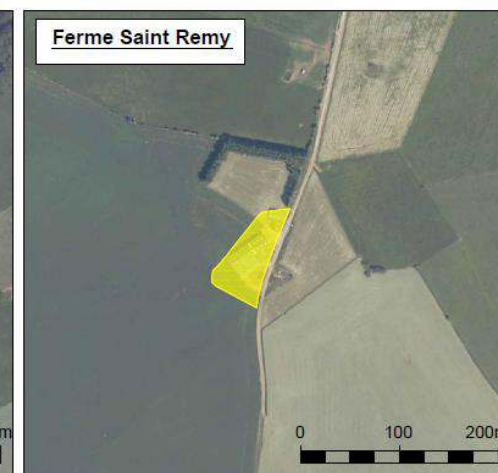
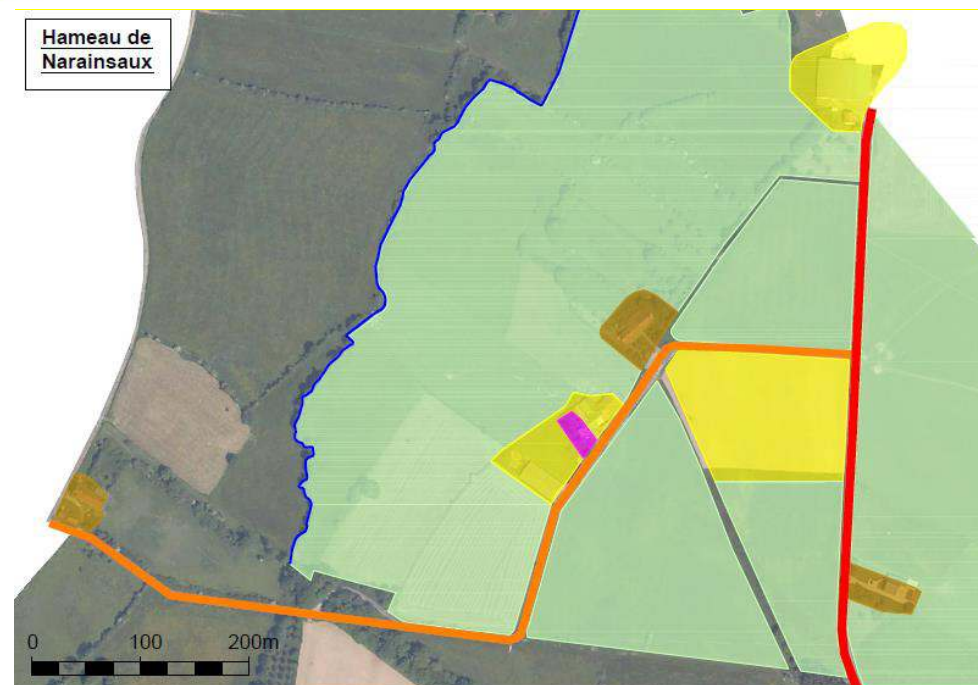
Entrée de hameau juste après le passage de la Sormonne et croisement de la RD 32



Les fermes isolées

Deux fermes isolées sont présentes sur le territoire communal :

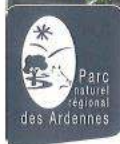
- La ferme d'Ecle à l'Ouest du finage en direction de Girondelle ;
- La ferme Saint-Rémy au Sud du finage.



- RD 32
- Route communale
- Ruisseau
- Site agricole
- Prairie en limite urbaine
- Construction ancienne isolée
- Construction récente (2000et +)

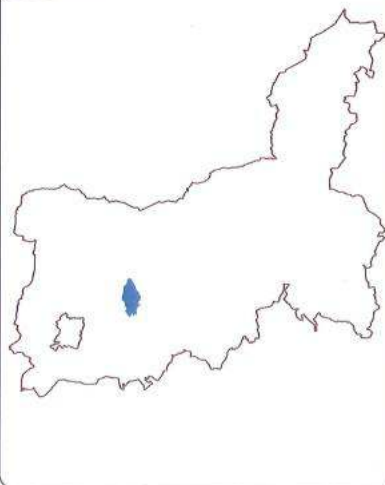


Les éléments pages suivants sont issues du Porter à Connaissance du PNR des Ardennes dans le cadre de l'élaboration de la Carte Communale de Marby



INVENTAIRE URBAIN DU PARC NATUREL RÉGIONAL DES ARDENNES

SUR LA COMMUNE DE MARBY



DÉMARCHE

La commune de Marby fait partie du Parc naturel régional des Ardennes et à ce titre, elle peut bénéficier d'accompagnements spécifiques pour la réalisation de certains projets. Ainsi, l'inventaire urbain a été conçu comme un outil au service des municipalités souhaitant intervenir dans les domaines de l'aménagement et de l'architecture.

Cet inventaire consiste à répertorier sur l'ensemble de la commune des informations relatives aux enjeux locaux d'urbanisme : maîtrise des consommations foncières, qualification des espaces publics, valorisation des bâtiments de caractère... Les relevés effectués et mis à disposition des municipalités peuvent ainsi permettre d'alimenter les réflexions quant aux documents d'urbanisme, aux travaux de voirie, aux acquisitions foncières, à des aides sur l'habitat...

Bien conscient de la complexité des informations fournies et de leur portée stratégique pour une collectivité, le Parc naturel régional demeure à votre disposition pour échanger quant à ce document, et développer une animation si besoin. Pour plus d'informations sur nos missions, connectez-vous à :

www.parc-naturel-ardennes.fr

RENOUVELLEMENT URBAIN

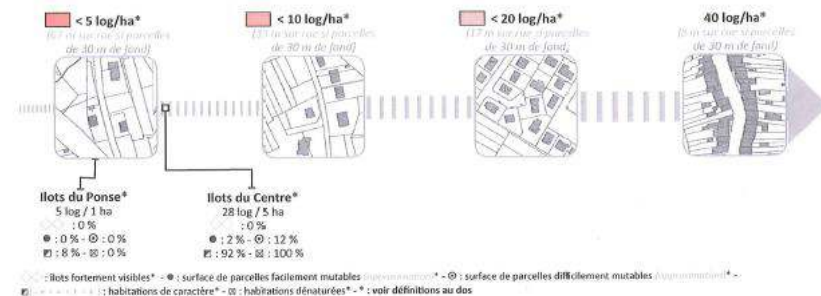
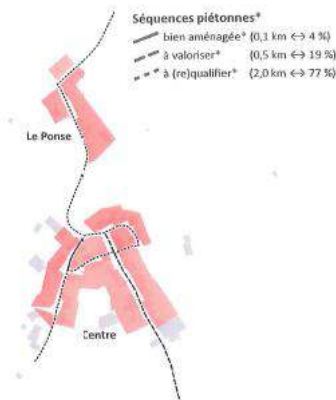
Dans les Ardennes, environ 180 ha/an sont artificialisés, soit l'équivalent de la surface utile d'une exploitation agricole. Une utilisation économe de l'espace est donc réclamée par la loi au sein des documents d'urbanisme.

La commune de Marby ne disposant pas actuellement de document d'urbanisme, un périmètre actuellement urbanisé (PAU) a été délimité selon une interprétation du Code de l'urbanisme.

Au sein de la commune :

- Les **ilots du Centre*** se caractérisent par une densité d'environ 5 log/ha. Rassemblant l'essentiel des habitations de caractère, anciennes fermes souvent jointives à l'alignement des rues, ce cœur historique présente un foncier parfois compliqué et quelques voies aménagées pour les piétons.
- Les **ilots du Ponce***, distants de 200 m, sont plus restreints et plus récents. Ici, les voies piétonnes n'existent pas, les maisons apparaissent plus dispersées, pour une densité équivalente, et les droits de propriété semblent moins divisés, ce qui peut permettre une évolution plus rapide de l'occupation des terres.

Enfin, il est à noter que Marby est un village à l'écart des grands axes de desserte et de découverte touristique et apparaît ainsi très discret au sein du paysage du PNR des Ardennes.



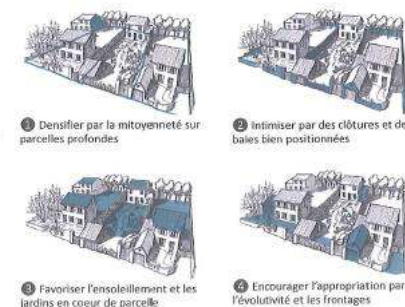
COMMENT DENSIFIER ?

Limitier l'étalement urbain nécessite de mieux maîtriser le foncier et de créer des formes urbaines plus denses, si possible d'habitats individuels pour répondre à la demande de 3/4 des ménages. Ce défi constitue pour les collectivités une opportunité de rationaliser les coûts d'entretien de voiries et réseaux (eau, électricité, assainissement, téléphone...). Le coût global d'un quartier doit ainsi s'étudier sur 30 ans, soit la durée de vie moyenne des infrastructures.

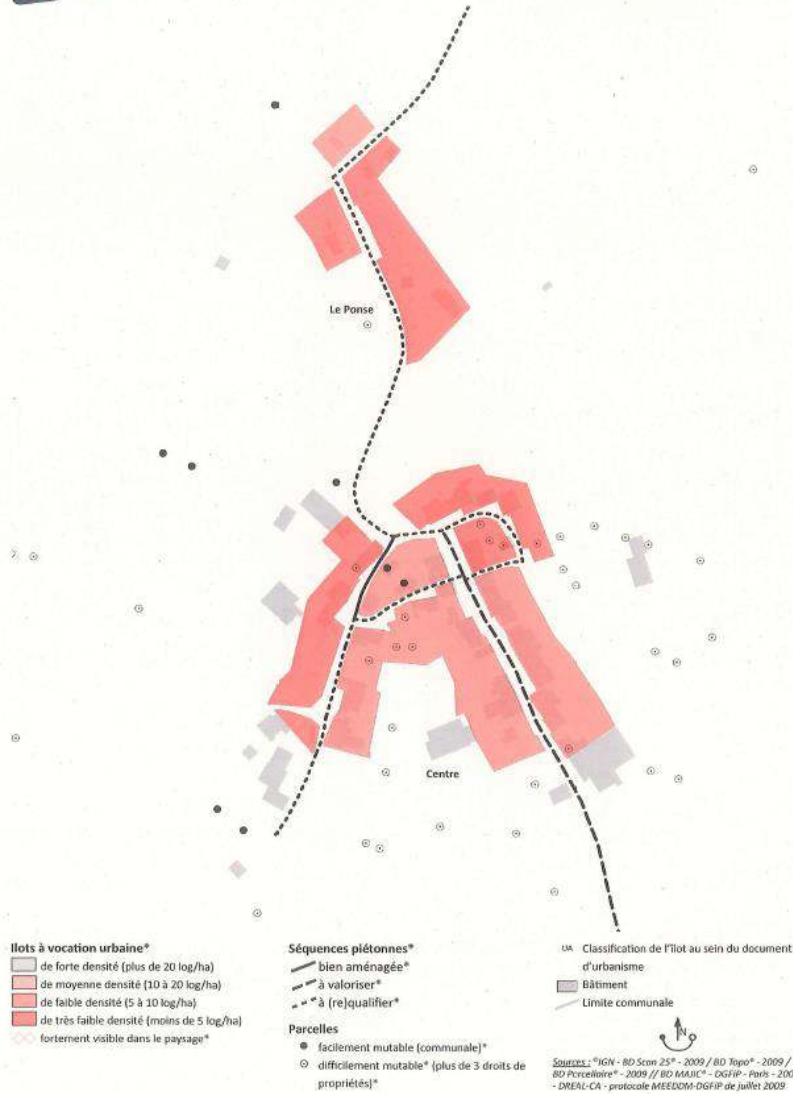
La densification fait souvent peur, alors qu'elle peut être appréciable, si les besoins primordiaux des habitants sont pris en compte. Les documents d'urbanisme doivent ainsi veiller :

- à garantir l'intimité des parcelles,
- à favoriser l'ensoleillement et un cadre verdoyant...

Le PNR des Ardennes se tient à votre disposition pour approfondir votre réflexion sur ces sujets et vous accompagner dans vos projets.



CARTE DES ENJEUX DE DENSIFICATION



* PNR des Ardennes - Mission - aménagement : paysage et urbanisme - - Janvier 2014

3/6

CARTE DES ENJEUX DE RÉNOVATION



4/6

PNR des Ardennes - Mission - aménagement : paysage et urbanisme - - Janvier 2014 *

1.3.3. Patrimoine historique, archéologique et touristique

La commune ne possède aucun patrimoine dont l'intérêt historique ou artistique justifie qu'il fasse l'objet d'une protection accrue au titre de la loi du 31 décembre 1913 concernant les Monuments Historiques.

Néanmoins, son bâti ancien d'intérêt architectural et son riche patrimoine vernaculaire ne sont pas à négliger.



Monument aux morts



Eglise de Marby

La Parc Naturel Régional des Ardennes assure un gage de qualité de préservation du patrimoine rural mais aussi assure une offre touristique de qualité basée sur la qualité des sites et des milieux qui le compose. Afin de faire découvrir aux habitants les richesses naturelles et les savoir-faire présents sur le territoire, le Parc naturel régional des Ardennes organise des événements à destination du grand public et des enfants : animations scolaires, concours photo, Festival du Parc ou Nuit de la chouette...

Ces actions ont pour objectifs de sensibiliser tous les acteurs du territoire, élus, associations, habitants, au patrimoine et aux enjeux d'un territoire, dont les enfants seront les acteurs de demain. De nombreuses informations sont disponibles sur le site internet :

<http://www.parc-naturel-ardennes.fr>



Les dossiers d'aménagement affectant le sous-sol doivent prendre en compte la protection du patrimoine archéologique en vertu du cadre législatif et réglementaire y afférant :

- Code du Patrimoine livre 1^{er} Titre 1^{er} ; livre V Titre II-III-IV ;
- Code de l'urbanisme, articles L.425-11, R.425-31, R.111-4 et R.160-14 ;
- Code pénal, articles R.645-13, 311-4-2, 322-3-1, 714-1 et 724-1 ;
- Loi n°89-900 du 18 décembre 1989 relative à l'utilisation des détecteurs de métaux.

La réalisation des travaux, objet des demandes d'autorisation d'urbanisme, pourra être subordonnée à l'accomplissement de mesures d'archéologie préventive. Lorsque des mesures d'archéologie préventive sont prescrites, les décisions d'autorisation d'urbanisme susmentionnées indiquent que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux autorisés.

Il convient de consulter en amont de tout projet important la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) – service régional de l'archéologie.

1.4. ANALYSE SOCIO-DEMOGRAPHIQUE ET ECONOMIQUE

Le diagnostic socio-démographique et économique est construit à partir de la base de données de l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE).

Les chiffres utilisés sont ceux du recensement de la population de 2010, l'INSEE ne proposant pas de bases de données plus récentes au moment de l'élaboration de la Carte Communale.

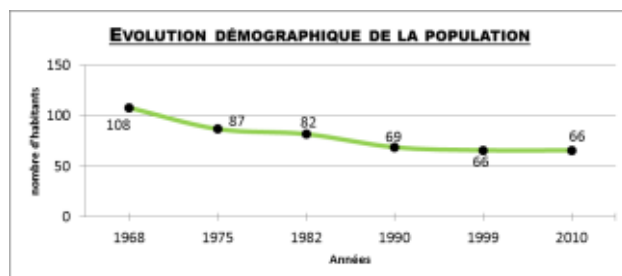
Le recensement, annuel depuis 2004, permet de mesurer les évolutions démographiques et les mutations de la société, facilitant ainsi la mise en œuvre de politiques prospectives. Il permet d'établir les populations légales de chaque circonscription administrative. Près de

350 articles de lois ou de codes s'y réfèrent : modalité des élections municipales, répartition de la dotation globale de fonctionnement, etc.

Les populations légales sont désormais actualisées chaque année. Toutefois, les enquêtes de recensement étant réparties sur cinq années, il est recommandé de calculer les évolutions sur des périodes d'au moins cinq ans. Pour l'instant, la référence pour le calcul des évolutions reste donc le recensement de 1999.

Lorsque cela était possible, ces bases de données ont été complétées avec les informations dont disposait la commune.

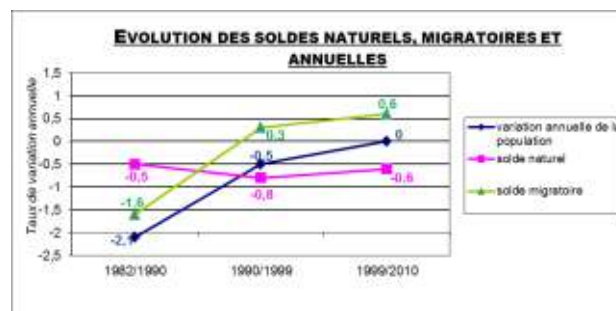
1.4.1. Démographie



La population municipale connaît une baisse constante depuis 1968 à aujourd'hui avec une perte de 42 habitants. Entre 1999 et 2010, la population a stagné pour compter 66 habitants.

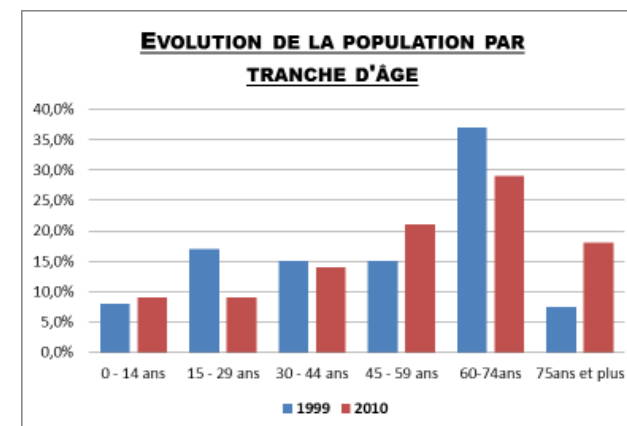
	1982	1990	1999	2009
Taille des ménages	2,7	2,7	2,4	2,1

Comme partout en France, la taille des ménages diminue sensiblement dû notamment à la multiplication des foyers monoparentaux, personnes seules, etc. La moyenne de personne par ménage sur la commune est de 2,1 personnes par foyer en 2010.



On constate que ces dernières années, le solde migratoire a permis de freiner la perte de population et à même réussi à la maintenir entre 1999 et 2010 alors que le solde naturel était déficitaire. Cette donnée permet d'affirmer qu'il existe bel et bien une demande extérieure pour venir s'installer sur la commune.

L'enjeu principal dans les années à venir sera pour la commune de contrer cette perte de population et de tenter de lancer une légère dynamique. Elle compte s'appuyer sur la Carte Communale pour réaliser cet objectif sachant qu'il va lui falloir faire face à un vieillissement important de la population. C'est la vie du village et de la commune qui est aujourd'hui clairement menacée.



La répartition de la population par tranches d'âges nous montre une population particulièrement âgée. En effet, la part des 65 ans ou plus représente près de la moitié de la population communale (47 %) contre seulement 18 % de moins de 30 ans. Les 60-74 ans représentaient plus de 35 % en 1999 ; ils en représentent moins de 30 % en 2010 mais les 75 ans et plus ont fortement augmentés passant de 8 % à 18 %.

1.4.2. Habitat

Le nombre de logements est resté le même entre 1999 et 2010 : 40 logements au total. Dans le même temps, la population communale est également restée stable.

Les résidences principales sont majoritaires sur la commune (77,5 %) et comme la plupart des communes rurales, la proportion de propriétaires est très importante, à tel point qu'ils représentent 100% des résidences principales d'après l'INSEE. Néanmoins, en 2014, la commune recense quant à elle 3 logements locatifs sur la commune. Le développement du locatif permettrait de favoriser une croissance et pourrait être un levier pour œuvrer pour le rajeunissement de population. Contrairement aux idées reçues, la location peut s'avérer plus économique qu'un achat immobilier. De plus, la location est très prisée des jeunes ménages permettant de leur ouvrir les portes d'un foyer pour commencer dans la vie, les aidants à fonder leur famille. Développer le locatif a pour également un intérêt pour la commune dans le renouvellement de sa population d'attirer les jeunes familles et engendre un turn-over des ménages. L'étape suivante est de pouvoir permettre à cette population de devenir propriétaire.

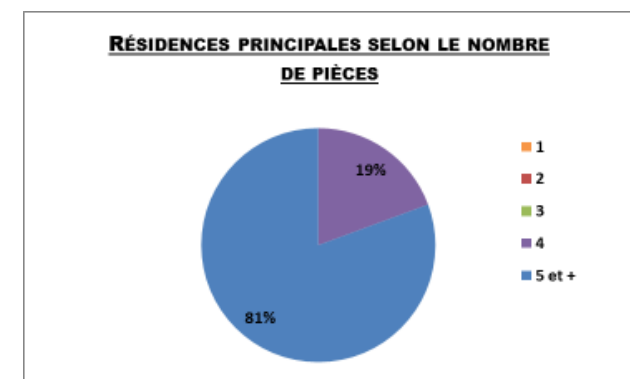
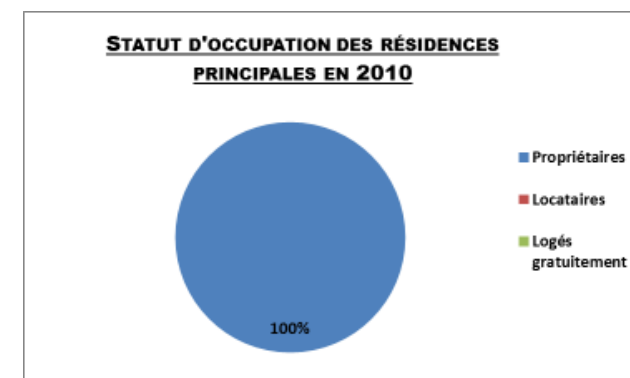
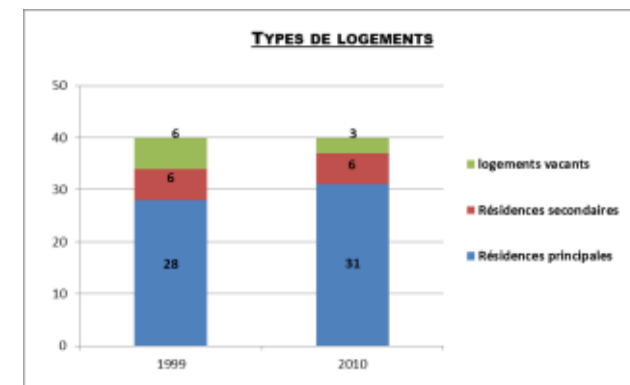
Le nombre de logement vacants est estimé à 3 en 2010 contre 6 en 1999. La remise sur le marché de ces logements permet de minimiser la consommation d'espace. La commune quant à elle recense 4 logements vacants en 2014 (connaissance des élus).

La taille des logements est aussi une conséquence de la composition du parc : on compte 81 % de logements de 5 pièces et +. Aucun logement de 1, 2 ou 3 pièces n'est présent sur la commune, en effet le village est fait de grande maison, corps de ferme ancien ne répondant aujourd'hui plus forcément aux modes de vies d'avant, aussi bien pour les jeunes que pour les personnes âgées.

Le développement des petits logements en faveur des personnes âgées pourrait être une piste de réflexion à creuser. En effet, le plus souvent les personnes âgées vivent dans des logements trop grands pour eux en fin de vie qui ne sont plus adaptés au quotidien de ces personnes. Développer les petits logements en centre de village par exemple, leur permettrait de rester sur la commune tout en ayant un logement mieux adapté à leurs modes de vie.

Sur les trois dernières années (2011-2012-2013) la commune recense 3 permis de construire accordés dont 1 pour la construction de nouvelles habitation; 0,33 nouvelles constructions par an.

La commune, par le biais de la mise en place de sa Carte Communale, entend d'une part clarifier la situation sur les autorisations d'urbanisme et d'autre part souhaite permettre la venue de nouvelle population par la localisation de nouveaux terrains constructibles, afin d'éviter que la commune ne meure à terme. Cette venue passera forcément par de la construction neuve compte tenu du faible taux de vacance et de l'offre d'habitat actuel (85 % du bâti est ancien composé de grande maison ancienne).

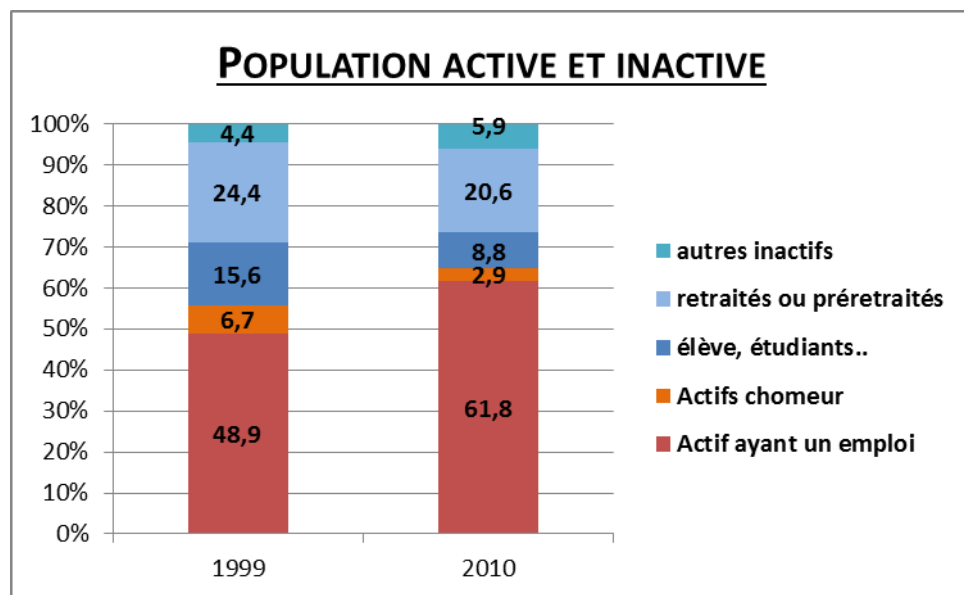


1.4.3. Emploi et déplacement

Les actifs représentent 61,8 % de la population des 15 à 64 ans en 2010, contre 48,9 % en 1999. Le nombre d'inactifs diminue dans les proportions inverses. Les « élèves, étudiants » et les retraités ou préretraités diminuant entre 1999 et 2010 dans la part des inactifs, pourrait expliquer la hausse de la proportion des actifs car l'ensemble des 15-64 ans a baissé (45 en 1999 contre 34 en 2010).

Sur l'ensemble des actifs occupés, un peu moins d' 1/4 travaillent sur la commune ce qui témoigne d'un emploi présent sur la commune, essentiellement dans le domaine agricole. Le reste des actifs travaillent dans le département des Ardennes, dû à la proximité du bassin d'emploi de Charleville-Mézières notamment. Le phénomène général d'accroissement de la mobilité est donc très sensible à Marby.

Le taux de chômage est quant à lui inférieure au département des Ardennes affichant 4,5 % contre 14,9 % pour le département % en 2010, toute proportion d'échelle gardée.



2010	Nombre d'actifs occupés travaillant	Pourcentage
<i>Nombre d'actif ayant un emploi</i>	21	100
dans la commune	5	23,8
dans une autre commune du même département	16	76,2
dans un autre département de la Région	0	0
dans une autre Région	0	0

2010	Taux de chômage
FRANCE	9,1 %
Ardennes	14,9 %
Commune	4,5 %

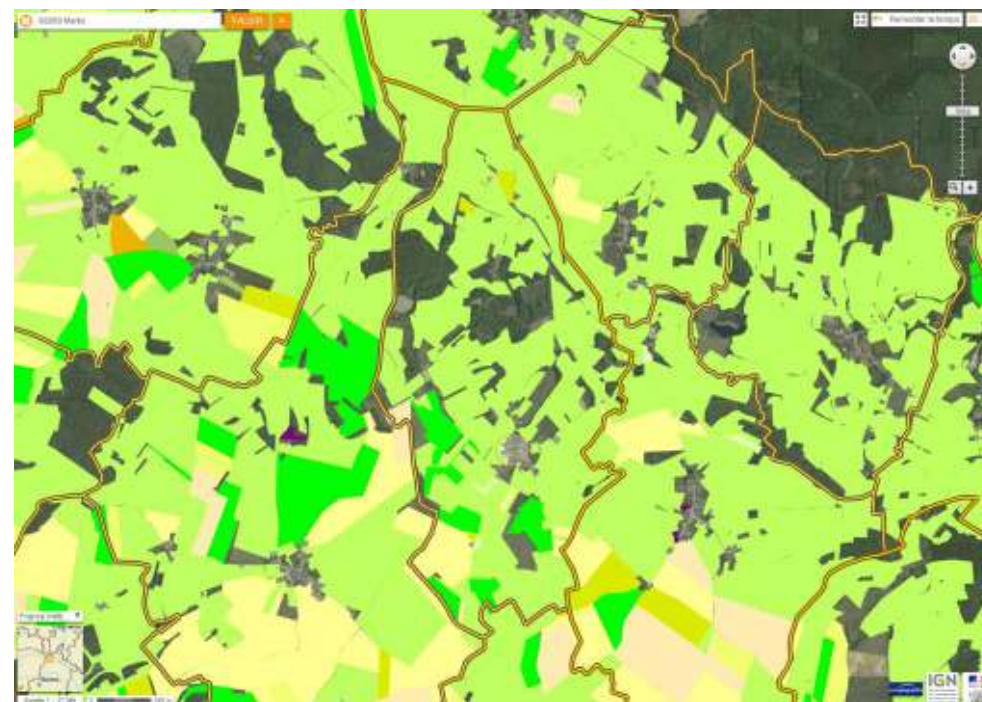
La commune de Marby peut être considérée comme une « commune dortoir ». En effet, malgré environ 1/4 des actifs travaillant sur la commune, principalement dans le monde agricole ; cette activité étant particulièrement développée sur la commune notamment en terme d'élevage, les autres activités économiques ne sont que très peu ou pas représentées ce qui induit un taux d'emploi sur la commune qui ne parvient pas à contenter les ménages.

1.4.4. Activités économiques et agricoles

L'activité économique principale de commune est l'activité agricole. On y retrouve plusieurs sièges d'exploitations tournant principalement autour de l'élevage qui est l'orientation technico-économique principale de la commune. L'offre d'activité commerciale de service ou bien artisanal est quasi inexistante. On note la présence d'une ancienne Laiterie au hameau de La Forge aujourd'hui reconvertie en alimentation animale.

Exploitations agricoles ayant leur siège dans la commune			Travail dans les exploitations agricoles en unité de travail annuel			Superficie agricole utilisée en hectare			Cheptel en unité de gros bétail, tous aliments		
2010	2000	1988	2010	2000	1988	2010	2000	1988	2010	2000	1988
7	14	15	9	14	28	624	716	780	891	970	1082
Superficie terres labourables en hectare			Superficie cultures permanentes en hectare			Superficie toujours en herbe en hectare					
2010	2000	1988	2010	2000	1988	2010	2000	1988			
135	121	94	0	0	0	489	595	686			

En 2010, la commune ne comptait plus que 7 sièges d'exploitations contre 15 en 1988 (d'après le Recensement Agricole 2010). La commune recense quant à elle 8 sièges d'exploitation dont 6 d'élevage sur la commune en 2014. La Superficie Agricole Utilisée (SAU) occupe 624 hectares en 2010 et est en diminution comparativement aux autres recensements. L'élevage est l'orientation technico-économique de la commune, en témoigne les nombreuses prairies / pâtures sur la commune (489 ha de superficie toujours en herbe) et le Cheptel donné par le RGA (891 unités de gros bétail en 2010). Les terres labourables, bien que minoritaire, sont quant à elle en augmentation au fil des ans (+43 % entre 1988 et 2010).



Source : Geoportail : RPG 2010

Le Registre Parcellaire Graphique (RPG) de 2010 met en avant les principales productions et occupations présentes sur la commune : les prairies permanentes sont très largement majoritaire alors qu'on constate la présence de céréales (maïs, blé) principalement dans le Sud communale. Le RPG présente les îlots de culture qui servent à la gestion des aides-surface de la Politique Agricole Commune (PAC).



Les bâtiments d'élevage et leurs implantations doivent respecter la réglementation en vigueur ; soit celle relative au Règlement Sanitaire Départemental (RSD), soit celle prescrite par la législation des Installations Classées pour le Protection de l'Environnement (ICPE) si l'élevage est soumis à déclaration ou autorisation. Des périmètres de réciprocité et/ou d'éloignement s'appliquent donc : c'est-à-dire le principe selon lequel les distances d'implantation imposées aux bâtiments agricoles vis-à-vis des habitations de tiers sont réciproquement opposables à toute nouvelle construction et usages non agricoles. Dans le même temps, le Code Rural détermine la même distance autour des habitations tierces pour la construction de bâtiment d'élevage. Le RSD prévoit le respect d'une distance minimale vis-à-vis des habitations :

- 25 mètres pour les élevages de volailles et de lapins de moins de 50 animaux de plus de 30 jours ;
- 50 mètres pour les élevages de volailles et de lapins de plus de 50 animaux de plus de 30 jours ;
- 100 mètres pour les élevages porcins à lisier ;
- 50 mètres pour les autres élevages.

L'ICPE fait appliquer une distance d'éloignement de minimum 100 mètres par rapport à toute construction occupée par des tiers pour la construction de bâtiment d'élevage et ses annexes et inversement.

La commune recense donc 8 exploitations d'élevage relevant du Règlement Sanitaire Départemental sur la commune :

- Olivier BOSQUET
- Jean-Jacques DEMELY
- Yves DOUCE
- EARL Patrick GILBERT
- Nicolas LASSAUX
- Geneviève CHENOT
- EARL ISA, Jean-Louis PELZER
- Gilles DORE
- Alexis GIZZI.

Plusieurs bâtiments de stockage et de fourrage accompagnent ces exploitations.

L'article L.112-3 du code rural et de la pêche maritime stipule que les documents d'urbanisme qui prévoient une réduction des espaces agricoles ne peuvent être rendus publics ou approuvés qu'après avis de la chambre d'agriculture, de l'institut national de l'origine et de la qualité dans les zones d'appellation d'origine contrôlée.

Les dispositions de L.124-2 du code de l'urbanisme prévoient que toute élaboration d'une carte communale entraînant une réduction des surfaces agricoles doit être soumise à l'avis de la Commission Départementale de la Consommation des Espaces Agricoles (CDCEA). Il en est de même de toute révision d'une carte communale entraînant une telle réduction, si le territoire de la commune n'est pas couvert par un SCOT applicable, ce qui est le cas pour Marby.

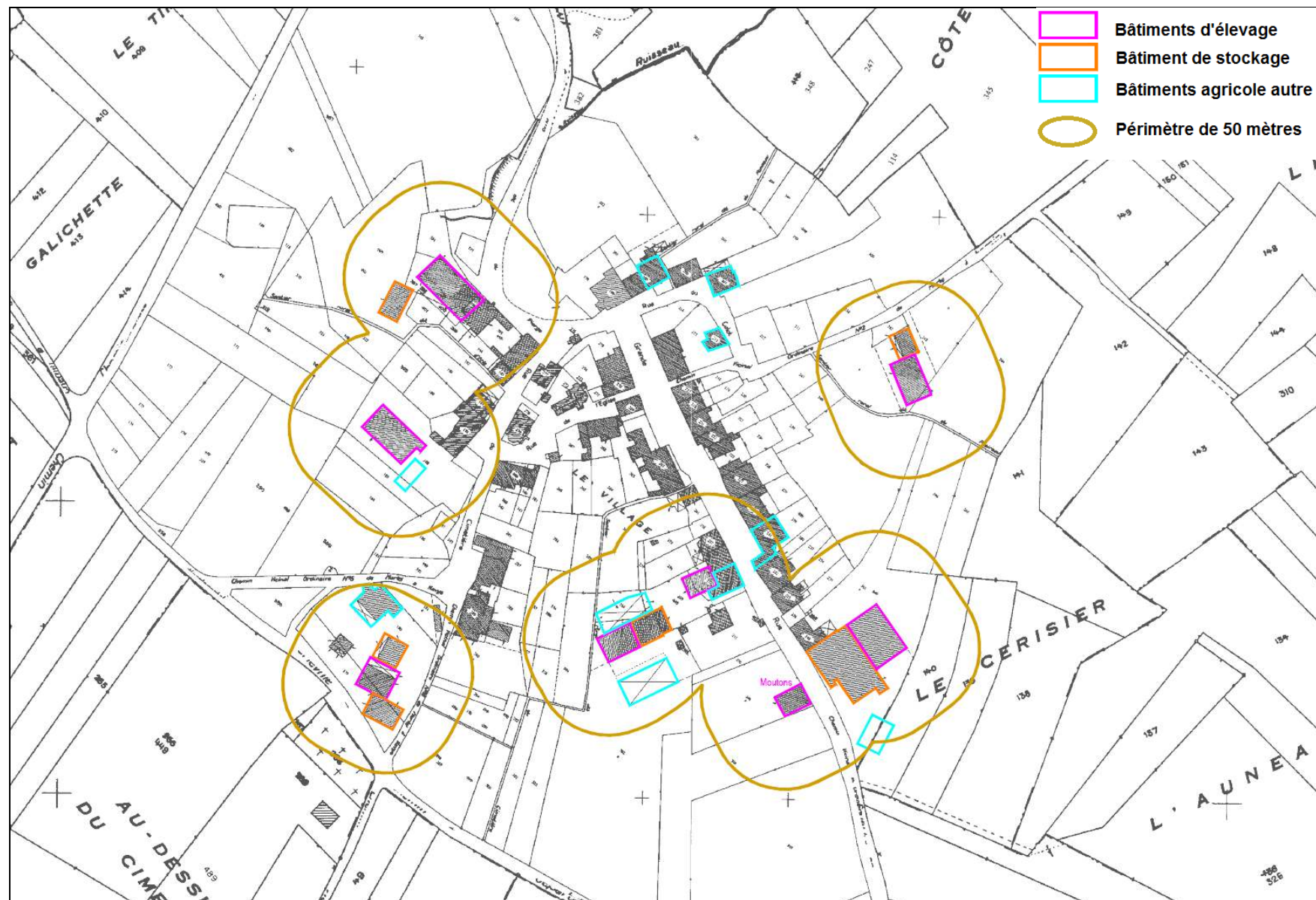
La Chambre d'Agriculture des Ardennes, agissant en tant que Personnes Publiques Associées (PPA) à l'élaboration de la Carte Communale de MARBY, dans le cadre de la concertation, a rendu un complément de Diagnostic agricole, disponible ci-après. Ce diagnostic a fait l'objet d'un rendu auprès des exploitants et des élus le 16 octobre 2014.



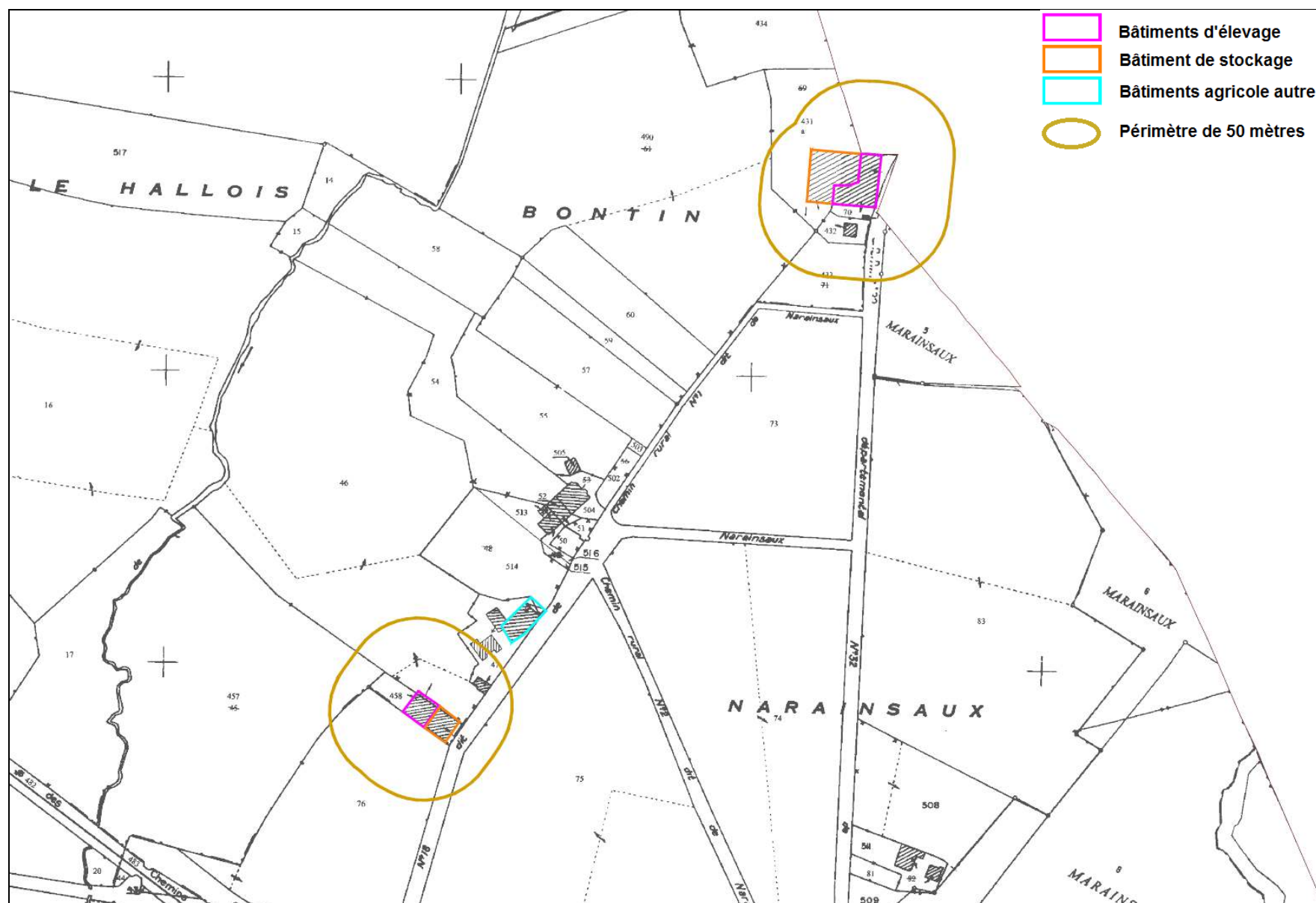
Exploitation en Entrée de village



Carte des périmètres de réciprocité des bâtiments d'élevage sur le village



Carte des périmètres de réciprocité des bâtiments d'élevage sur Narinseaux



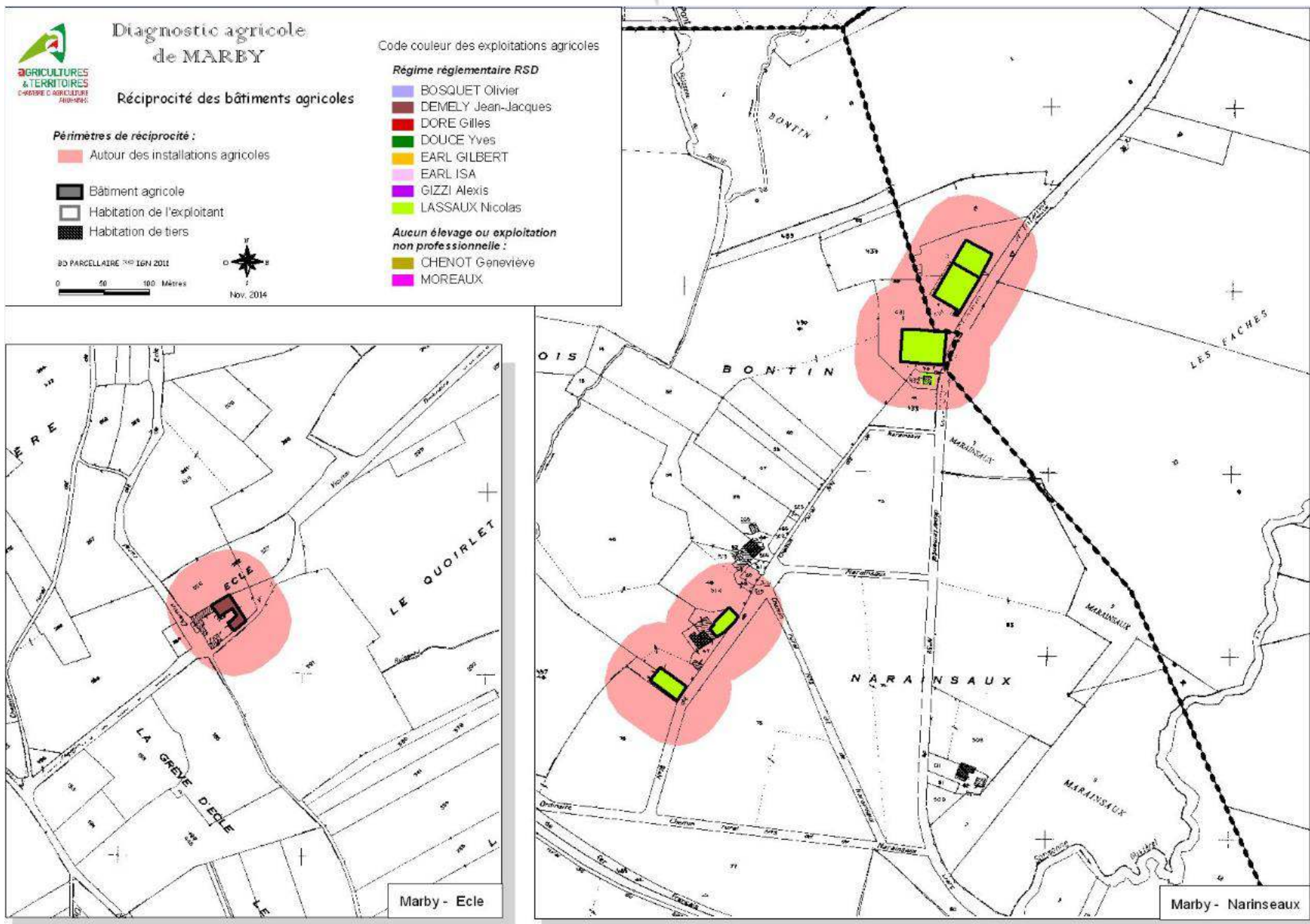
Carte Communale de MARBY
Diagnostic agricole
Rapport de présentation et d'analyse

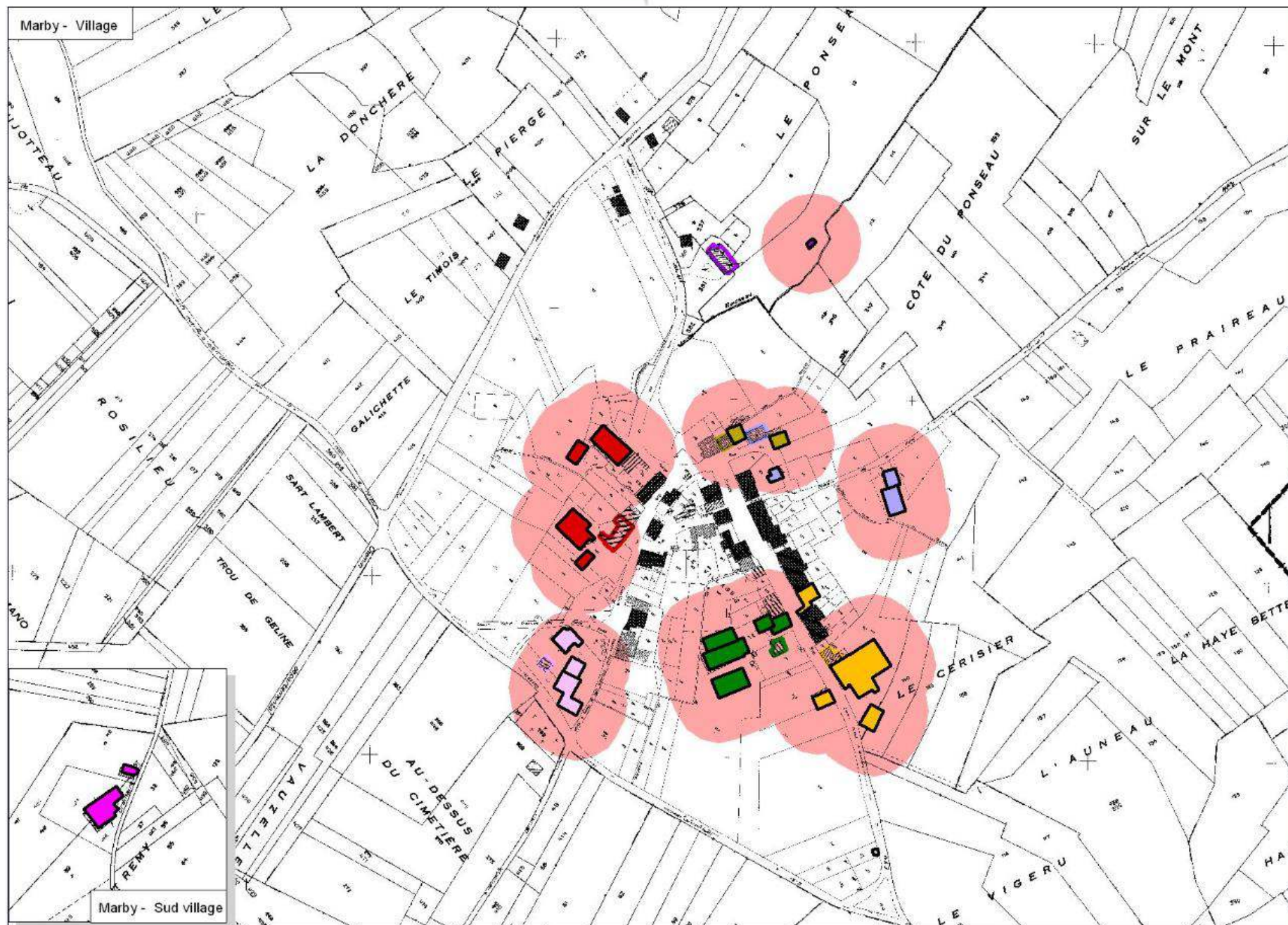
État des lieux (Cf. carte « Réciprocité des bâtiments agricoles »)

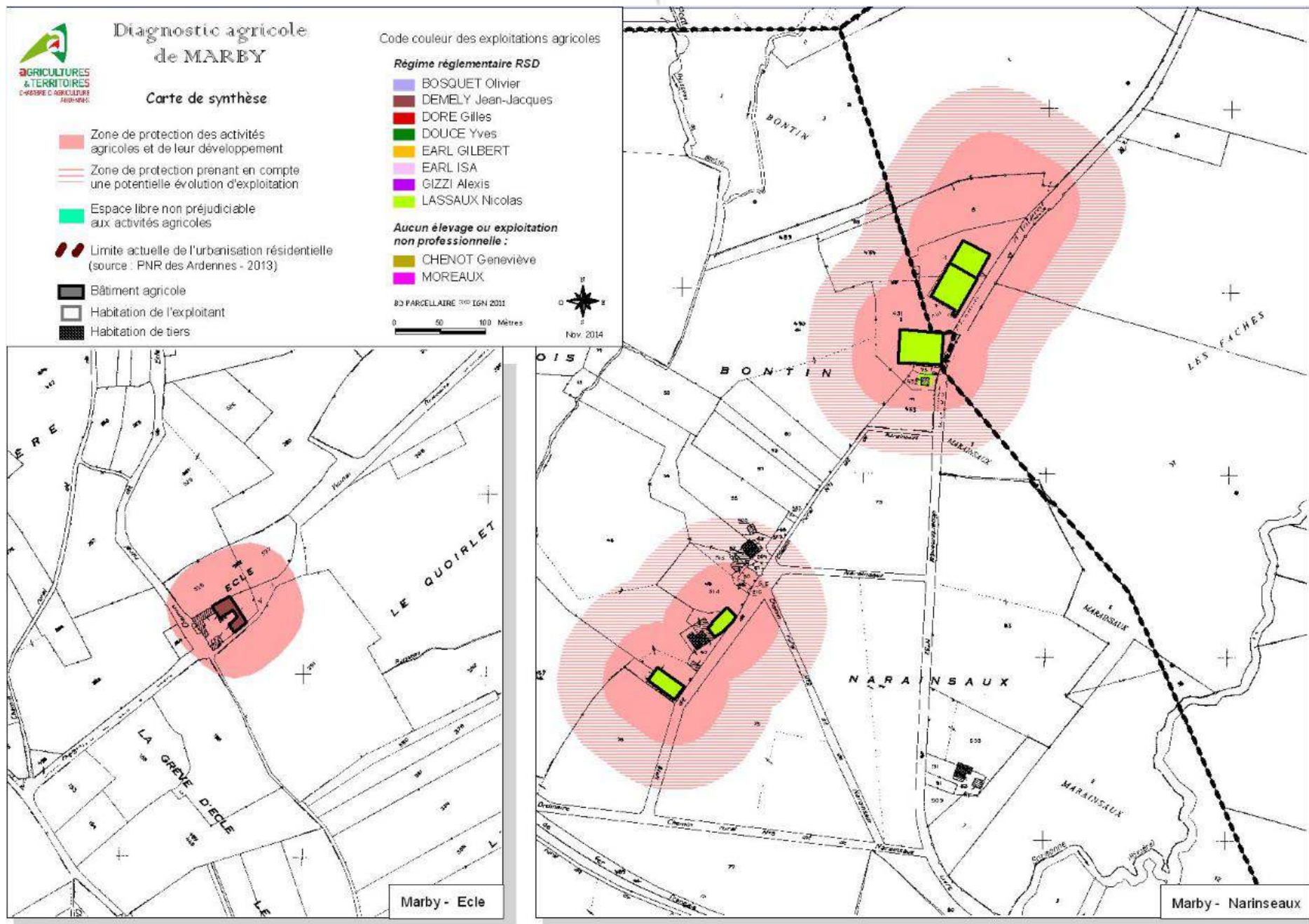
- Sur les 10 exploitations possédant des bâtiments et installations agricoles sur la commune :
 - 9 y ont leur siège d'exploitation,
 - 1 exploitation est non professionnelle mais possède des bâtiments d'élevage,
 - 7 ont des bâtiments et installations agricoles se trouvant à l'intérieur des zones urbanisées ou à proximité de locaux de tiers,
 - 9 exploitations possèdent 1 seul site, la 10^e en possède 2 mais sur le même hameau,
 - 7 exploitations ont exprimé des besoins de développement à court ou moyen terme (reprise d'exploitation, installation, agrandissement, projet de bâtiments).
- La situation des exploitations par rapport à l'urbanisation montre que :
 - Sur le bourg de MARBY, le respect des distances vis-à-vis de la réglementation sanitaire empêche le développement urbain du bourg.
 - Sur l'extension Nord du bourg de MARBY, le seul site d'exploitation existant, n'étant pas amené à se développer, n'est pas contraignant pour développer l'urbanisation du secteur.
 - Enfin, sur les écarts de NARINSSEAUX, ECLE et ST REMY, les exploitations agricoles présentes sont isolées ou proches de maisons isolées.
- Au vu de l'urbanisation actuelle et des caractéristiques des exploitations et des sites, on s'aperçoit que :
 1. les sites d'exploitations de :
 - Monsieur DORE Gilles
 - Monsieur DOUCE Yves
 - L'EARL GILBERT
 - Monsieur BOSQUET Olivier
 - Monsieur DEMELY Jean-Jacques
 - Monsieur LASSAUX Nicolas
 - Monsieur MOREAUX
 présentent des possibilités de développement (extension de l'existant, nouvelles constructions...) mais qui bloquent les possibilités d'urbanisation du fait des règles de réciprocité en vigueur.
 2. le site d'exploitation de :
 - L'EARL ISA
 présente des possibilités limitées de développement, au vu de ses caractéristiques et de sa localisation.

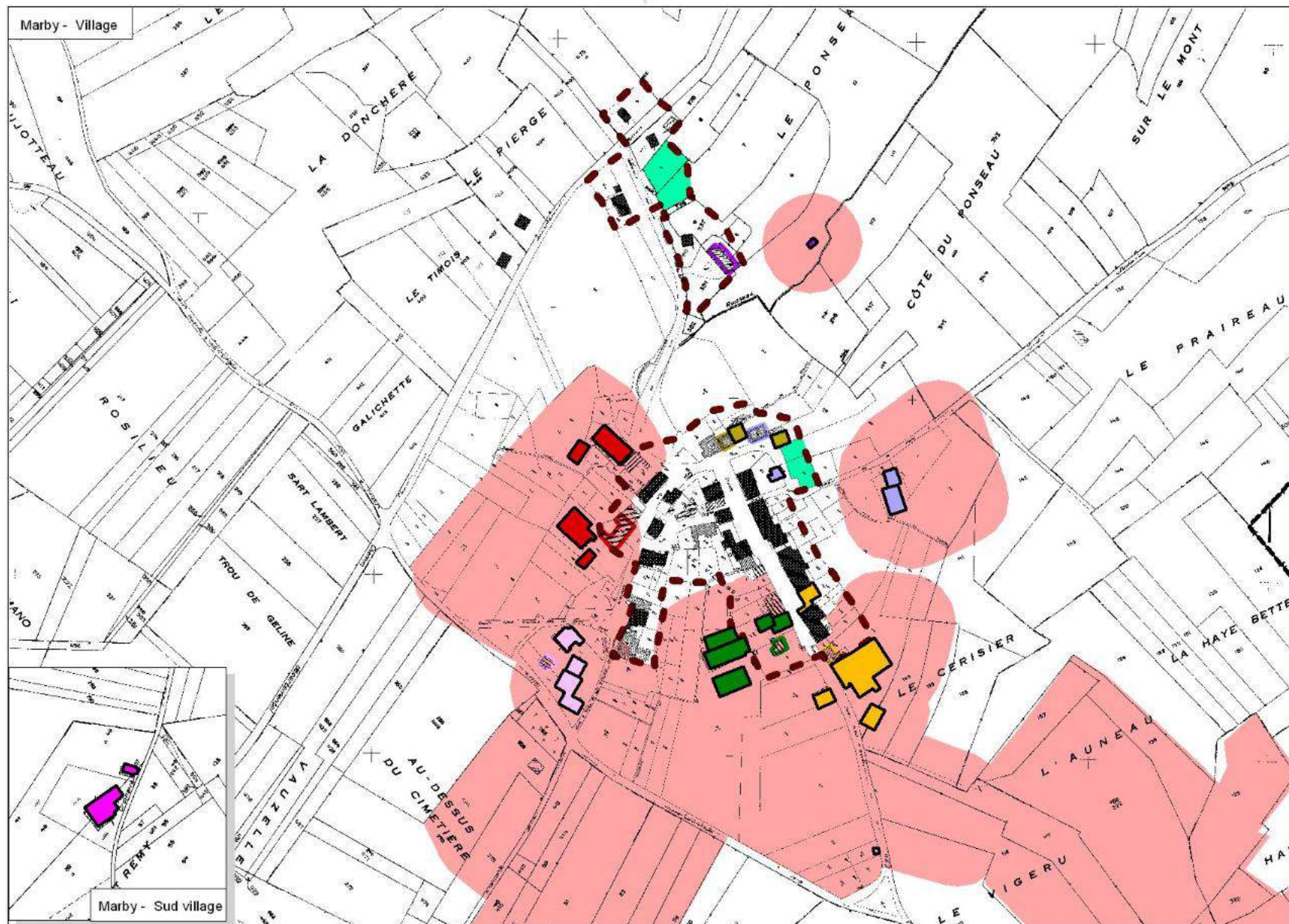
Analyse et Propositions (Cf. carte de synthèse)

- Au vu de l'état des lieux réalisé, et considérant l'importance de permettre le développement de la commune tout en préservant les activités et espaces agricoles, nous proposons d'orienter le développement urbain tel que présenté sur les cartes de synthèse :
 1. **Les zones de protection et de développement agricole (en rouge sur les cartes)** ne doivent faire l'objet d'aucune construction ou occupation pouvant générer un obstacle à la pérennisation des exploitations agricoles.
 2. A l'intérieur de l'urbanisation actuelle, **les espaces libres non préjudiciables aux activités agricoles (en vert sur les cartes)** semble présenter un potentiel d'urbanisation au vu de la topographie et de l'accessibilité. Afin d'optimiser l'urbanisation de ces espaces, il est préconisé de déroger à la réglementation sanitaire concernant les bâtiments de l'exploitation non professionnelle.
 3. **La zone d'urbanisation au Nord du bourg** présente un potentiel de développement de l'urbanisation de la commune :
 - De par sa proximité du bourg,
 - Elle n'est pas contrainte par des sites d'exploitation et des projets de développement agricole,
 - Les constructions y sont récentes et l'urbanisation est en cours de développement.
 4. **Les autres zones et notamment celles situées sur les hameaux de NARINSSEAUX, ECLE et ST REMY** ne sont pas destinées à être ouvertes à l'urbanisation à vocation d'habitat à court terme :
 - Sur les hameaux d'ECLE et de ST REMY, qui sont des exploitations isolées sans autre habitation de tiers.
 - Sur le hameau de NARINSSEAUX où de nouvelles constructions de maisons accentueraient un mitage préexistant et ne sont donc pas compatibles avec les principes d'urbanisation cohérente et économe en foncier,
- Ces propositions orientent le développement urbain de manière à ne pas affecter les exploitations qui ont exprimé des besoins de développement et celles possédant des possibilités de développement.









1.5. ANALYSE DES EQUIPEMENTS

1.5.1. Equipements publics et les réseaux

La commune dispose d'une salle des fêtes en centre de village.

Le ramassage scolaire est assuré par le Conseil Général des Ardennes. Il n'existe pas d'autre forme de transport en commun sur la commune.

2 associations sont recensées : le Comité des Fêtes et la Société de chasse.

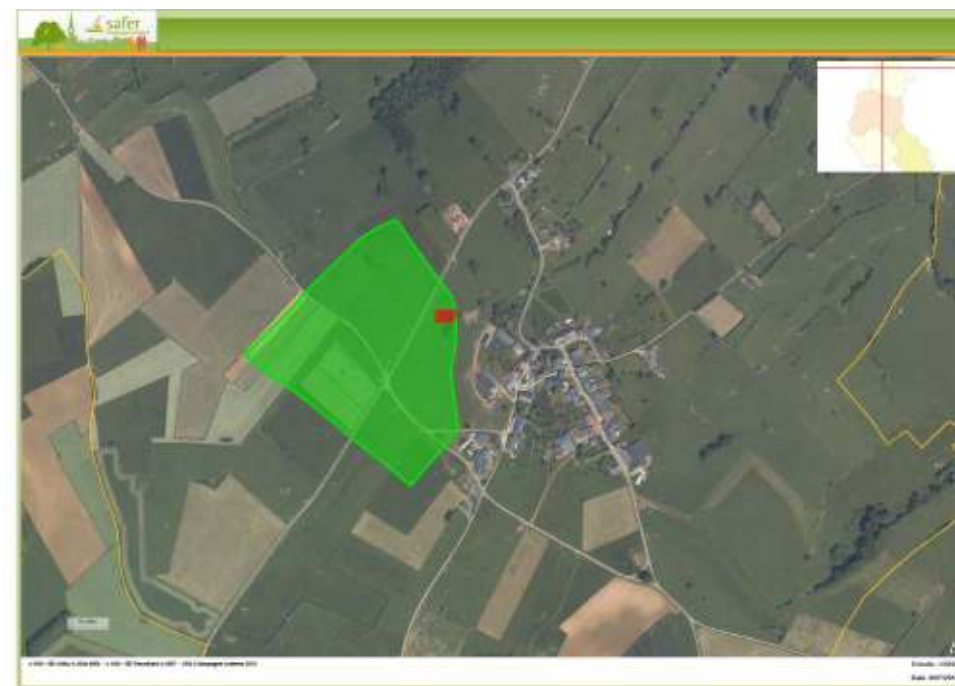
Une fête patronale est organisée chaque année, organisée par le Comité des Fêtes de Marby, très prisée des jeunes notamment.

La collecte des déchets ménagers et assimilés est assurée par le Syndicat Mixte Intercommunal de la Collecte et de Traitement des Ordures Ménagères d'Auvillers-les-Forges. Un tri sélectif est également effectué ainsi qu'un apport volontaire à des conteneurs pour le verre. Une déchetterie est présente sur la commune de Liart.

La commune de Marby ne fait partie d'aucun syndicat d'alimentation en eau potable, elle est autonome avec la présence d'un captage. La commune exprime une desserte de qualité ainsi qu'une pression satisfaite hormis sur le haut du village (surpresseur). La station de pompage est localisée au Nord du village en limite de ce dernier. Un château d'eau se positionne sur les hauteurs du village dans sa partie Sud à côté du cimetière. Le hameau de Narinseaux est quant à lui alimenté par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de la Source d'Aouste Nord.

Le captage d'eau potable se localise à l'Ouest du village. Il bénéficie d'une déclaration d'utilité publique en date du 29 juillet 2003. L'arrêté préfectoral précise que les volumes à prélever par la commune de Marby ne doit pas excéder 30m³/jour. Par ailleurs, il est établi autour de l'ouvrage :

- Un **périmètre de protection immédiate** délimité sur les parcelles section B3 n° 169 et 410 ;
- Un **périmètre de protection rapprochée** comprenant les parcelles :
 - o section A3 n° 409, 410, 411, 412, 413, 414,
 - o section B3 n° 172, 173, 174, 175, 176, 319, 335, 336, 411, 412,
 - o section C2 n° 214, 215, 216, 217, 218, 255, 260, 265, 380, 382, 425, 426, 449, 356.

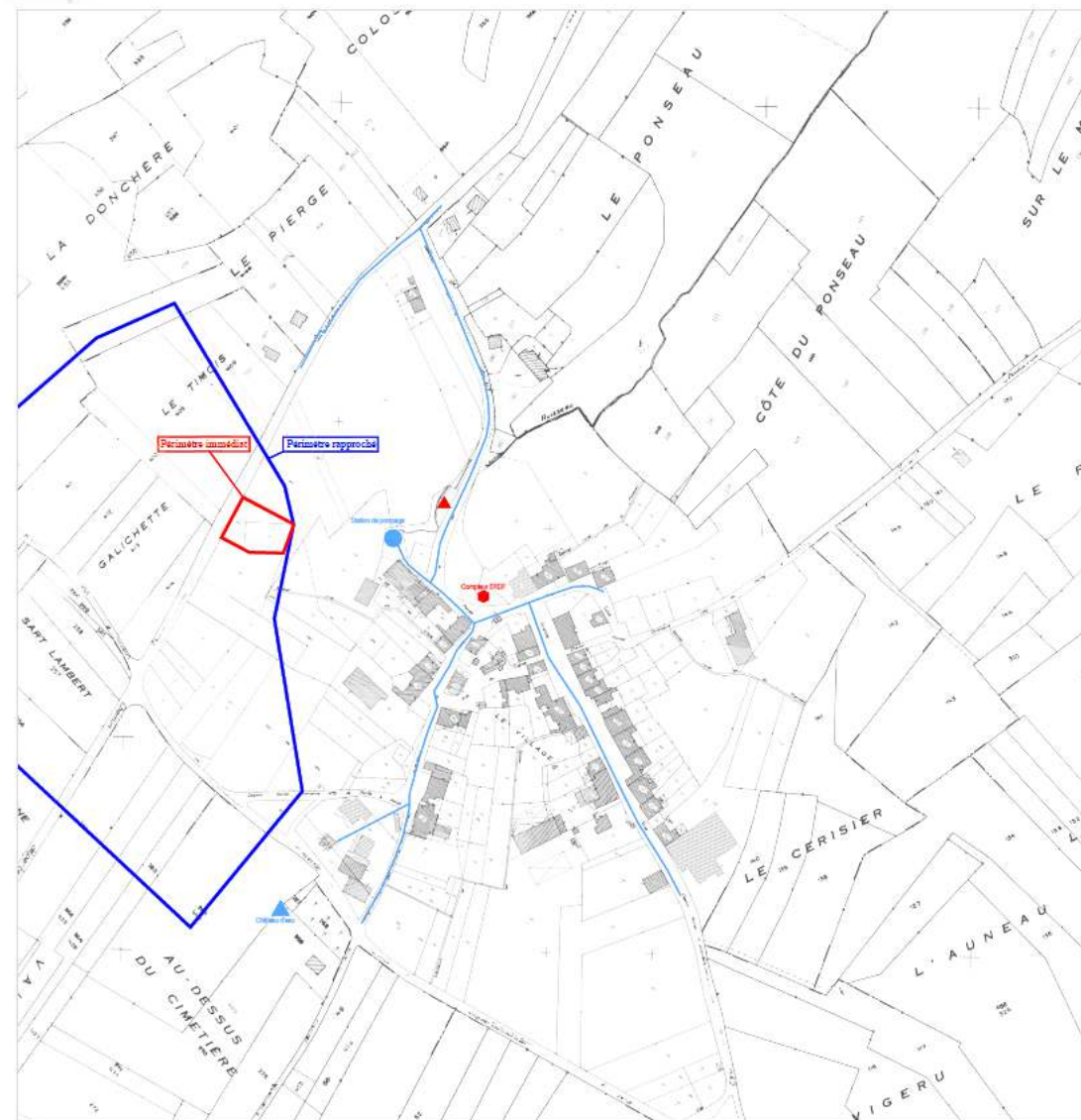


Périmètre de protection immédiate









Périmètre de protection rapprochée

L'assainissement est quant à lui en individuel sur l'ensemble de la commune. Le zonage d'assainissement a été établi en 2000 et réactualisé dernièrement en 2013. Il sera annexé à la Carte Communale.



LEGENDE

-  Incendie
-  Compteur ERDF
-  Réseau d'eau potable
-  Château d'eau
-  Station de pompage
-  Périmètres de protection
- RSD = périmètre de 50 m

1.5.2. Défense contre l'incendie

Règles de base :

La défense extérieure contre l'incendie est placée sous l'autorité du maire en application des articles L. 2213-32, L. 2225-1 à L. 2225-4 du code général des collectivités territoriales. Les solutions techniques doivent donc être définies au plan local. Elles doivent être adaptées au risque à défendre et de nature à résoudre les difficultés opérationnelles rencontrées par les sapeurs-pompiers dans la mise en œuvre des moyens d'extinction. La défense extérieure contre l'incendie doit ainsi être réglée au niveau local en partenariat avec les sapeurs-pompiers et le distributeur d'eau.

Les sapeurs-pompiers doivent disposer de voies de circulation permettant l'accessibilité des constructions aux engins d'incendie et de secours, et d'une quantité d'eau minimale nécessaire à la lutte contre l'incendie en tous temps et en tous endroits. La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption exige que cette quantité puisse être utilisée sans déplacement des engins.

Principes de base pour lutter contre un incendie :

- L'estimation du débit horaire d'eau, dont il est nécessaire de disposer à proximité de chaque risque considéré isolément, est en fonction du nombre de lances que comporte le plan d'intervention des sapeurs-pompiers a priori;
- Le débit nominal d'un engin de base de lutte contre l'incendie est de 60 m³/h ;
- La durée approximative d'extinction d'un sinistre moyen peut-être évaluée à deux heures :
 - l'attaque et l'extinction simultanée des foyers principaux : 1 heure,
 - la neutralisation des foyers partiels et le déblai : 1 heure ;
- Comme corollaire immédiat, il en résulte que les sapeurs-pompiers devraient trouver sur place, en tout temps, 120 m³ d'eau utilisable en deux heures. La nécessité de poursuivre l'extinction du feu sans interruption exige que cette quantité puisse être utilisée sans déplacement des engins;
- Ce volume est une valeur moyenne, qui peut se trouver modifiée suivant la nature et l'importance du risque à défendre.

Accessibilité aux constructions :

Références :

- Loi n° 76-663 du 19 Juillet 1976, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, codifiée sous le n° 2000-914 du 18 septembre 2000;
- Arrêté interministériel du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie des bâtiments d'habitations ;
- Code de la construction et de l'habitation (articles L.123-2 et R.123-1 à R.123-55) décret du 31 octobre 1973 relatif aux établissements recevant du public et à son règlement de sécurité (arrêté du 25 juin 1980 modifié) ;
- Code du travail et plus particulièrement son livre 2, titre 3 "hygiène, sécurité et conditions de travail", relatif à la prévention des incendies et à l'évacuation dans les bâtiments industriels, commerciaux et agricoles (articles R.232-12 et suivants pour les établissements existant au 1^{er} avril 1992 et R.235-4 et suivants pour les nouvelles constructions) ;
- Arrêté du 23 janvier 2004 portant approbation de dispositions complétant et modifiant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Règles :

Concevoir les voies de circulations de manière à permettre l'accessibilité des bâtiments à construire aux engins d'incendie et de secours en respectant les caractéristiques minimales des voies engins (cas général) et des voies échelles (portions de voies engins permettant l'accessibilité aux bâtiments élevés):

caractéristiques	voies engins	voies échelles
largeur, bandes réservées au stationnement exclues	3 m	4 m
hauteur libre minimum	3,50 m	3,50 m
pente inférieure ou égale	15 %	10 %
force portante calculée pour un véhicule de 160 kn avec un minimum de 90 kn par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 m au minimum	oui	oui
résistance au poinçonnement	sans objet	80 N/cm² sur une surface de 0,20 m²
rayon intérieur du virage R minimum	11 m	11 m
si R < 50 m, alors une sur largeur S doit être réalisée à l'extérieur du virage	S = 15/R	S = 15/R

Besoins en eau :

Références :

- Circulaire interministérielle n°465 du décembre 1951 relative à la défense contre l'incendie ;
- Circulaire du 20 février 1957 relative à la protection contre l'incendie dans les communes rurales ;
- Circulaire du 9 août 1967 relative au réseau d'eau potable. Protection contre l'incendie dans les communes rurales ;
- Arrêté du 1er février 1978 approuvant le règlement d'instruction et de manœuvre des sapeurs-pompiers communaux ;
- Document technique D9 de septembre 2001 relatif au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie.

Les besoins en eau diffèrent en fonction des risques:

Un risque est déterminé par rapport aux caractéristiques d'une construction : sa superficie, sa hauteur, sa structure, son activité et son éloignement par rapport à une autre construction.

Classification des risques :

1) Le risque particulièrement faible:

- construction d'une surface développée inférieure à 250 m² ayant 2 niveaux maxima et distante de 8 m de tout autre risque.

2) Le risque moyen (risque courant) :

- Habitations :
 - 1ère famille: > habitations individuelles R+1 maximum
 - > habitations individuelles R+3 maximum
 - > habitations collectives
- Bureaux ou autres constructions: H ≤ 8 m et S ≤ 500 m².

3) Le risque important (risque particulier ou spécifique) :

- Habitations:
 - 3ème famille A: H ≤ 28 m, R+7 maximum, distance escalier-logement ≤ 7m et accès escalier par voie échelle
 - 3ème famille B: H ≤ 28 m et l'une des trois conditions de la 3^{ème} famille A non respectée
 - 4ème famille: 28 < H ≤ 50 m

- IGH (immeuble de grande hauteur) à usage d'habitation: H > 50 m

- ERP (établissement recevant du public) ;

- Les industries;

- Les autres constructions : H ≥ 8 m ou S ≥ 500 m².

Attention

Certains projets d'urbanisme ou de construction peuvent présenter des risques particuliers. Le Service Départemental d'Incendie et de Secours est alors en mesure de demander la mise en oeuvre de mesures constructives (murs coupe-feu, désenfumage,...) et de demander des aggravations à la règle dans les cas suivants :

- Zones d'activités industrielles ou commerciales; Lotissements; Industries à risques d'incendie ou d'explosion; Installations classées pour la protection de l'environnement; Établissements recevant du public.

Les quantités d'eau:

Pour un **risque particulièrement faible**, si le réseau de distribution ne peut pas répondre aux conditions réglementaires demandées (60 m³/h sous une pression de 1 bar) et s'il n'existe pas de points d'eau naturels, il peut-être admis la création de puits d'aspiration d'une capacité minimale de 2 m³ alimentés par des conduites au minimum de 80 mm débitant 6 l/s à gueule bée, ou de réserves artificielles de 60m³, mais ceci doit en principe être un minimum exceptionnel.

Pour un **risque moyen**, les besoins en eau sont de 120 m³ minimum utilisables en 2 heures.

Pour un **risque important**, les besoins en eau sont évalués et déterminés en fonction du risque à partir d'une étude réalisée au préalable par le Service départemental d'Incendie et de Secours.

Les ressources en eau (points d'eau incendie (PEI)):

Conformément, à la circulaire du 10 décembre 1951, les besoins en eau peuvent être satisfaits:

- A partir de prises d'eau (poteaux ou bouches d'incendie (PI ou BI)) branchées sur un réseau de distribution selon la norme NF S 62-200;
- Par des points d'eau naturels (PN);
- Par des réserves artificielles (RA).

Les points d'eau incendie doivent être situés en dehors des périmètres de rayonnements et d'explosions.

Un point d'eau naturel ou artificiel inépuisable peut prendre en compte autant de PEI qu'il dispose de points d'aspiration aménagés (1 point d'aspiration = 1 PEI = 60 m³/h minimum = 1 engin d'incendie).

La défense extérieure peut également être mixte et utiliser les différents modes de défense précités.

Le calcul des distances :

Le calcul des distances est fixé entre le risque et le point d'eau par les cheminements praticables par les moyens des sapeurs-pompiers.

- Pour le **risque particulièrement faible**:

Points d'eau incendie	Distance entre un point d'eau et un risque
Prise d'eau	400 m maximum
Point d'eau naturel ou réserve artificielle	400 m maximum

- Pour le **risque moyen** :

Points d'eau incendie	Distance entre un point d'eau et un risque
Prise d'eau	150 m maximum
Point d'eau naturel	400 m maximum
Réserve artificielle	400 m maximum

La distance fixée à 400 mètres est liée à la longueur des tuyaux équipant les engins de lutte contre l'incendie. Cette distance constitue un maximum absolu. Il est précisé que la distance entre un point d'eau et un risque à défendre influe notablement sur le délai de mise en oeuvre des moyens des sapeurs-pompiers.

- Pour le **risque important** : les distances à respecter sont :

	A faible potentiel calorifique	A fort potentiel calorifique
Distance entre le point d'eau le plus proche et la plus grande zone recoupée	150 m	100 m
Distance entre 2 points d'eau	150 à 200 m	100 à 150 m

Concernant la localisation sur plan des points et des prises d'eau, l'arrêté préfectoral n° 03-0010 A du 3 janvier 2003, portant règlement opérationnel des services d'incendie et de secours de l'Aube, précise, dans sa fiche de synthèse n° 8, que « chaque maire de l'Aube doit communiquer au SDIS de l'Aube, initialement et lors de chaque changement notable, tout renseignement utile tel que : Le plan schématique de la commune faisant apparaître les renseignements essentiels aux services d'incendie et de secours, etc.

La défense extérieure contre l'incendie de la commune de MARBY est actuellement assurée par une réserve d'incendie de 120 m³. Dans son ensemble, cette défense est correcte en termes de volume et de couverture par rapport aux risques, exceptés les lieux suivants :

- Rue du Cimetière
- Rue Grande Rue
- Hameau Narinseaux
- Lieu-dit ferme Ecle.

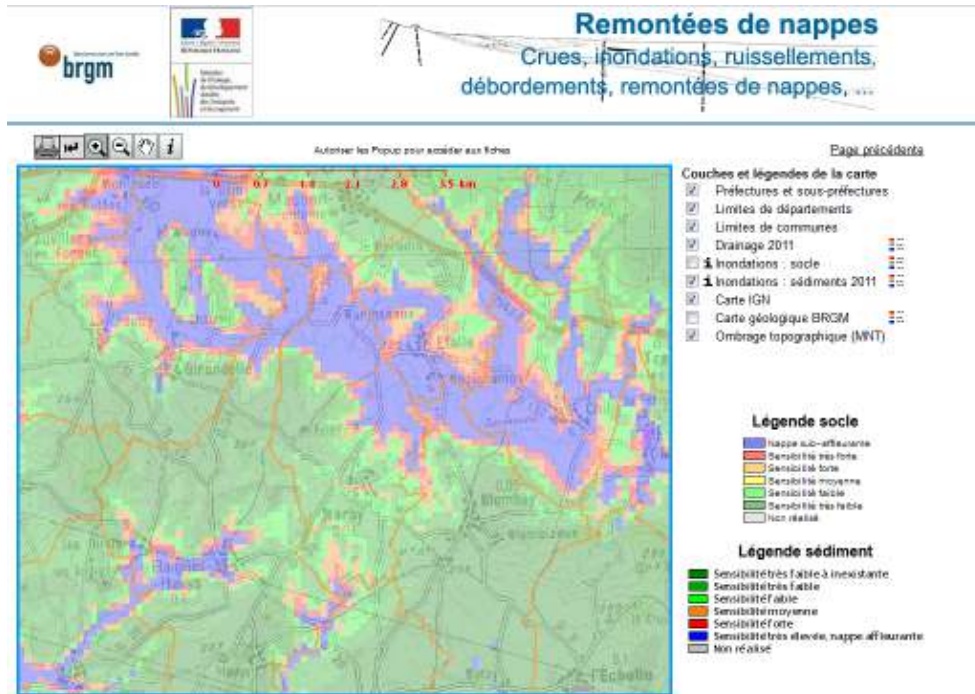
A noter que la commune envisage de renforcer la défense extérieure contre l'incendie sur le hameau de Narinseaux, par le biais de l'aménagement du secteur dans le cadre de son projet communal d'urbanisation.

1.6. RISQUES ET CONTRAINTES REGLEMENTAIRES

1.6.1. Risque naturel et technologique

Remontées de nappes

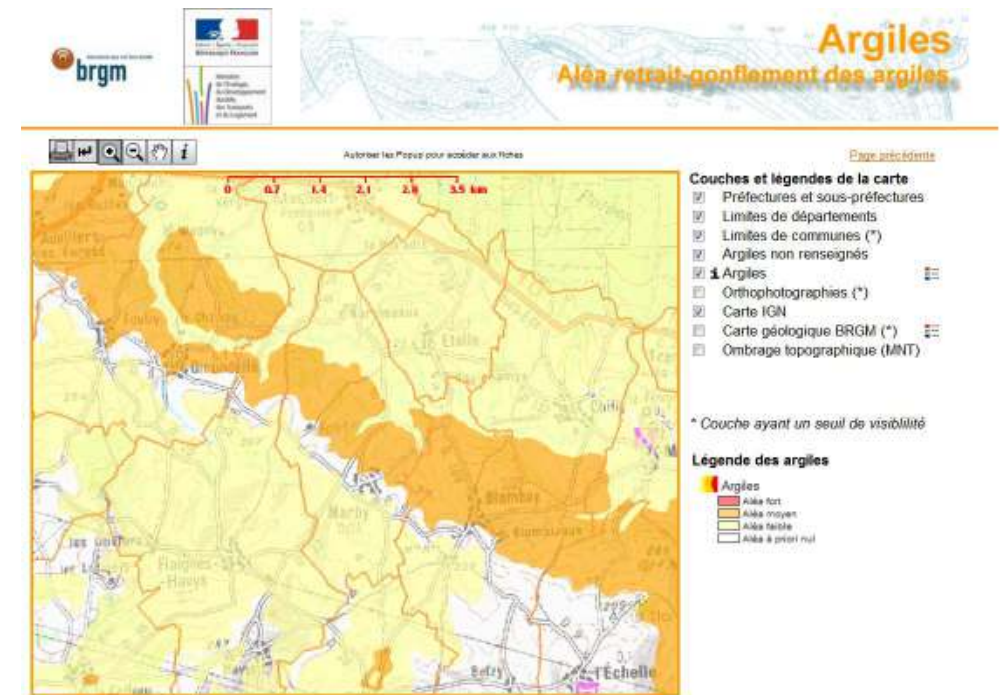
Le bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM), établissement de référence dans le domaine des sciences de la terre pour gérer les ressources et les risques du sol et du sous-sol, identifie une sensibilité très élevée aux remontées de nappes de formations sédimentaires dans la partie Nord du territoire. La présentation, définition et données du phénomène sont disponibles sur le site internet <http://www.inondationsnappes.fr/>



Carte des remontées de nappes : www.inondationsnappes.fr

Aléa retrait-gonflement des argiles

Une zone d'aléa retrait-gonflement moyen est également identifiée par le BRGM sur le territoire dans sa partie centrale et sur le Nord du village. Le référentiel du BRGM ainsi que les recommandations destinées à l'information de la population sur les mesures préventives à adopter en matière de construction sont consultables sur le site internet du BRGM www.argiles.fr



Echelle de validité des cartes d'aléa : 1/50 000

1.6.2. Servitude d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique sont instituées par des lois ou règlements particuliers. Le code de l'urbanisme, dans ses articles L126-1 et R126-1, ne retient juridiquement que les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation des sols, c'est-à-dire celles susceptibles d'avoir une incidence sur la constructibilité et plus largement sur l'occupation des sols.

La liste de ces servitudes, dressée par décret et conseil d'état et annexée au code de l'urbanisme, classe les servitudes d'utilité publique en quatre catégories :

- Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine ;
- Les servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements ;
- Les servitudes relatives à la défense nationale ;
- Les servitudes relatives à la salubrité et à la sécurité publiques.

Les servitudes d'utilité publique, en tant que protectrice des intérêts généraux protégés par d'autres collectivités s'imposent au document d'urbanisme.

Les servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation ou l'occupation du sol s'ajoutent aux règles propres de la carte communale. Elles seront annexées à la carte communale.

Le territoire de Marby est concerné par les servitudes suivantes :

Servitude A4

Servitude concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux : obligation pour les propriétaires riverains de laisser passer sur leurs terrains, pendant des travaux de curage, d'élargissement, de régulation ou de redressement desdits cours d'eau, les fonctionnaires et agents chargés de la surveillance ainsi que les entrepreneurs et ouvriers. Ce droit s'exerce autant que possible en longeant la rive du cours d'eau.

Les berges de la Sormonne sont concernées par cette servitude.

Servitude relative à la protection des périmètres de protection des eaux potables et minérales : AS1

Servitude résultant de l'instauration de périmètres de protection des eaux destinées à la consommation humaine et des eaux minérales.

Le territoire est concerné par les périmètres de protection immédiate, rapprochée et éloignée autour du captage d'alimentation en eau potable, déclaré d'utilité publique par arrêté préfectoral n° 2003/191 du 29 juillet 2003.

Gaz : I3

Servitudes relatives à l'établissement des canalisations de transport et de distribution de gaz.

Servitude d'ancrage, d'appui, de passage sur les terrains non bâtis non fermés ou clos de murs ou de clôtures équivalentes.

MARBY se situe en dehors des zones de dangers significatifs générés par les ouvrages GRTgaz.

Servitude I4

Servitudes relatives à l'établissement de canalisations électriques.

Hormis les servitudes légales relatives à l'implantation des canalisations électriques des ouvrages de distribution (HTA et BTA) traversant et irriguant la commune de MARBY, il n'existe pas de servitude d'utilité publique ni de projet connu à ce jour ayant un caractère d'utilité publique ou ayant qualité d'intérêt général.

Servitude T5

Servitude aéronautique instituée pour la protection de la circulation aérienne, servitude de dégagement.

Cette servitude comporte l'interdiction de créer ou l'obligation de supprimer les obstacles susceptibles de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisibles au fonctionnement des dispositifs de sécurité établis dans l'intérêt de la navigation aérienne.

Le territoire de la commune de MARBY est concerné par le plan de servitudes aéronautiques associées à l'aérodrome de Charleville-Mézières (arrêté ministériel du 10 septembre 1981, plan ES322a index D).

Services gestionnaires des servitudes d'utilité publique concernant le territoire de Marby

Code	Nom de la servitude	Texte de référence	Service gestionnaire de la servitude
A4	Servitude concernant les terrains riverains des cours d'eau non domaniaux	Art L.215-4 du Code de l'environnement	DDT des Ardennes 3, rue des Granges Moulues BP 852 08 011 Charleville-Mézières Cedex
AS 1	Servitude relative à la protection des périmètres de protection des eaux potables et minérales	Art L1321-2 du Code de la santé publique	Agence régionale de la Santé 18, avenue François Mitterrand 08 000 CHARLEVILLE-MEZIERES
I 4	Servitudes relatives à l'établissement des canalisations électriques. Servitudes d'ancrage, d'appui, de passage, d'élagage et d'abattage d'arbres	Loi du 15 juin 1906 modifiée	RTE – Groupe Exploitation Transport – CHAMPAGNE-ARDENNE Section Technique Impasse de la Chaufferie BP246 51 059 REIMS cedex
T5	Servitude aéronautique instituée pour la protection de la circulation aérienne, servitude de dégagement	Code de l'aviation civile	DGAC Aéroport Metz Nancy Lorraine BP 16 57 420 GOIN

II. OBJECTIFS D'AMENAGEMENT

2.1. CONSTATS ET ENJEUX

Le diagnostic de territoire nous permet de mettre en évidence les points forts et les points faibles de la commune qui auront une répercussion plus ou moins importante sur l'élaboration de la carte communale. La carte communale devra encadrer et maîtriser l'urbanisation en vue d'intégrer les nouvelles constructions dans le paysage et dans leur environnement. Cette urbanisation ne doit pas dénaturer le village. Il faut rester cohérent avec l'histoire du village (son évolution urbaine, le respect du bâti traditionnel, etc.), respecter les paysages, la biodiversité et ne pas aller à l'encontre de l'activité agricole. De plus, la prise en compte des risques et des contraintes est une condition sine qua none et conditionnera également l'urbanisation.

EVOLUTION URBAINE ET DEMOGRAPHIE	
CONSTATS	La commune est en constante baisse démographique depuis des années atteignant le seuil d'une soixantaine d'habitants en 2014. Néanmoins, la population a réussi à se stabiliser entre les deux derniers recensements grâce à un solde migratoire positif.
ENJEUX	<ul style="list-style-type: none"> → Eviter que la commune ne meure en permettant à une nouvelle population de venir s'installer sur le territoire. → Tenter de capitaliser sur la création du futur échangeur de l'A34 à Tremblois-les-Rocrois. → Profiter de la proximité de Maubert-Fontaine disposant de tous les services et commerces de proximité. → Ouvrir à l'urbanisation de manière suffisamment raisonnée pour accueillir de nouvelles populations dans le respect d'une consommation d'espace maîtrisée. → Clarifier les potentialités de construction sur la commune.
CONSTATS	L'urbain se divise en 3 parties sur la commune :
ENJEUX	<ul style="list-style-type: none"> - Un village central - Un hameau à vocation mixte résidentiel et agricole : Narinseaux - Deux fermes isolées (Ecle et Saint-Rémy) → Définir clairement les potentialités de développement de chaque entité urbaine
CONSTATS	Le village est installé sur le haut de coteau de la dépression ardennaise et domine toute la vallée. De ce fait, il est particulièrement perceptible de loin. Narinseaux est quant à lui éparpillé en fond de vallée.
ENJEUX	<ul style="list-style-type: none"> → Assurer la bonne insertion paysagère du village dans son environnement → Délimiter clairement les contours du hameau et, si une ouverture à l'urbanisation devait s'y faire, veiller à ce que les nouvelles constructions, soient accompagnées d'un aménagement paysager d'ensemble.

CONSTATS	Aucune dent creuse exploitable n'est recensée et le nombre de logement vacant est aujourd'hui porté à 3.
ENJEUX	<ul style="list-style-type: none"> → L'arrivée de nouvelle population passera forcément par de la construction neuve. → Réfléchir au potentiel de réhabilitation des anciennes constructions sur l'ensemble du village.
CONSTATS	Les nouvelles législations en urbanisme, et notamment le Grenelle 2, font état d'une recherche de densité dans le but de lutter contre l'étalement urbain, de diminuer la consommation d'espace naturel et agricole et de favoriser un urbanisme durable. La commune devra notamment tenir compte du nombre moyen de personnes par ménage pour fixer ses objectifs d'aménagement, mais aussi d'une moyenne de surface nécessaire pour un logement.
ENJEUX	<ul style="list-style-type: none"> → Respecter les préconisations du Grenelle 2 d'une prise en compte de 15 logements à l'hectare pour le calcul des surfaces à ouvrir à l'urbanisation. → Néanmoins être cohérent avec la spécificité d'un territoire rural et en cas de non maîtrise du foncier par la collectivité, appliquer un coefficient de rétention foncière et cibler plusieurs zones de développement permettant de minimiser l'impact d'une éventuelle rétention foncière de la part des propriétaires privés qui empêcherait tout développement.
CONSTATS	Le village est entièrement fait de bâti ancien composé de grande bâtisse ; les constructions récentes se sont faites à l'écart du village le long ou à proximité de la RD 32.
ENJEUX	<ul style="list-style-type: none"> → Eviter que les nouvelles constructions ne dénaturent le cachet ancien, patrimoine bâti du village. → Privilégier une extension urbaine à l'écart du village ou sur le hameau de Narinseaux. → Dans le cas où une nouvelle construction viendrait à se faire dans le village, bien veiller à ce qu'une insertion paysagère sous couvert d'écran végétal soit faite.
CONSTATS	L'ouverture à l'urbanisation de terrain sera conditionnée par la présence des réseaux d'eau potable mais aussi d'électricité ainsi qu'un accès sur une voie publique.
ENJEUX	→ L'ensemble des réseaux actuels devra répondre à une augmentation de population pour les dix années à venir.

CONTRAINTES NATURELLES ET TECHNIQUES (Risque naturel, zone inondable, ICPE, route, EDF, assainissement, eau potable...)	
CONSTATS	<p>La délimitation des futures zones constructibles devra prendre en compte l'ensemble des contraintes présentes sur le territoire à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Zones humides - Zones inondables - Périmètre de réciprocité pour les exploitations agricoles soumises au Règlement Sanitaire Départemental mais aussi pour les ICPE - Sécurité routière et desserte des terrains - Captage et périmètre de protection - Topographie - Etc.
ENJEUX	<p>→ Il est nécessaire de ne pas urbaniser dans les zones à risque et de réfléchir à l'emplacement des zones constructibles en fonction de la disponibilité des réseaux sur la commune.</p>

INTERET PATRIMONIAL (Architecture, paysage, biodiversité, éléments remarquables...)	
CONSTATS	<p>Le patrimoine paysager est de qualité sur la commune, au même titre que le bâti ancien et historique, Marby étant qui plus est adhérente à un PNR. Une ZNIEFF et des zones à dominante humides sont recensées sur le territoire.</p> <p>Au-delà de l'aspect biodiversité, la commune abrite aussi sur une grande partie de son territoire des grands espaces de prairies permanentes d'intérêt paysager et fonctionnel dans la transition des milieux.</p> <p>D'un point de vue architectural les constructions anciennes, très largement majoritaire, rajoute un charme au village. Cette architecture traditionnelle mérite d'être respectée et de ne pas être dénaturée par des constructions modernes standardisées.</p>
ENJEUX	<p>→ Protéger le patrimoine rural de qualité.</p> <p>→ Respecter les espaces fragiles et les préserver de l'urbanisation.</p> <p>→ Préserver des îlots de jardins et les espaces prairiaux en limite de village notamment.</p>

ACTIVITES AGRICOLES ET ECONOMIQUES	
CONSTATS	<p>L'activité agricole est prédominante sur la commune : seule activité économique présente ; elle est marquée par une activité d'élevage. Cette activité permet également le maintien des paysages.</p>
ENJEUX	<p>→ Protéger et pérenniser ces activités.</p> <p>→ Eloigner les constructions nouvelles de ces activités pour éviter les conflits.</p> <p>→ Identifier et respecter les périmètres de réciprocité et d'éloignement liés au RSD ou ICPE.</p>

2.2. OBJECTIFS COMMUNAUX

Actuellement la commune de Marby n'est couverte par aucun document d'urbanisme. Elle a choisi d'opter pour l'élaboration d'une Carte Communale ; la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) du 13 décembre 2000, modifiée par la loi Urbanisme et Habitat (UH) du 2 juillet 2003, lui donne le statut de document d'urbanisme à part entière.

La volonté de la commune est de maîtriser son urbanisation et de la développer de façon modérée en souhaitant relancer une dynamique d'accueil afin d'éviter que la commune ne meure à terme. Elle souhaite également clarifier les potentialités de construction sur l'ensemble du territoire.

Il ne s'agit donc pas de dégager de nombreux terrains constructibles mais plutôt d'offrir des opportunités de développement, répondant notamment à des demandes, porté par des privés et/ou la collectivité.

La commune de Marby ne dispose pas de commerce ni de service, mais est limitrophe de Maubert-Fontaine, bourg disposant de tous les services et commerces nécessaire au quotidien. Son principal attrait réside dans la qualité de son cadre de vie et de ses paysages environnant. La commune, pouvant être qualifiée de commune « dortoir », présente toutefois la particularité d'avoir une activité agricole dynamique. Fort de ces atouts, la commune entend attirer de nouvelles populations et maintenir un rythme de croissance raisonné et modéré dans le temps.

Pour les 10 ans à venir, la commune entend lutter contre un vieillissement de population en cours et maintenir, voire légèrement augmenter sa population descendue à un seuil critique. L'ouverture à l'urbanisation devrait permettre d'atteindre cet objectif. Notons également qu'une demande existe, mais ne peut aujourd'hui être satisfaite du fait de la constructibilité limitée s'appliquant sur son territoire. Pour se faire, la commune entend dégager quelques parcelles pour de la construction nouvelle, si possible en limite de village pour ne pas dénaturer le patrimoine ancien, mais surtout sur Narinseaux sur des terrains communaux permettant d'assurer la maîtrise foncière.

La proximité immédiate de ce hameau par rapport à Maubert-Fontaine est un atout sur lequel les élus souhaitent capitaliser, en plus de l'avancement de la création de l'échangeur de l'A304 à Tremblois-les-Rocroi à quelques kilomètres à l'Est, pour lancer une dynamique permettant à la commune d'assurer voir légèrement augmenter sa population, afin d'éviter que la commune ne « meure » à terme.

La difficulté qui se pose sur la commune de Marby, mais aussi sur la plupart des communes rurales, est que la commune dispose de très peu de foncier communal, et plus particulièrement en limite de village. De ce fait, la constructibilité d'espaces urbanisable dépend avant tout de la volonté des propriétaires à vendre leurs terrains. Lorsque ces derniers ne souhaitent pas vendre ou faire

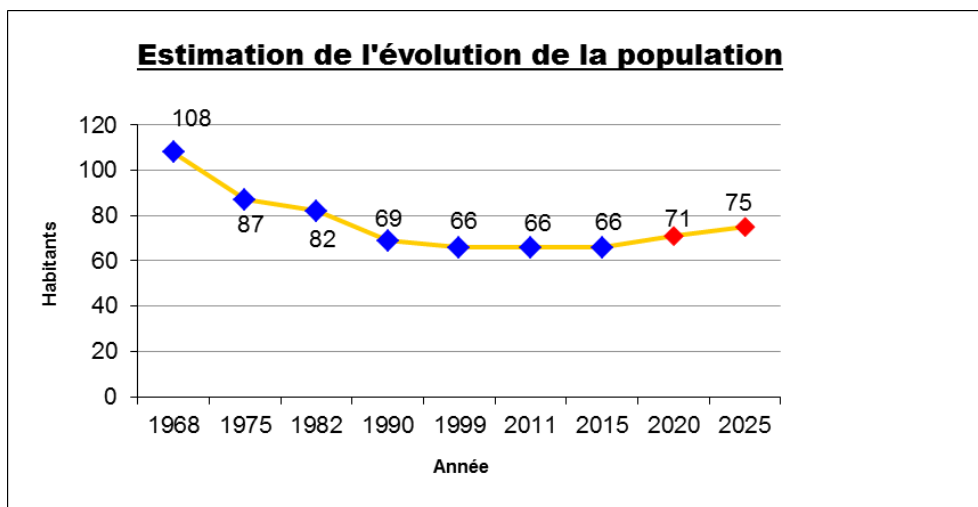
construire sur leur terrain, on assiste alors à un phénomène de rétention foncière. Malheureusement, la réalité du marché foncier aujourd'hui nous montre que généralement le foncier se rend disponible lors d'un fait de vie : décès, succession, divorce, etc. Sans maîtrise foncière de la part de la commune, elle ne peut rien garantir.

Afin de minimiser l'impact de ces situations de blocage que l'on peut rencontrer sur la commune, il a été décidé d'appliquer un **coefficient de rétention foncière** de 2 prenant en compte de la réalité du marché foncier de la commune, des dents creuses et du potentiel de vacance (4 logements sur le village). Il permet de multiplier la surface nécessaire à dégager pour de la construction nouvelle, afin de réduire les risques de blocage foncier et permettant à la commune de créer une réserve foncière. Ce taux varie généralement entre 1,5 et 2 en milieu rural ; le taux de 2 a été appliqué compte tenu du fait que la commune souhaite axer son développement sur du foncier communal en priorité et avoir la main mise sur son développement et que les dents creuses et logements vacants représentent un potentiel de 8 logements sur la commune, actuellement « bloqué ».

2.3. PERSPECTIVES D'EVOLUTION ET DE DEVELOPPEMENT

La commune de Marby entend maîtriser son urbanisation en limitant la consommation d'espace naturel, agricole et forestier. Pour se faire, la commune a mis en place un scénario de croissance démographique qui conditionnera les surfaces nécessaires à ouvrir à l'urbanisation dans le respect des orientations du Grenelle 2.

L'INSEE recense une population communale de 66 habitants en 2011. La commune souhaiterait permettre la construction de + 6 logements sur les 10 prochaines années, correspondant à un accueil de + 15 habitants à raison de 2,5 personnes par ménage. En prenant en compte un pourcentage de perte de population de 10 % (lié au vieillissement de population et à la tranche d'âge des 75 ans et + très importante sur la commune), on estime que la commune devrait perdre environ 6 habitants. Au total, à l'horizon 2025 d'après cet objectif, la population municipale avoisinerait 75 habitants.



Définition de la surface à ouvrir à l'urbanisation

Nombre de constructions à prévoir sur 10 ans	6
Nombre d'hectares à ouvrir (hors dents creuses)	0,4 ha
Nombre d'hectares à ouvrir (VRD inclus)	0,48 ha
Nombre d'hectares à ouvrir <i>après application d'un coefficient de rétention foncière de 2</i>	0,96 ha

Le calcul suivant reprend l'estimation de la surface à ouvrir à l'urbanisation nécessaire pour atteindre l'objectif d'accueil de nouvelle population pour les **dix prochaines années**. Les enjeux sur la gestion économe de l'espace, ainsi que les lois « Grenelle » font état de la prise en compte d'une densité minimale de 15 logements à l'hectare, s'appliquant aussi bien en commune urbaine qu'en commune périurbaine ou rurale (soit environ 666 m² de terrain par logement). Dans le but de répondre à cet objectif, une moyenne de **800 m² par logement** a été prise en compte pour le calcul incluant les Voieries et Réseaux Divers. Un **coefficient de rétention foncière de 2** (habituellement appliqué dans les communes rurales, vu précédemment) a été appliqué pour tenter de minimiser les situations de blocage des terres de la part des propriétaires privés, prenant en compte notamment les dents creuses et logements vacants.

Il serait alors nécessaire de dégager **0,96 hectares en zone nouvellement constructible** d'après ce calcul, réparti en dents creuses potentiellement urbanisables et en ouverture à l'urbanisation en limite de village.

III.DISPOSITIONS DE LA CARTE COMMUNALE

3.1. JUSTIFICATION DES DISPOSITIONS

Le présent document détermine deux zones :

1) Une zone délimitée par un trait rouge, dite constructible (C) où les constructions sont autorisées à condition que le secteur soit desservi par les réseaux ou à condition que la commune s'engage à amener les réseaux manquants.

Les zones constructibles ont été déterminées en fonction du bâti existant, de l'aptitude du terrain (humidité, relief, etc.), des servitudes, de la localisation des bâtiments agricoles, de la protection des espaces naturels (zones à dominantes humides, forêts, etc.) et de la continuité harmonieuse avec l'existant. La commune de MARBY s'attache à limiter les zones constructibles à proximité des réseaux existants afin de ne pas engager de trop lourds travaux qui pourraient mettre en péril ses finances. Un travail auprès des habitants et des propriétaires terriens a été effectué afin qu'ils puissent remonter au niveau de la Mairie leurs éventuels projets de construction et/ou leur intention de vendre le foncier pour de la nouvelle construction.

La commune limite donc le périmètre constructible dans ces secteurs et respecte un découpage au maximum au parcellaire lorsque c'est possible, rendant quelques terrains constructibles pour notamment prendre en compte les projets communaux. La zone constructible est étendue de façon mesurée et la commune s'attache à élaborer un développement harmonieux et cohérent du village en favorisant une urbanisation dense et compacte et/ou pouvant s'insérer pleinement dans le paysage urbain et environnant.

2) Une zone naturelle (N) où seules sont autorisées l'adaptation, la réfection ou l'extension des constructions existantes ou des constructions nécessaires à des équipements collectifs, et à l'exploitation agricole ou forestière et à la mise en valeur des ressources naturelles.

La protection de l'environnement s'effectue principalement en zone N.

L'objectif visé consiste à maintenir l'équilibre du secteur en protégeant les zones d'intérêt paysager et environnemental.

La commune a procédé au recensement des différentes exploitations agricoles, et plus particulièrement de bâtiments agricoles induisant un périmètre de réciprocité lié à l'élevage selon le Règlement Sanitaire Départemental ou un périmètre d'éloignement selon les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. On retrouve ces périmètres sur le plan de zonage, réseaux et autres informations utiles à la lecture du zonage.

3.2. LA SUPERFICIE DES ZONES

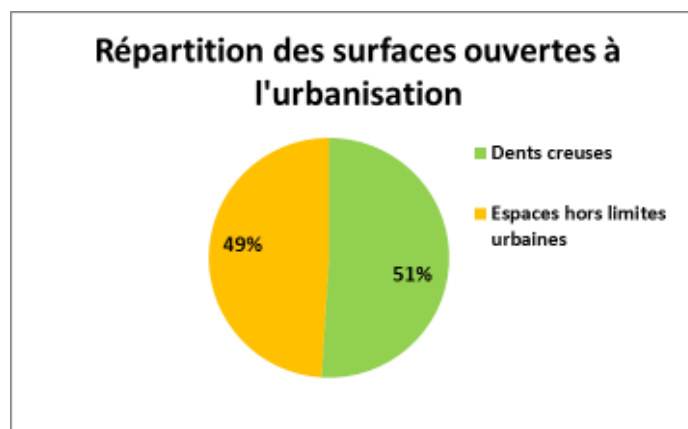
Le zonage de la Carte Communale de MARBY a déterminé des zones constructibles (C) et des zones non constructibles dites naturelles (N) qui représentent les surfaces suivantes :

Noms des zones	Superficies en hectares	Superficies en mètres carrés
Zone C : constructible	9,58	95 855
dont zone nouvellement constructible répondant à l'objectif d'accueil de population (dents creuses + extensions)	1,00	10 030
Zone N : non constructible	725,41	7 254 145
TOTAL	735	7 350 000

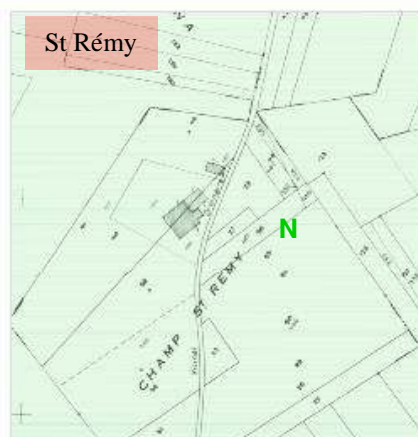
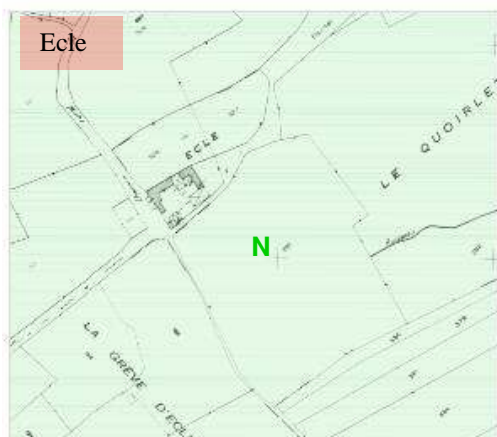
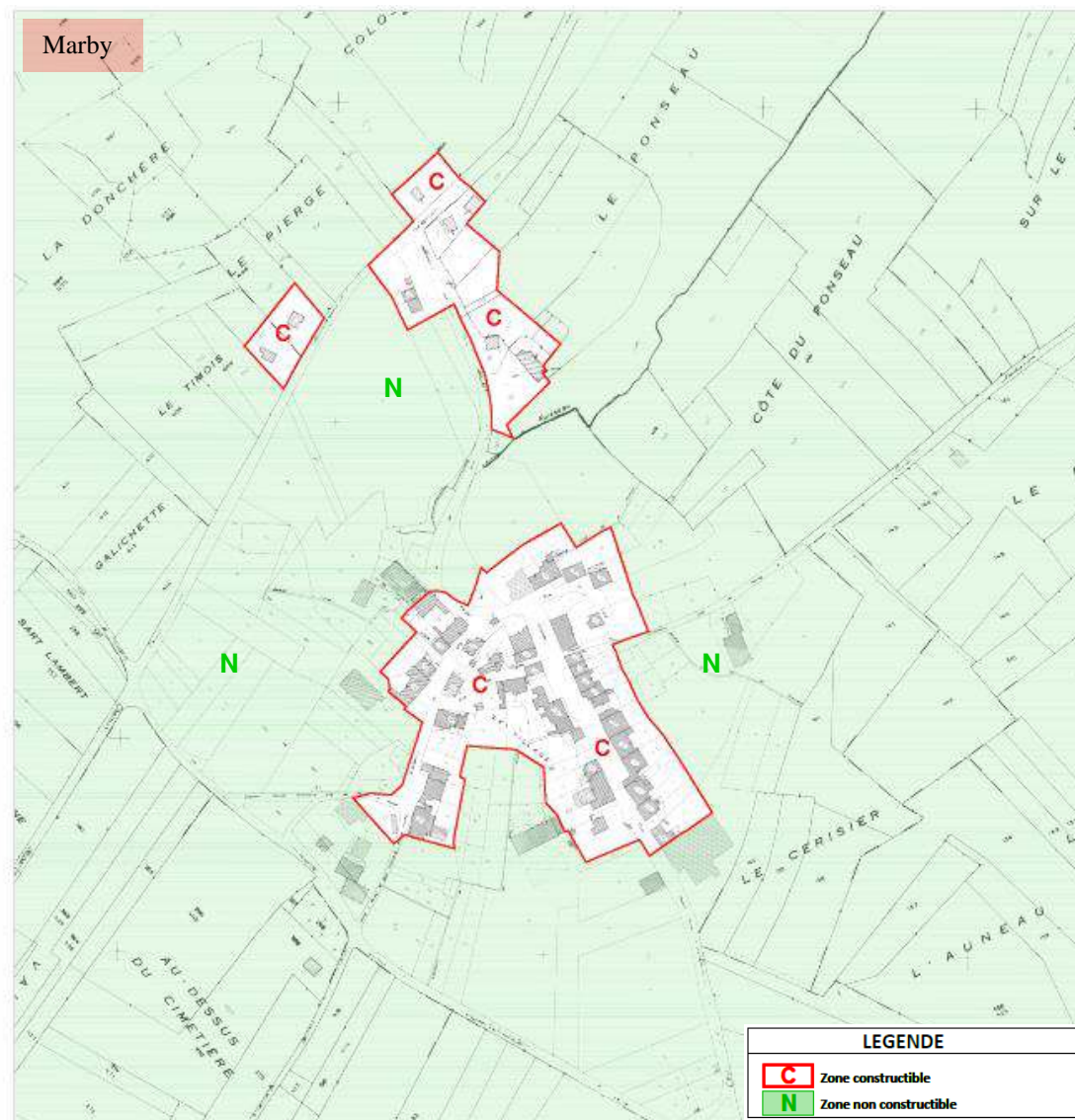
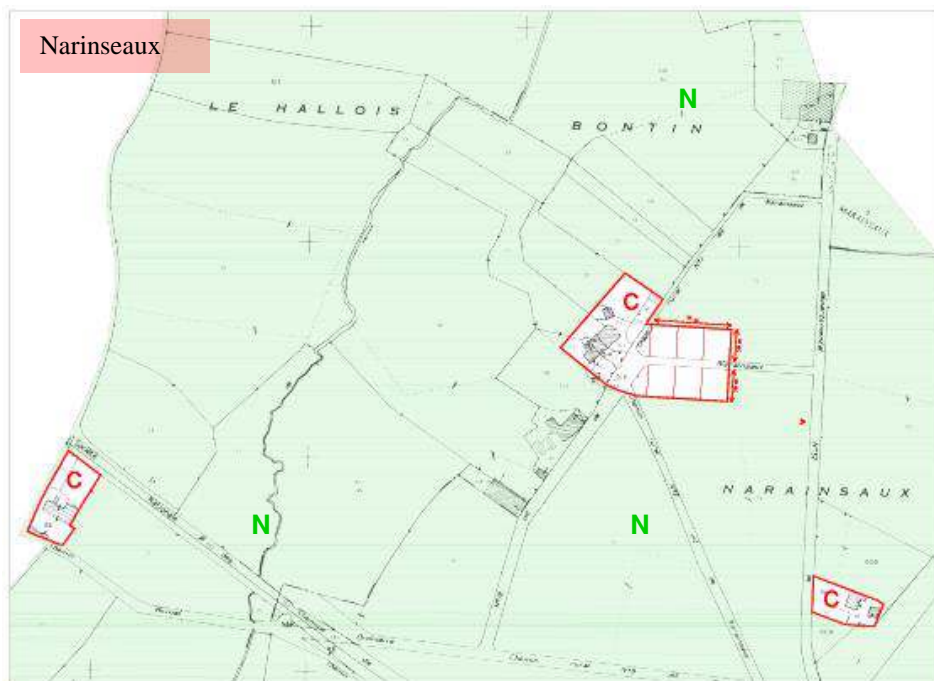
Le zonage comprend **1 hectare 00 ares 30 centiares de zone constructible** répondant à l'objectif d'accueil de population répartis de la manière suivante :

- **0 hectare 51 ares 12 centiares en dents creuses ;**
- **0 hectares 49 ares 18 centiares en extensions.**

La prise en compte de la mobilisation des dents creuses, dans le calcul des surfaces à ouvrir à l'urbanisation pour répondre aux objectifs démographiques de la commune, permet de réduire la consommation d'espace agricole, naturel, de moitié (51 % de dents creuses).

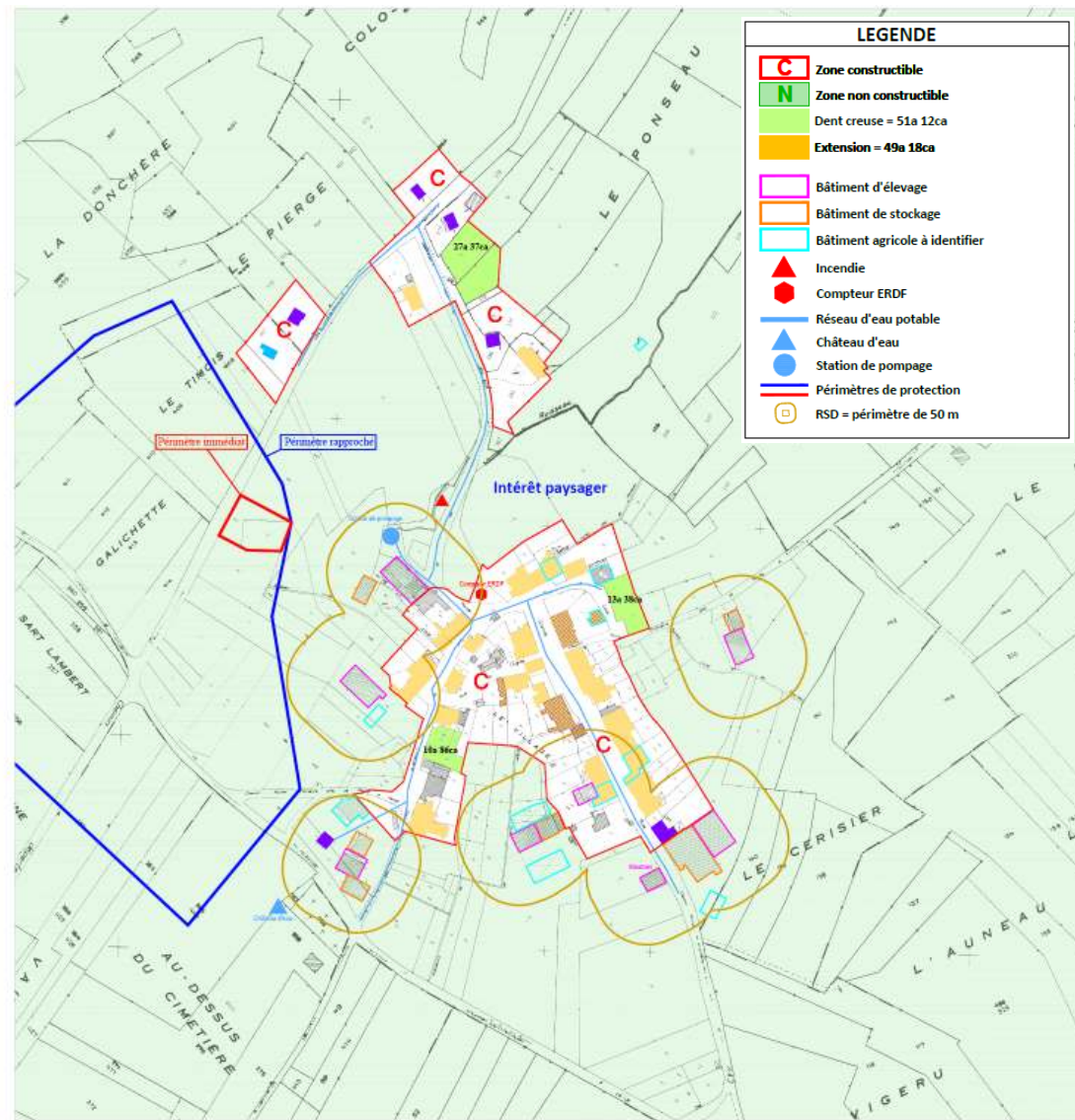
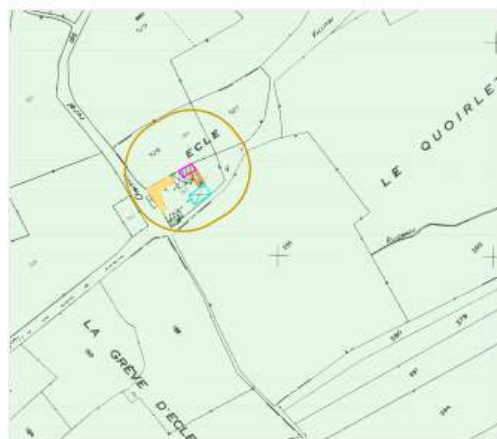
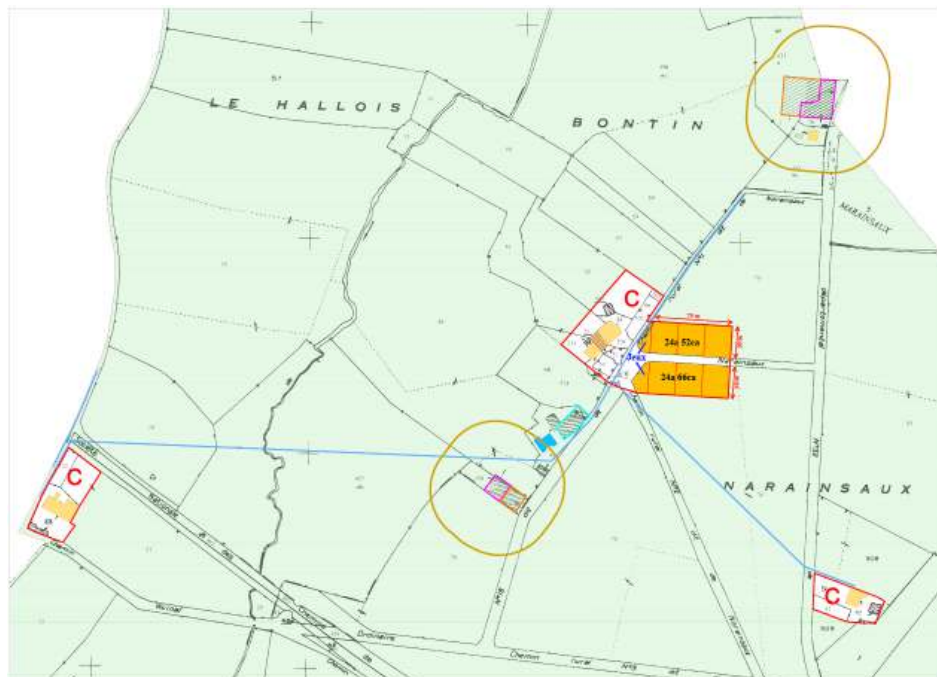


EXTRAIT DU PLAN DE ZONAGE DE LA CARTE COMMUNALE DE MARBY (localisé sur les zones Constructibles)



LEGENDE	
C	Zone constructible
N	Zone non constructible

EXTRAIT DU PLAN DE ZONAGE REPRENANT DIVERSES INFORMATIONS UTILES A LA LECTURE DU ZONAGE



3.3. JUSTIFICATION DU ZONAGE

➤ Hameau de Narinseaux

Le projet de développement communal de l'habitat se porte essentiellement sur le hameau de Narinseaux pour plusieurs raisons.

Tout d'abord, car le développement sur le village de Marby apparaît quasi impossible du fait de la présence d'exploitation agricole aux quatre coins de l'espace urbanisé engendrant des périmètres de réciprocité entre les bâtiments d'élevage et les habitations des tiers, de la présence du captage et de ses périmètres de protection ou encore de la topographie du relief. De plus, la commune ne dispose de foncier mobilisable que sur le hameau de Narinseaux ; le foncier privé faisant état d'une forte rétention foncière sur la commune, le principal objectif de la carte communale était que la commune puisse avoir la maîtrise foncière pour son développement. Souhaitant profiter de la proximité de Maubert-Fontaine (commerces et services de proximité à quelques centaines de mètres au Nord du hameau) mais également capitaliser sur le futur échangeur de l'A304 à quelques kilomètres à l'Est au niveau de Tremblois-les-Rocroi, le projet de développement du hameau semblait le meilleur moyen pour la commune de tenter de contrer le vieillissement de la population, fortement avancé sur la commune, risquant de voir la commune « mourir » à terme, en déterminant de nouveaux terrains urbanisables pour l'accueil d'une population nouvelle sur son territoire. Enfin, l'aménagement de ce secteur serait l'occasion pour la commune de mettre aux normes le hameau concernant la lutte contre l'incendie mais aussi d'y assurer un arrêt de bus pour le transport scolaire (aucun arrêt n'étant possible sur la RD 32 actuellement).

Ce projet se traduit par la création d'une entité urbaine en centre de hameau (les constructions présentes étant relativement disséminées et éparées) permettant de créer un point central. Il est donc proposé de s'appuyer sur le chemin communal de Narinseaux, bénéficiant du passage du réseau d'eau potable, en ouvrant à l'urbanisation de part et d'autre de cette voie, dans sa partie la plus proche des habitations déjà présentes, sur une longueur de 75 mètres et une profondeur de 30 mètres permettant de créer 6 lots constructibles (3 de part et d'autre en façade) créant ainsi un noyau villageois. Des aménagements seront à prévoir dans la partie Ouest de l'ouverture à l'urbanisation pour la création d'un arrêt de bus (pour les cars scolaires) et pour la création d'un espace de rencontre de type espace public (jeux pour enfant, espace récréatif, etc.) permettant de créer un lien social sur le hameau.

Cette ouverture à l'urbanisation est faite dans le respect des périmètres de réciprocités actuels présents sur un bâtiment accueillant de l'élevage à environ 150 mètres au Sud, étant un reliquat du siège de l'exploitation présente à 200 mètres au Nord, à cheval entre la commune de Marby et celle d'Etale (le développement de cette exploitation ne pourra se

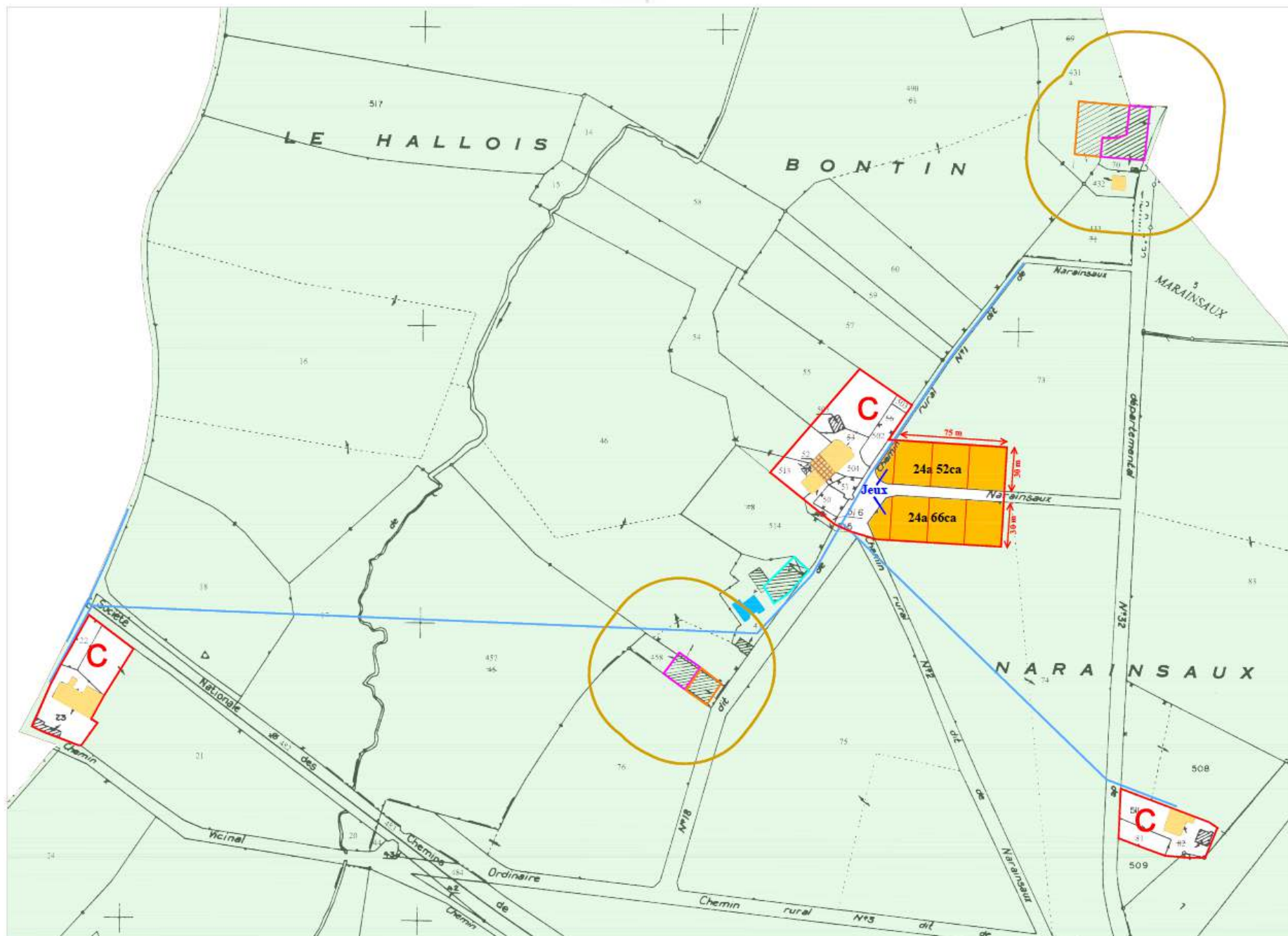
faire que sur ce site Nord principal). Le bâtiment agricole le plus proche se localise à 50 mètres en dessous du secteur, bâtiment de fourrage ne définissant pas de périmètre à respecter tant que l'exploitation actuelle reste sous le régime du Règlement Sanitaire Départemental. Cette marge a néanmoins été gardée dans l'optique où l'exploitation passerait au régime ICPE, engendrant des périmètres d'éloignement de 100 mètres sur l'ensemble des bâtiments de l'exploitation. Des habitations étant déjà existantes au Nord de ce bâtiment, la même distance a été prise pour la localisation du secteur ouvert à l'urbanisation vis-à-vis de ce bâtiment. Lors d'un éventuel passage de l'exploitation en ICPE, l'exploitant devra se conformer à respecter la même distance de 100 mètres vis-à-vis des tiers, ou bien demander une dérogation auprès du Préfet si des bâtiments déjà existants ne peuvent pas respecter cette distance.

Cette ouverture à l'urbanisation engendre une consommation d'espace d'environ **0,49 hectare** pour la création de **6 logements** sur des terrains d'environ 750 m² (30 mètres sur 25 mètres pour un lot).



Ouverture à l'urbanisation de part et d'autre du chemin communal





Carte Commune de Marby / Rapport de présentation

➤ Village de MARBY

Comme exposé dans le diagnostic territorial, le village de MARBY est fortement contraint en terme de possibilité de développement du fait de plusieurs facteurs. En premier lieu, la problématique liée à l'élevage, présente aux quatre coins du village, bloquant le développement urbain. Un secteur au Nord du village serait épargné par ces périmètres de réciprocity, mais ce secteur bénéficie d'un fort attrait paysager qui plus est sur un terrain en forte pente qu'il conviendrait de protéger. En plus de ces activités, on retrouve le captage à l'Ouest du village engendrant des périmètres de protection bloquant les possibles extensions. La seule possibilité restante aurait été au niveau du lieu-dit le « Pierge », mais ce foncier est avant tout privé, sur lequel la commune n'a aucune garanti de vente pour la construction de maison. De plus, le passage de la RD 32 engendre un risque avec une faible visibilité au Nord suite à un virage et des nuisances dû à la circulation.

Concernant le pourtour de la zone constructible, elle reprend l'ensemble du bâti existant, hors bâtiment d'exploitation agricole en limite de village pouvant continuer à se développer en zone N. Le plus souvent le limite de la zone reprend le parcellaire lorsque cela est possible, avec une profondeur de parcelle d'environ 50 mètres généralement appliquée pour permettre les extensions tout en limitant la zone constructible pour éviter les constructions en double rideau souvent assujetti à conflit de voisinage à long terme.

3 dents creuses sont identifiées sur le village, prises en compte dans les surfaces urbanisables :

- une première au Nord du village de Marby au centre des extensions d'après-guerre à l'écart du village représentant un potentiel de **2 constructions sur 0,27 ha** ;
- une deuxième dans la partie Sud du village occupée par des jardins représentant un potentiel **d'1 construction sur 0,1 ha** ;
- une troisième à l'Est du village desservie par une voirie et les réseaux en continuité et en façade de bâti existant pour un potentiel **d'1 construction sur 0,13 ha**.



Parcelles en dents creuses au Nord du village



Parcelles en dents creuses à l'Est du village



Carte Communale de Marby / Rapport de présentation

3.4. IMPACT DE L'URBANISATION SUR LES TERRES AGRICOLES

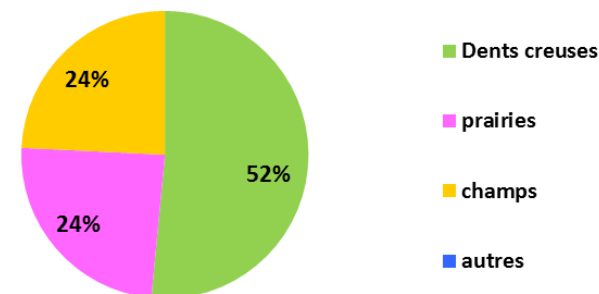
Bilan de la consommation des espaces agricoles

Années	Superficies en hectares	Evolution en hectares
2005	617,27	/
2015	616,41	- 0,86
Après ouverture à l'urbanisation de la Carte Communale	615,92	- 0,49

Le tableau ci-dessus a été déterminé à partir de l'analyse de l'occupation du sol effectuée dans le point 1.2.3 du Rapport de Présentation (référence prise en 2015), des permis de construire accordés entre 2005 et 2015, et de l'urbanisation du projet de Carte Communale sur des espaces agricoles.

La commune recense **2 nouvelles constructions** à usage d'habitation sur ces **dix dernières années**, soit une consommation d'espace d'environ **0,74 ha**. **1 bâtiment agricole** a également été construit pour une consommation d'espace d'environ **0,12 ha**. Au total c'est donc **0,86 ha** d'espace agricole qui a été consommé **entre 2005 et 2015**.

Répartition des surfaces ouvertes à l'urbanisation en %



Sur 1 hectare de surfaces ouvertes à l'urbanisation dans le projet de Carte Communale, seul **0,49 hectares impactent des terres agricoles** (prairies et cultures pour moitié). Environ **0,51 hectare se porte sur des dents creuses** ce qui donne une ouverture à l'urbanisation réparti de manière équitable entre dents creuses et extensions urbaines.

CONSOMMATION D'ESPACES

Marby (08)



LEGENDE :

- C Zone constructible
- RSD = périmètre de 50 m

Consommation d'espaces par la carte communale :

- Dents creuses (0,51 ha)
- Prairies (0,25 ha)
- Cultures (0,26 ha)

Espaces consommés ces 10 dernières années :

- Pour habitat (0,74 ha)
- Pour activités (0,12 ha)

0 50 100 200m